

annabac

HATIER **98**

sujets

Histoire-Géographie L, ES, S

NOUVELLE FORMULE

- Tous les sujets du bac 97
- De nombreux sujets complémentaires
- Un classement thématique et par académies des sujets
- Ce qu'il faut savoir pour bien se préparer au bac
- Les chiffres-clés, les dates-clés et un lexique



HATIER

33
annabac

HATIER **98**

sujets

Vescheures

Histoire Géographie L, ES, S

Jean Brignon
ancien IPR



HATIER

Principe de couverture :

Lacombe - Pingaud

Réalisation :

François Lecardonnel

Schémas et Cartographie : Nelly Jacques

Maquette de principe :

Tout Pour Plaire

Mise en page :

Dominique Bourgoin / Grain de papier

Coordination éditoriale :

Claire Dupuis et Anne-Béatrice Muller

Correction :

Marlène Ben Ammar

L'indication ► Sujets renvoie aux autres sujets donnés
au choix en juin 1997 dans la même académie

□ Cette vignette signale les sujets
traités dans les *Annabac Corrigés 1998*.

© Hatier Paris août 1997

ISSN 1168-3767

ISBN 2-218-72003-5

Toute représentation, traduction, adaptation ou reproduction, même partielle, par tous procédés, en tous pays, faite sans autorisation préalable, est illicite et exposerait le contrevenant à des poursuites judiciaires. Réf. : loi du 11 mars 1957, alinéas 2 et 3 de l'article 41. Une représentation ou reproduction sans autorisation de l'éditeur ou du Centre Français d'Exploitation du droit de Copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris) constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Avant-propos

Cet *Annabac* que vous venez d'acquérir est **plus qu'un simple répertoire** des sujets d'histoire et de géographie posés au baccalauréat.

Vous pouvez retrouver facilement les sujets posés dans votre académie (mais attention à ne pas faire d'impasse : il n'y a aucune règle sur la fréquence ou le retour de sujets semblables). Cet ouvrage se double d'un autre, proposant des **corrigés** sur chaque grand point du programme.

Mais surtout ces *Annabacs* sont aussi un **guide précieux pour la préparation à l'épreuve écrite** du baccalauréat, en vous rappelant la nature de l'épreuve, en vous conseillant sur la gestion du temps, en vous donnant quelques conseils méthodologiques pour la dissertation et pour le commentaire de documents.

Enfin, même si les sujets sont souvent accompagnés d'indications chronologiques ou de quelques chiffres de productions, il est important que vous maîtrisiez **la connaissance de quelques dates, de quelques repères chiffrés** pour aller directement à l'essentiel du sujet. Ces renseignements, mis à jour chaque année, vous sont donnés à la fin de l'ouvrage, en même temps que **le vocabulaire indispensable** à connaître.

Bon courage !



Digitized by the Internet Archive
in 2023

Sommaire

Regroupements académiques	12
Index des sujets par académie	13
Index thématique des documents	15
Programme officiel	19
Déroulement de l'épreuve	23
Conseils de méthode	25

Histoire

Les sujets « commentaire de documents » sont en italique.

Pour la France métropolitaine, session de juin 1997, seules les académies « pilotes », Nantes et Paris, sont citées (voir les académies de rattachement page 11).

Les sujets précédés d'une vignette □ sont traités dans les *Annabacs Corrigés 1998*.

1. LE MONDE EN 1945

- 1** □ L'Europe à l'issue de la Seconde Guerre mondiale
(Sportifs de haut niveau, octobre 1996) **31**

2. LA RECONSTRUCTION DE L'EUROPE DE L'OUEST

- 2** □ Les grandes étapes de la construction européenne depuis 1945
(Étranger I, juin 1994) **33**

3. LA FORMATION DU MONDE SOCIALISTE

- 3** Le monde communiste européen des lendemains de la Seconde Guerre mondiale à 1991 (Paris et académies rattachées, juin 1997) **34**
- 4** Les relations entre l'URSS et les États du monde communiste de 1945 à 1991 (Amérique du Nord, juin 1997) **35**
- 5** Les relations des démocraties populaires avec l'Union soviétique de 1945 à 1991 : mise en place, organisation, contestation (Sujet national, septembre 1996) **36**

6	Les relations entre l'URSS et les démocraties populaires d'Europe de l'Est de 1945 à 1991 (Polynésie, 1996)	38
7	☐ Les relations entre l'URSS et les démocraties populaires d'Europe de l'Est de 1945 à 1991 : naissance et organisation du bloc soviétique, évolution, effondrement (Étranger, septembre 1996)	39

4. LES RELATIONS INTERNATIONALES

8	Naissance et mise en place des deux « blocs » (1945-1955) (Nantes et académies rattachées, juin 1997)	40
9	Les États-Unis d'Amérique et le « monde libre » de 1945 à 1975 (Amérique du Sud, novembre 1996)	40
10	L'Asie méridionale et orientale de 1945 au début des années 1960 (Étranger I, juin 1997)	41
11	☐ <i>Les tensions dans le monde au début des années 60</i> (Sujet national, septembre 1996)	42
12	<i>La situation mondiale vue par Khrouchtchev (1961)</i> (Antilles - Guyane, septembre 1996)	44
13	<i>Le Pacte atlantique et l'OTAN au milieu des années soixante</i> (Polynésie, 1996)	45
14	<i>Les relations entre la France et l'OTAN vues par de Gaulle</i> (1966) (Maroc OIB, juin 1997)	47
15	<i>Discours du général de Gaulle à Phnom Penh</i> (1966) (Guadeloupe - Guyane - Martinique, juin 1997)	49
16	Les années 70 dans le monde (Antilles - Guyane, septembre 1996)	50
17	En quoi l'année 1973 marque-t-elle un tournant dans l'histoire de la construction du monde contemporain ? (Tunisie OIB, juin 1997)	51
18	<i>Les États-Unis et les relations internationales vues par Nixon</i> (1974) (Étranger I, juin 1997)	52
19	☐ <i>Les changements en Europe en 1989 vus par François Mitterrand</i> (Nantes et académies rattachées, juin 1997)	53

5. CROISSANCE ET CRISE ÉCONOMIQUES

20	☐ Aspects, facteurs et limites de la croissance économique des pays développés d'économie de marché des années 1950 au début des années 1970 (Paris et académies rattachées, juin 1997)	55
-----------	--	-----------

21	Les Trente Glorieuses : aspects, fondements, limites (Guadeloupe – Guyane – Martinique, juin 1997)	55
-----------	---	-----------

6. DÉCOLONISATION ET AFFIRMATION DU TIERS MONDE

22	☐ Nationalismes et indépendances en Afrique (1945-1963) (Amérique du Sud, novembre 1996)	56
23	L'accession à l'indépendance des pays de l'Empire français (Asie, juin 1997)	57

7. LE MONDE ACTUEL

24	☐ Les principes et le fonctionnement de la démocratie libérale (Amérique du Nord, juin 1996)	58
25	<i>La démocratie libérale (selon Pierre Mendès France)</i> (Asie, juin 1997)	58
26	La démocratie américaine : institutions, fonctionnement, problèmes (Guadeloupe – Guyane – Martinique, juin 1997)	60
27	L'organisation des Nations unies de 1945 à nos jours (Pondichéry, juin 1997)	61
28	☐ L'ONU de 1945 à nos jours (Amérique du Nord, juin 1997)	62

8. LA FRANCE SOUS LA IV^e RÉPUBLIQUE

29	La France et les Français face aux problèmes politiques, économiques et sociaux de la Libération à 1945 (Étranger I, juin 1997)	63
30	La politique étrangère et coloniale de la France de 1945 à 1958 (Étranger, septembre 1996)	64
31	☐ La politique coloniale de la France de 1945 à 1962 (Maroc OIB, juin 1997)	65
32	<i>Les résistances tunisiennes à la politique française</i> (1952-53) (Tunisie OIB, juin 1997)	65
33	<i>De Gaulle et la question algérienne</i> (Pondichéry, juin 1997)	67
34	☐ Le bilan de la IV ^e République (Sportifs de haut niveau, octobre 1996)	69

9. LA FRANCE SOUS LA V^e RÉPUBLIQUE

35	<i>Le retour du général de Gaulle (1958)</i> (Étranger, septembre 1996)	70
-----------	--	-----------

36	<i>Le général de Gaulle revient au pouvoir (1958)</i> (Amérique du Sud, novembre 1996)	72
37	<i>De Gaulle et les institutions politiques de la IV^e et de la V^e République</i> (Amérique du Nord, juin 1997).	73
38	☐ <i>Les institutions de la V^e République</i> (Paris et académies rattachées, juin 1997)	75
39	<i>La France sous la présidence du général de Gaulle</i> (Polynésie, 1996)	77
40	<i>Charles de Gaulle et la vie politique en France de 1945 à 1969</i> (Antilles – Guyane, septembre 1996)	77
41	☐ <i>Le rôle de Charles de Gaulle dans la vie politique française (1945-1969)</i> (Sujet national, septembre 1996)	78
42	<i>Pompidou, successeur de de Gaulle (1969)</i> (Sportifs de haut niveau, octobre 1996)	79
43	<i>La France de 1969 à 1981</i> (Pondichéry, juin 1997)	81

10. LES MUTATIONS SOCIALES ET CULTURELLES EN FRANCE

44	☐ <i>Les mutations de la société française depuis 1945</i> (population, activités, modes de vie, pratiques culturelles) (Nantes et académies rattachées, juin 1997)	82
45	<i>Les transformations économiques et sociales en France au cours des « Trente Glorieuses » (1945-1975) :</i> aspects, facteurs, problèmes (Asie, juin 1997)	82

Géographie

1. LES CONTRASTES DE L'ESPACE MONDIAL

46	<i>Les contrastes de développement dans le monde</i> (Amérique du Nord, juin 1997)	87
47	<i>Les « Sud » : croissance et inégalité de développement</i> (Nantes et académies rattachées, juin 1997)	91
48	☐ <i>La population mondiale : répartition, évolution et perspectives</i> (Paris et académies rattachées, juin 1997)	95
49	<i>L'urbanisation dans le monde et ses problèmes</i> (Sportifs de haut niveau, octobre 1996)	99
50	<i>Les grandes villes dans le monde</i> (Guadeloupe – Guyane – Martinique, juin 1997)	104

2. LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ET LES RÉSEAUX DE TRANSPORT

- 51** *Le commerce maritime international de marchandises
et son évolution récente* (Asie, juin 1997) **108**
- 52** □ *Les échanges mondiaux de pétrole* (Japon, juin 1995) **114**

3. LA MOBILITÉ DES HOMMES

- 53** *Les migrations internationales (tourisme exclu)*
(Polynésie, 1996) **118**
- 54** *Les migrations internationales dans le monde (tourisme exclu) :*
flux, causes, problèmes posés aux pays émetteurs et récepteurs
(Sujet national, septembre 1996) **121**
- 55** □ *Le tourisme international* (Tunisie OIB, juin 1997) **123**
- 56** *Tourisme et développement*
(Amérique du Sud, novembre 1996) **127**

4. LES ÉTATS-UNIS

- 57** □ *Les caractères actuels de la population des États-Unis*
(Polynésie, 1996) **131**
- 58** *La population des États-Unis*
(Étranger, septembre 1996) **132**
- 59** *Les minorités ethniques aux États-Unis d'Amérique*
(Maroc OIB, juin 1997) **133**
- 60** *Les villes des États-Unis (Amérique du Sud,*
novembre 1996) **137**
- 61** □ *La ville, reflet de l'organisation de l'espace
et de la société des États-Unis* (Pondichéry, juin 1997) **138**
- 62** □ *L'organisation de l'espace aux États-Unis :*
disparités et dynamiques (Paris et académies
rattachées, juin 1997) **142**
- 63** *L'agriculture des États-Unis (Guadeloupe –*
Guyane – Martinique, juin 1997) **143**
- 64** □ *Les principaux espaces industriels des États-Unis*
(Nantes et académies rattachées, juin 1997) **143**
- 65** *Le Nord-Est est-il encore le cœur des États-Unis ?*
(Sportifs de haut niveau, octobre 1996) **145**
- 66** *Le commerce extérieur des États-Unis*
(Sujet national, septembre 1996) **147**
- 67** *Les États-Unis dans le système-monde*
(Antilles – Guyane, septembre 1996) **152**

68	☐ Les États-Unis d'Amérique, puissance mondiale (Maroc OIB, juin 1997)	152
-----------	--	------------

5. LA RUSSIE

69	Peuplement et population de la Russie (Amérique du Nord, juin 1997)	154
70	La population de la Russie (Nantes et académies rattachées, juin 1997)	155
71	La population de la Russie : répartition, diversité et dynamiques actuelles (Pondichéry, juin 1997)	156
72	☐ <i>Les problèmes de la population russe</i> (Étranger I, juin 1997)	157
73	La mise en valeur de l'espace russe (Asie, juin 1997)	161

6. L'AFFIRMATION DE L'AIRE PACIFIQUE

74	L'aire Pacifique a-t-elle une unité ? (Antilles – Guyane, septembre 1996)	163
75	☐ Le développement des NPI d'Asie (Bordeaux - Caen, juin 1996)	164
76	Les fondements de la puissance japonaise (Amérique du Sud, novembre 1996)	164
77	☐ Aspects, moyens et limites de la puissance japonaise dans le monde (Étranger, septembre 1996)	165
78	La puissance industrielle mondiale du Japon (Polynésie, 1996)	165
79	La puissance économique japonaise et son rayonnement (Étranger I, juin 1997)	166
80	☐ Le Japon, une puissance économique dans l'aire Pacifique (Sujet national, septembre 1996)	167

7. DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

81	Aspects et limites du développement du Brésil (Amérique du Nord, juin 1997)	168
82	Voie et situation de développement du Brésil (Guadeloupe - Guyane - Martinique, juin 1997)	169
83	La méthode brésilienne constitue-t-elle un modèle de croissance pour le Tiers Monde ? (Tunisie OIB, juin 1997)	170

84	La voie brésilienne de développement : face aux défis, quels choix, réussites et échecs (Asie, juin 1997)	171
85	<i>Les voies de développement du Brésil</i> (Antilles – Guyane, septembre 1996)	172
86	La République populaire de Chine, grande puissance et pays en voie de développement (Paris et académies rattachées, juin 1997)	177
87	☐ Le développement de la Chine (Étranger I, juin 1997).	178
88	<i>Le développement en Côte-d'Ivoire</i> (Étranger, septembre 1996)	179
89	Le développement de la Côte-d'Ivoire : réussites et limites (Pondichéry, juin 1997)	183
90	☐ La Côte-d'Ivoire : réussites et limites d'une stratégie de développement (Sportifs de haut niveau, octobre 1996) ..	184
	Dates importantes	185
	Chiffres-clés	189
	Lexique	193

En 1997, l'Éducation nationale a mis en place cinq regroupements académiques :

Regroupements académiques

FRANCE MÉTROPOLITAINE 1 bis

Académie pilote : Paris

Académies rattachées : Aix-Marseille, Amiens, Corse, Créteil, Lille, Montpellier, Nice, Rouen, Toulouse, Versailles

FRANCE MÉTROPOLITAINE 2 bis

Académie pilote : Nantes

Académies rattachées : Besançon, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Limoges, Lyon, Nancy-Metz, Orléans-Tours, Poitiers, Reims, Rennes, Strasbourg.

CENTRES ÉTRANGERS groupe 1

Kenya, Djibouti, Gabon, Maroc, Mali, Sénégal, Tchad, Guinée, Émirats arabes unis, Italie, Turquie, Koweït, Qatar, Égypte, Éthiopie, Israël, Jordanie, Syrie,

Bénin, Cameroun, Mauritanie, République centrafricaine, Togo, Burkina-Faso, Congo, Côte-d'Ivoire, Niger, Grèce, Tunisie, Espagne, Portugal, Ile Maurice, Madagascar, Afrique du Sud

CENTRES ÉTRANGERS groupe 2

Belgique, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Luxembourg, Allemagne, Autriche, Danemark, Norvège, Pologne, Russie, Suède, Hongrie, Roumanie

CENTRES ÉTRANGERS groupe 3

Colombie, El Salvador, Équateur, Haïti, Mexique, Venezuela, Brasília, Guatemala, Canada, États-Unis d'Amérique, Hong-Kong, Japon, Singapour, Australie, Indonésie, Thaïlande, Argentine, Bolivie, Brésil (sauf Brasília), Chili, Costa Rica, Pérou, Uruguay, Inde, Liban, Vanuatu

Index des sujets par académie (juin 1997)

Où retrouver les sujets posés dans votre académie

	HISTOIRE		GÉOGRAPHIE	
	<i>dissertation</i>	<i>com.¹</i>	<i>dissertation</i>	<i>com.¹</i>
Nantes et académies rattachées	8 - 44	19	64 - 70	47
Paris et académies rattachées	3 - 20	38	62 - 86	48
Maroc, OIB ²	31	14	68	59
Tunisie, OIB ²	17	32	83	55
Centres étrangers groupe I	10 - 29	18	79 - 87	72
Asie	23 - 45	25	73 - 84	51
Amérique du Nord	4 - 28	37	69 - 81	46
Pondichéry	27 - 43	33	71 - 89	61
Guadeloupe - Guyane - Martinique	21 - 26	15	63 - 82	50

1. Commentaire de document.

2. Option internationale du baccalauréat.

Index thématique des documents

Les numéros renvoient à la numérotation générale des sujets.

Histoire

LE MONDE EN 1945 ET LES RELATIONS INTERNATIONALES

Textes

	<i>sujet</i>	<i>doc.</i>	<i>page</i>
Discours U'Thant : les tensions dans le monde au début des années 60	11		42
Rapport de Khrouchtchev : la situation mondiale en 1961	12		44
De Gaulle : lettre à Johnson : le pacte atlantique et l'OTAN, 1966	13	1	45
Déclaration de Johnson pour le 17 ^e anniversaire de l'OTAN, 1966	13	2	46
Conférence de de Gaulle : la France et l'OTAN, 1966	14		47
De Gaulle : discours de Phnom Penh (1966)	15		49
Nixon : les États-Unis et le monde, 1974	18		52
Mitterrand : les changements en Europe en 1989	19		53

LE MONDE ACTUEL

	<i>sujet</i>	<i>doc.</i>	<i>page</i>
La démocratie libérale selon Pierre Mendès France (1974) (texte)	25		58

LA FRANCE SOUS LA IV^e RÉPUBLIQUE

Textes

Relations Tunisie – France (1952-1953) :			
Rapport des quarante, 1 ^{er} septembre 1952	32	1	65
Relations Tunisie-France : lettre de Bourguiba, 1953	32	2	66
De Gaulle et l'Algérie : discours 1958, 1959, 1961	33	1 à 4	67-68

Textes

Le retour de de Gaulle : allocution de 1958	35		70
Le retour de de Gaulle : <i>Mémoires, le renouveau</i> (1958-1962)	36		72
De Gaulle et les institutions, discours 1962	37		73
De Gaulle : la nouvelle Constitution, discours 1958	38	1	75
De Gaulle et la situation politique en 1962	38	2	75
Mitterrand et les institutions, allocution télévisée (1986)	38	3	76
Pompidou : message au Parlement, 1969	42		79

Géographie

• **L'inégal développement**

L'indice de développement humain (IDH) – 1992 (carte)	46	1	88
L'indice de fécondité, 1992, 1993 (carte)	46, 47	2	89, 92
Croissance et échanges dans les pays du Sud (tableau)	47	3	93

• **La population mondiale**

Le peuplement du monde en 1990 (carte)	48	1	95
Le taux d'accroissement annuel 1990, 1995 (tableau)	48	2	96
La transition démographique en 1994 (carte)	48	3	97
L'Afrique subsaharienne (Grimal, Herzlich, 1995) (texte)	48	4	98

• **L'urbanisation**

Le taux d'urbanisation par continent 1994 (tableau)	49	1	99
L'urbanisation dans le monde (carte)	49	2	100
En Afrique, la ville ne fait plus rêver (texte 1994)	49	4	102
Les grandes villes du monde (carte)	50	1	104
Taux d'urbanisation dans le monde (tableau)	50	2	105

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ET LES RÉSEAUX DE TRANSPORT

sujet doc. page

• Le commerce maritime international de marchandises

Évolution du trafic mondial (1979-1995) (graphique)	51	1	108
Les principaux ports en 1979, en 1995 (tableau)	51	3	110-111
Les grands ports de conteneurs en 1983, en 1995 (tableau)	51	4	112
La production de pétrole brut par zones (1995) (graphique)	51	2a	109
La consommation de pétrole brut par zones (1995) (graphique)	51	2b	109
Les flux pétroliers en 1990 (carte)	52	2	115
Évolution du prix du pétrole, 1972-1992 (courbe)	52	3	116

LA MOBILITÉ DES HOMMES

sujet doc. page

• Les migrations

Le système migratoire mondial (carte)	53	1	119
---------------------------------------	----	---	-----

• Le tourisme

Zones et flux du tourisme international (carte)	55, 56	2-1	124
Les touristes dans le monde, 1948-1991 (tableau)	55	1	123
Dépenses et recettes touristiques dans 15 pays (tableau)	56	2a	128
Le poids économique du tourisme dans quelques pays (tableau)	56	2b	128
Les méfaits du tourisme, l'exemple de l'Égypte, <i>Science et Avenir</i> , 1990 (texte)	55	4	125
Les effets du tourisme (G. Cazes, 1989) (texte)	56	3	129

LES ÉTATS-UNIS

sujet doc. page

• La population

Les agglomérations millionnaires en 1990 (carte)	61	1	138
La population des agglomérations de plus de 2 millions d'habitants en 1990 et évolution 1980-1990 (tableau)	61	2	139

• Les minorités

La composition ethnique (tableau)	59	1	133
Répartition des minorités (carte)	59	2	134
Le problème des latinos (texte : <i>Le Monde</i> 21 mai 1994)	59	3	135
Le cercle vicieux des ghettos (texte : <i>Le Monde diplomatique</i> , février 1995)	61	5	141

• Les villes

Modèle d'organisation des aires métropolitaines (carte)	49	3a	101
---	----	----	-----

Répartition des communautés à Los Angeles (carte)	61	4	140
La population ethnique de Los Angeles (graphique)	59	4	135
Centre, périphérie et minorités à New York (graphique)	59	5	136
La suburbanisation et sa signification politique (texte : <i>Le Monde</i> , 1992)	49	3b	102

• Le commerce

Évolution du commerce extérieur 1965-1994 (courbe)	66	1	147
Structure du commerce extérieur des États-Unis en 1992 (graphique)	66	2	148
Partenaires commerciaux des États-Unis en 1992 (tableau)	66	3	149
Un défi à l'Europe (texte : <i>Le Monde</i> , 24 février 1993)	66	4	149

LA RUSSIE

sujet doc. page

• La population

Répartition de la population (carte)	72	1	157
Évolution des taux de natalité et de mortalité (courbe)	72	5	161
La diversité des peuples (graphique)	72	2	158
L'espérance de vie 1989, 1993 (graphique)	72	4	160
Les Pieds rouges sur le chemin du retour (texte : <i>Le Monde</i> , 19 juin 1993)	72	3	159

DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

sujet doc. page

• Brésil

Les déséquilibres régionaux (1991) (tableau)	46	3	90
Rang mondial de quelques productions (tableau)	85	2	173
Les cycles économiques, XVII ^e , XVIII ^e , XIX ^e siècles (cartes)	85	1	172
Distribution spatiale de l'industrie (carte)	85	4	175
Réformes et contraintes extérieures (texte)	85	5	176

• Côte-d'Ivoire

Population 1975, 1988 (cartes)	88	1	179
Évolution de la population d'Abidjan (tableau)	88	2	180
Yamoussoukro, ville nouvelle (G.U. 1994, texte)	88	4	181
La situation économique en 1994 (texte)	88	5	181
Évolution des cours mondiaux du café et du cacao et évolution du PIB 1970-1992 (graphique)	88	3	180

Programme officiel

À l'intérieur du programme de terminale les questions de l'épreuve du baccalauréat sont définies de la manière suivante :

- Les questions ne pouvant donner lieu qu'à des sujets de type commentaire de documents (■) ;
- Les questions ne pouvant donner lieu à des sujets spécifiques mais pouvant fournir des éléments à mettre en œuvre à l'occasion de sujets portant sur d'autres rubriques du programme (◆) ;
- Toutes les autres rubriques du programme peuvent donner lieu à un sujet, dissertation ou commentaire de document.

(Bulletin officiel, n° 33, 7 octobre 1993.)

Histoire

1. LA CONSTRUCTION DU MONDE CONTEMPORAIN

Bilan de la Seconde Guerre mondiale

Tableau du monde au lendemain du conflit (1945-1947)

① Un monde nouveau (1947 - fin des années 1950)

1. À l'Est, une force continentale

URSS – démocraties populaires – Chine communiste.

2. À l'Ouest, la puissance américaine organise le « monde libre » :

les alliances, les échanges (le système monétaire international,

le GATT). Le plan Marshall. Reconstruction et édification

de l'Europe de l'Ouest.

3. Nationalismes et indépendances en Asie et en Afrique.

4. Conclusion : un monde bipolaire.

② Croissance mondiale et équilibre des puissances (de la fin des années 1950 au début des années 1970)

1. La croissance : la troisième révolution industrielle.

L'explosion du progrès scientifique et technique.

La transformation du travail.

2. Les rapports Est-Ouest. Parité nucléaire et dissuasion.

3. Émergence du Tiers Monde. De Bandoung au dialogue Nord-Sud.

- 3 Géostratégies du temps présent (depuis le début des années 1970)**
1. Une crise d'un type nouveau. Déséquilibre et dérèglements d'un système. Les réponses à la crise.
 2. Poursuite et avatars du dialogue Est-Ouest. Le dialogue Nord-Sud. Zones de tension et formes des conflits.
 3. Carte du monde actuel.

2. LE MONDE ACTUEL

L'analyse de la carte du monde actuel servira de point de départ à une étude géopolitique en liaison avec le programme de géographie. On approfondira quatre thèmes.

1 Les régimes politiques dans le monde actuel

On étudiera plus particulièrement, à partir d'exemples (États-Unis d'Amérique, un État d'Europe occidentale...) les différentes formes de démocratie.

◆ **2 La religion**

Évolution du phénomène religieux.

Les Églises et le fait religieux dans le monde d'aujourd'hui.

◆ **3 La communication et les langages**

La révolution des techniques et de la communication, la circulation des idées, des sons et des images.

4 Organisation et coopération internationales

Rôle et fonctionnement des Nations unies. Les Droits de l'homme.

3. LA FRANCE DEPUIS 1945

1 Évolution politique

1. La France en 1945. Le poids de l'Histoire. La IV^e République : la reconstruction et les débuts de la croissance. La France devant les problèmes de l'outre-mer.
2. La V^e République : les institutions. Les présidences du général de Gaulle (La guerre d'Algérie. L'apogée de la croissance, la crise de mai 1968).
3. La V^e République depuis les années 1970. La vie politique ; la crise.

② Société et culture

1. De la société traditionnelle au changement social.
2. Création et pratiques culturelles.

③ La France dans le monde

1. Ambitions nationales. De l'Empire à l'Europe. L'impératif industriel. Indépendance et sécurité.
2. Le rôle mondial d'une puissance européenne. La présence culturelle de la France dans le monde. La francophonie.

Géographie, organisation de l'espace mondial

1. CONTRASTES DE L'ESPACE MONDIAL

- ① Des espaces inégalement peuplés
Cartes de la répartition de la population, contrastes démographiques.
- ② Des espaces inégalement développés
- ◆ ③ Grands centres d'impulsion et organisation de l'espace mondial.

2. DES ESPACES INTERDÉPENDANTS

- ① Géographie des échanges commerciaux et des réseaux de transports. Grands ports et grands aéroports.
- 1. Grands flux de marchandises (étude cartographique commentée d'un certain nombre de courants d'échanges : produits énergétiques, blé, produits manufacturés).
- 2. Exemples significatifs de balances commerciales et de balances des paiements choisis dans les pays du programme.
- ② La mobilité des hommes
 1. Les migrations.
 2. Le tourisme.
- ◆ ③ Principaux flux d'information et de capitaux

❶ Les États-Unis d'Amérique

1. Les hommes, la mise en valeur et l'organisation du territoire.
2. Les grands ensembles régionaux.
3. Leur place dans le monde.

❷ La Russie, un État né de l'éclatement de l'URSS

1. Les hommes, la mise en valeur et l'organisation du territoire.
2. Les grands ensembles régionaux.
3. Leur place dans le monde.

N.B. Dans l'état actuel des informations disponibles, l'organisation économique de la Russie ne peut donner lieu à aucun sujet spécifique.

❸ L'affirmation de l'aire Pacifique

1. La puissance japonaise, son rôle dans l'aire Pacifique et dans le monde.
2. Les nouveaux pays industriels d'Asie : Corée du Sud ou Singapour.
- ◆ 3. Le rôle de la Chine dans l'aire Pacifique.

❹ Géographie de pays en voie de développement

Brésil, Chine, Côte-d'Ivoire : voies et situations de développement.

Déroulement de l'épreuve

1. LA DURÉE ET LA NATURE DE L'ÉPREUVE

* **Durée de l'épreuve**

4 heures pour traiter un sujet d'histoire et un sujet de géographie.

* **Coefficients**

Série ES : 5

Série L : 4

Série S : 3

* **Barème de notation**

Histoire sur 10 points ; géographie sur 10 points.

* L'épreuve écrite d'histoire et géographie du baccalauréat donne au candidat, dans chacune des deux disciplines, **le choix entre trois sujets qui doivent porter sur au moins deux parties différentes du programme.**

► **1. Deux dissertations** : leurs sujets demandent un effort de classement des connaissances et de synthèse. Ils peuvent être accompagnés d'une courte chronologie en histoire et, en géographie, de quelques données statistiques et d'un fond de carte qu'il faut impérativement utiliser (carte notée 2,5/10).

► **2. Un commentaire de documents** : textes, documents figurés (photographies, caricatures), cartes, données statistiques, courbes, diagrammes, etc. Ils sont regroupés sous un titre qui donne le thème général et sont accompagnés de questions destinées à guider la réflexion du candidat.

* **En histoire**, les questions sont posées de manière que leurs réponses constituent un commentaire composé : la première question invite le candidat à rédiger une introduction présentant le ou les documents et les situant dans leur contexte ; les questions suivantes porteront sur les thèmes, les notions et le vocabulaire autour desquels s'organisera le commentaire ; enfin, la dernière question suggère au candidat un développement sur les conclusions à tirer de son étude ainsi que sur l'intérêt ou la portée du ou des documents.

✱ **En géographie**, le questionnaire guide le candidat dans la recherche et l'exploitation des informations fournies par les documents et invite à les développer à l'aide des connaissances personnelles.

2. LA GESTION DU TEMPS DE L'ÉPREUVE

Lors de l'épreuve du baccalauréat, vous devez composer successivement un devoir d'histoire et un devoir de géographie au cours des 4 heures. Vous avez toute liberté pour organiser votre travail, mais il ne faut pas consacrer trop de temps à l'un des devoirs au détriment de l'autre. Il faut donc vous efforcer de réaliser chacun des devoirs en 2 heures environ.

À l'intérieur de chaque tranche de 2 heures, nous vous proposons de gérer votre temps de travail de la manière suivante :

► **5 min** pour lire les 3 sujets et effectuer votre choix définitif.

✱ **Si vous avez choisi la dissertation :**

► **10 min** pour délimiter le sujet et dégager l'idée centrale.

► **30 min** pour :

- mobiliser vos connaissances et vos idées,
- élaborer un plan détaillé,
- rédiger au brouillon l'introduction et la conclusion.

► **1h10** pour rédiger le devoir sur la copie, soit environ 20 min par partie, s'il y en a trois. (Rédiger **directement** au propre le développement !)

► **5 min** pour relire la copie.

Lorsqu'il s'agit d'une dissertation de géographie accompagnée de la **construction d'une carte**, consacrez **20 min.** à sa réalisation. Évitez de reporter cette élaboration à la fin : elle peut se placer **avant** la phase de rédaction, d'autant que la légende doit être ordonnée selon le plan du développement.

✱ **Si vous avez choisi le commentaire de documents :**

► **10 min** pour la lecture-découverte du ou des documents.

► **40 min** de travail au brouillon pour :

- analyser les documents en fonction des questions posées pour en dégager les principales informations,
- mobiliser vos connaissances pour expliquer les données observées.

► **1h** pour rédiger au propre le commentaire.

► **5 min** pour relire la copie.

Conseils de méthode

LA DISSERTATION

La dissertation, en histoire comme en géographie, n'est pas un simple récit des faits, c'est *une démonstration* construite, une réflexion s'appuyant sur des faits, soutenue par un fil directeur.

* La dissertation en histoire

► Comment se présente le sujet

Il se compose de trois éléments : **le libellé**, accompagné souvent de **la démarche à suivre** et d'**une chronologie indicative**. La phrase qui accompagne le sujet suggère un plan ; quant à la chronologie, elle n'est là que pour vous donner quelques points de repère, non exhaustifs d'ailleurs. La dissertation ne saurait être un simple commentaire de ladite chronologie.

► Les étapes du travail

a) **Lire, comprendre, cerner le sujet** : repérer les mots-clés, les définir, repérer les articulations, les mots de liaison (et, dans, face à...), délimiter le sujet dans le temps et dans l'espace.

b) **identifier le type de sujet pour repérer le type de plan à adopter.**

Type de sujet	Plan le plus fréquent
– une évolution – un tableau, un bilan	– chronologique – thématique (chronologique si tableau évolutif)
– une mise en relation (sujet avec « et », « face à »)	– chronologique ou thématique
– une discussion	– dialectique

c) **Mobiliser les connaissances** : réunir les informations en questionnant le sujet (qui ou quoi, comment, quand, pourquoi, dans quels buts, quels

problèmes, quelles solutions ?...), en cherchant les réponses à ces questions dans vos connaissances (éliminer les connaissances qui n'ont pas de rapport avec le sujet).

d) **Organiser les connaissances** : les connaissances ne doivent pas être racontées pour elles-mêmes, elles doivent être intégrées à une argumentation répondant au sujet. La démarche est donc la suivante :

- *dégager une problématique*, c'est-à-dire la question centrale posée par le sujet, qui constituera le fil directeur de la dissertation,
- *construire un plan* : classer les connaissances mobilisées en 2, 3 ou 4 grandes parties, chacune traitant d'une idée essentielle et comprenant arguments et exemples.

► La rédaction

a) L'introduction :

- amener le sujet, le replacer dans son contexte, justifier éventuellement ses limites chronologiques,
- définir le sujet et énoncer la problématique,
- annoncer le plan du devoir.

b) Le développement :

- présenter l'idée-clé de chaque partie dès la première phrase ; faire de même pour chaque paragraphe,
- aller à la ligne pour chaque paragraphe,
- séparer matériellement les parties du devoir en sautant 2 ou 3 lignes.

c) La conclusion :

- faire un bilan de l'analyse apportant une réponse à la problématique formulée en introduction,
- élargir le sujet en ouvrant de nouvelles perspectives de réflexion.

✱ La dissertation en géographie

► Conseils généraux

Ce sont globalement les mêmes que pour la dissertation en histoire.

Remarques supplémentaires :

a) Des **mots-clés** spécifiquement géographiques, figurant dans le libellé du sujet, doivent être définis clairement, par exemple, « espace », « territoire », « mise en valeur », « maîtrise de l'espace », « Nord », « Sud »...

b) **Délimiter le sujet dans l'espace** : quel espace géographique avec quelles limites, quelle région, quel groupe de pays...

Délimiter le sujet dans le temps : si, en géographie, le sujet s'inscrit toujours dans le temps : les facteurs d'explication demandent à remonter dans le temps (jusqu'où ?).

c) **L'espace** est toujours au cœur de la démarche géographique. Celle-ci se traduit souvent par un **plan** construit de la façon suivante : description, explication, typologie ou limites du phénomène étudié. La spatialisation du phénomène se traduit aussi par l'élaboration d'une carte.

► La carte

Certains sujets sont assortis d'un fond de carte à compléter. La carte demandée est partie intégrante de la dissertation qu'elle éclaire en précisant sa dimension spatiale (elle compte pour un quart de la note).

a) C'est un **croquis de synthèse** répondant au sujet donné, et souvent plus précisément aux indications fournies dans le libellé. Il doit s'intégrer au devoir : dans le développement de celui-ci, des énumérations, des détails de localisation peuvent être évités en renvoyant à la carte.

b) Pour réussir la carte demandée :

- ne pas oublier le titre, l'orientation, l'échelle,
- ordonner la légende. Pour cela, classer les données retenues en quelques grands thèmes en fonction du plan du devoir,
- choisir les symboles, figurés appropriés selon les règles élémentaires du langage cartographique,
- réaliser la carte avec soin. Une carte de qualité est claire, lisible, agréable à regarder... et répond au sujet posé.

LE COMMENTAIRE DE DOCUMENTS

EN HISTOIRE ET EN GÉOGRAPHIE

► En quoi consiste ce type de sujet ?

– En **histoire**, le document proposé est généralement un texte, mais les documents peuvent être multiples et de nature différente : textes, statistiques, affiches, caricatures... En **géographie**, une carte au moins fait partie des documents (carte thématique).

– Les documents sont regroupés sous un titre qui donne le thème du sujet. Ils sont assortis de questions qui vous guident dans la réflexion et donnent des pistes à suivre pour éclairer les documents.

– Le commentaire de documents consiste à dégager les informations contenues dans les documents, à utiliser les connaissances pour les expliciter et répondre aux questions posées. Il ne s'agit pas de répondre aux questions sans se soucier du ou des documents – ce type de sujet n'est pas une dissertation – mais d'expliquer ces documents en s'appuyant sur des faits précis.

► Les étapes du travail

a) Après avoir lu le **titre** qui est le thème fédérateur des documents, prendre le temps de **lire** attentivement **l'ensemble des documents**.

Décoder les documents :

– en géographie, quelle est la nature des documents, quel est le principe de construction de la carte et de sa légende, d'un graphique, quelles sont les unités utilisées...

– en histoire, outre la nature des documents, quelle est la date, la source, l'auteur du ou des documents ? leur contexte historique ?

b) **Analyser** les documents en fonction des questions posées pour en dégager les principales informations. Utiliser correctement les questions posées : c'est en **partant du document** qu'il faut y répondre ; il s'agit de mettre en relation les informations fournies par le document et vos connaissances. Il faut faire systématiquement **appel à vos connaissances** pour :

– retrouver les idées essentielles mises en évidence par les documents ;

– expliquer ce que vous observez, dégager ;

– fournir des exemples complémentaires ou faire un commentaire.

Vous devez confronter en permanence les documents et vos connaissances.

► La rédaction du commentaire de documents

– Il s'agit de répondre successivement aux questions posées (sans recopier celles-ci).

– Dans la plupart des cas, la **première question** invite à réaliser une **introduction** présentant le ou les documents, les situant dans leur contexte (histoire), montrant leur centre d'intérêt. Les thèmes principaux abordés par les documents sont mis en évidence ; ce sont eux qui sont à la base des questions posées.

– Les **questions suivantes** portent sur les différents thèmes. Pour chaque réponse, ne pas oublier la ou les références aux documents (citations, chiffres...), leur explication (ce que dit le document, ce que veut dire l'auteur) et votre commentaire en fonction de la question posée (le commentaire n'est en aucun cas un jugement personnel).

– La **dernière question** permet souvent de **conclure** sur l'intérêt, la portée du ou des documents, elle envisage un élargissement des thèmes abordés tout au long de l'étude.

Histoire

1 Le monde en 1945

1

SPORTIFS DE HAUT NIVEAU

□

OCTOBRE 1996

DISSERTATION

L'Europe à l'issue de la Seconde Guerre mondiale (1945).

Vous dresserez le bilan humain et matériel de la guerre ; puis vous présenterez les transformations territoriales qui ont suivi la fin du conflit ; vous analyserez enfin la place que l'Europe occupe dans la géopolitique de l'immédiat après-guerre.

Sur le fond de carte, vous mettrez en évidence les changements territoriaux, la ligne Oder-Neisse, les noms des États et des capitales. (3 points)



2 La reconstruction de l'Europe de l'Ouest

2

ÉTRANGER, GROUPE I

JUIN 1994

DISSERTATION

**Les grandes étapes de la construction
européenne depuis 1945.**

Indications chronologiques

- | | |
|------|---|
| 1948 | Création de l'OECE |
| 1949 | Création du Conseil de l'Europe |
| 1951 | Naissance de la CECA |
| 1954 | Échec de la CED |
| 1957 | Traité de Rome |
| 1959 | Création de l'AELE |
| 1963 | Veto du général de Gaulle opposé à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE |
| 1973 | Premier élargissement de la CEE |
| 1979 | Mise en place du SME. Première élection du Parlement européen au suffrage universel |
| 1986 | Ratification de l'Acte unique européen |
| 1992 | Signature à Maastricht du traité d'Union européenne |

3 La formation du monde socialiste

3

PARIS ET ACADEMIES RATTACHÉES

JUIN 1997 • DISSERTATION

► SUJETS 20, 38

**Le monde communiste européen (URSS
et démocraties populaires) des lendemains
de la Seconde Guerre mondiale à 1991.**

Chronologie indicative

- 1945 Conférences de Yalta et de Potsdam
- 1947 Création du Kominform
- 1948 Coup de Prague
 Rupture avec la Yougoslavie
- 1949 Naissance du CAEM et de la RDA
- 1953 Mort de Staline
- 1955 Pacte de Varsovie
- 1956 XX^e Congrès du PCUS
 Insurrection à Budapest
- 1961 Mur de Berlin
- 1968 Printemps de Prague
- 1975 Accords d'Helsinki
- 1981 Grèves en Pologne
 Le général Jaruzelski décrète l'état d'urgence
- 1985 Gorbatchev au pouvoir
- 1989 Chute du mur de Berlin
- 1991 Dissolution du CAEM et fin du pacte de Varsovie
 Dislocation de l'URSS



Les relations entre l'URSS et les États du monde communiste de 1945 à 1991.

Vous présenterez l'extension et l'organisation du monde communiste, les tensions internes et l'évolution récente.

Chronologie indicative

(En aucun cas le devoir ne doit consister à commenter la chronologie, qui est seulement destinée à aider le candidat.)

- 1947 L'URSS impose aux pays de l'Europe de l'Est le refus du plan Marshall
- 1948 Coup de Prague
La Yougoslavie est exclue du Kominform
- 1949 Création du CAEM (COMECON)
Création de la RDA
Création de la République populaire de Chine
- 1954 Accords de Genève sur l'Indochine
- 1956 XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique
Insurrection hongroise
- 1960 Retrait des experts soviétiques de Chine populaire
- 1961 Édification du Mur de Berlin
- 1968 Printemps de Prague
- 1980 En Pologne, légalisation du syndicat « Solidarité »
- 1985 Arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir en URSS
- 1989 Disparition du Mur de Berlin
- 1991 Dissolution du CAEM et du Pacte de Varsovie
Dislocation de l'URSS

Les relations des démocraties populaires d'Europe de l'Est avec l'Union soviétique de 1945 à 1991 :

Mise en place, organisation et contestation.

Carte obligatoire (3 points) : le candidat indiquera les noms de l'URSS et des démocraties populaires.

Chronologie indicative

- 1945 Conférence de Yalta : « Déclaration sur l'Europe libérée »
- 1947 Plan Marshall
Création du Kominform
- 1948 « Coup de Prague »
Exclusion de la Yougoslavie du Kominform
- 1949 Formation du CAEM (ou COMECON)
Création de la RDA
- 1953 Mort de Staline
- 1955 Pacte de Varsovie
- 1956 XX^e Congrès du Parti communiste de l'URSS
- 1961 Construction du mur de Berlin
- 1968 « Printemps de Prague »
- 1972 Traité fondamental RFA - RDA
- 1980 Création du syndicat « Solidarité » en Pologne
- 1989 Chute du mur de Berlin



Les relations entre l'URSS et les démocraties populaires d'Europe de l'Est de 1945 à 1991.

Chronologie indicative

1947 septembre	Doctrines Jdanov
1948 février	Coup de Prague
juin	La Ligue des communistes yougoslaves est exclue du Kominform
1949 janvier	Naissance du CAEM
octobre	Naissance de la RDA
1955 mai	Signature du pacte de Varsovie
1956	XX ^e Congrès du PCUS
	Intervention de l'armée soviétique en Hongrie
1968	Intervention en Tchécoslovaquie des forces du pacte de Varsovie
	Doctrines de la « souveraineté limitée » de Brejnev
1975	Accords d'Helsinki
1981	Grèves en Pologne ; légalisation de « Solidarité »
1985	Arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev
1989 novembre	Chute du mur de Berlin
1991 février	Démantèlement du pacte de Varsovie
juin	Dissolution du CAEM
décembre	Dissolution de l'URSS

Les relations entre l'URSS et les démocraties populaires d'Europe de l'Est de 1945 à 1991.

Vous présenterez la naissance et l'organisation du bloc soviétique en Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, puis vous décrierez son évolution, et son effondrement.

Chronologie indicative

(En aucun cas le devoir ne doit consister à commenter la chronologie, qui est seulement destinée à aider le candidat.)

1945	Capitulation allemande
1945-1947	Mise en place de la plupart des « démocraties populaires »
1947	Doctrines Jdanov
1948	« Coup de Prague » La Yougoslavie est exclue du Kominform
1949	Création du CAEM (COMECON) Création de la RDA
1953	Mort de Staline
1955	Signature du Pacte de Varsovie Visite de Khrouchtchev à Belgrade
1956	XX ^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique Insurrection de Budapest
1961	Édification du mur de Berlin
1968	« Printemps de Prague »
1974	Soljenytsine expulsé d'URSS
1980	En Pologne légalisation de « Solidarité »
1981	Le général Jaruzelski proclame l'état de guerre en Pologne
1985	Mikhaïl Gorbatchev devient Secrétaire général du PCUS
1989	« Chute » du mur de Berlin Les communistes perdent le pouvoir en Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie
1991	Disparition du CAEM et du Pacte de Varsovie Dissolution de l'URSS

4 Les relations internationales

8

NANTES ET ACADEMIES RATTACHEES

JUIN 1997 • DISSERTATION

► SUJETS 19, 44

Naissance et mise en place des deux « blocs » (1945-1955).

Chronologie indicative

1945	Conférence de Potsdam
1947	Doctrines Truman Doctrines Jdanov Plan Marshall
1948	« Coup de Prague » Blocus de Berlin
1949	Traité de l'Atlantique Nord
1950-1953	Guerre de Corée
1951	Création de la CECA
1953	Mort de Staline
1954	Création de l'OTAN
1955	Pacte de Varsovie

9

AMÉRIQUE DU SUD

NOVEMBRE 1996

DISSERTATION

Les États-Unis d'Amérique et le « monde libre » de 1945 à 1975 :

mise en place des fondements du « monde libre », formation du
« bloc de l'Ouest », premières fissures.

Chronologie indicative

- 1944 Conférence de Bretton Woods
- 1947 Doctrine Truman – Plan Marshall
- 1948 Entrée en vigueur du GATT
Première crise de Berlin
- 1949 Signature du Pacte de l'Atlantique Nord
- 1951 Pacte de l'ANZUS, traité avec le Japon
- 1954 Création de l'OTASE
- 1955 Signature du Pacte de Bagdad
- 1956 Crise de Suez
- 1957 Traité de Rome
- 1961 Deuxième crise de Berlin
- 1962 Crise des fusées de Cuba
- 1966 Discours de Charles de Gaulle à Phnom Penh
La France quitte l'OTAN
- 1971 Dévaluation du dollar qui perd sa convertibilité
- 1973 Accords de Paris sur le Vietnam
- 1975 Accords d'Helsinki

10

CENTRES ÉTRANGERS, GROUPE I

JUIN 1997 • DISSERTATION

► SUJETS 18, 29

L'Asie méridionale et orientale de 1945 au début des années 1960.

Après avoir présenté un tableau de l'Asie à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, vous montrerez l'importance de cette partie du monde dans les grands événements mondiaux : décolonisation et guerre froide.

Chronologie indicative

- 1945 Capitulation du Japon
- 1946 Indépendance des Philippines
Début de la guerre d'Indochine
- 1947 Indépendance de l'Inde, du Pakistan, de Ceylan
et de la Birmanie
- 1949 Indépendance de l'Indonésie
Proclamation de la République Populaire de Chine

1950	Début de la guerre de Corée
1951	Traité de San Francisco entre les États-Unis et le Japon
1953	Armistice de Pan Mun Jom
1954	Accords de Genève Création de l'OTASE
1955	Conférence de Bandoeng
1957	Indépendance de la Malaisie
1960	Rupture sino-soviétique

Les tensions dans le monde au début des années 60.

Document

« On s'accordera à reconnaître que ces dernières années la principale source de conflits est d'ordre idéologique. Dans le domaine économique, on peut dire que c'est l'opposition entre le capitalisme et le communisme ; on a dit aussi – ce qui d'ailleurs prête à discussion – que c'était l'opposition entre la démocratie et le totalitarisme. C'est ce conflit idéologique, que l'on a appelé la guerre froide, qui a empoisonné les relations internationales dans l'après-guerre...

« Maintenant, nous devons nous occuper d'une autre source de conflit qui découle elle aussi directement de la Deuxième Guerre mondiale. L'un des buts essentiels de la Charte était de favoriser le développement des territoires non autonomes et leur accession au statut de nations. Les dix premières années de l'après-guerre ont vu la plupart des pays d'Asie, libérés de la domination coloniale, acquérir leur indépendance, de sorte qu'aujourd'hui il ne reste plus dans cette partie du monde que quelques rares vestiges du colonialisme. En Afrique, c'est seulement au cours des cinq dernières années que des progrès remarquables ont été faits dans le même sens. Actuellement, les points de tension sur le continent africain sont principalement localisés dans les territoires coloniaux qui progressent trop lentement vers l'autonomie. Combien de temps faudra-t-il pour achever le processus de décolonisation en

Afrique ? À chacun d'essayer de le deviner. J'espère que, dans l'intérêt du monde entier, il ne sera pas trop retardé. [...]

« Il y a encore une autre source de conflit que je dois maintenant évoquer. Au XIX^e siècle, des millions d'êtres humains qui n'avaient pas la peau blanche ont accepté, assez philosophiquement, le "fardeau du Blanc". Aujourd'hui, on n'accepte plus cette doctrine périmée. [...]

« Il est un pays cependant, un seul, qui continue officiellement de faire une différence entre les hommes selon la couleur de leur peau et leur origine ethnique et qui a fait de cette discrimination un principe fondamental de la politique de l'État. Les perspectives sont loin d'être réjouissantes et je ne puis considérer l'avenir de cette partie du globe avec sérénité.

« Le monde d'après-guerre a vu une autre révolte encore, celle des pays qui ne sont pas nantis [...]. L'écart entre les pays riches et les pays pauvres a creusé une sorte de fossé entre le Nord et le Sud. L'accroissement rapide de la population et l'absence du progrès économique et technique dans les pays en voie de développement ont provoqué une situation telle que cet écart inévitable entre pays riches et pays pauvres n'a cessé de s'élargir et c'est là, à mon avis, une situation pleine de périls. »

Extraits d'un discours prononcé par U'Thant, secrétaire général de l'ONU, au dîner de l'association américaine pour les Nations unies, le 11 novembre 1963.

Questions

- 1. Après avoir rappelé qui est l'auteur et sa fonction, vous indiquerez quelles sont, selon lui, les sources possibles de conflit dans le monde.
- 2. Quelles sont les causes de la guerre froide selon U'Thant ? En expliquant les termes soulignés (lignes 3 à 6), vous donnerez quelques exemples de ce qui a « empoisonné les relations internationales dans l'après-guerre ».
- 3. Quel bilan U'Thant fait-il de la décolonisation ? Éclairez la phrase soulignée (lignes 19-21).
- 4. À quelle situation fait-il allusion aux lignes 27-32 ? Depuis 1963, comment le problème a-t-il évolué ?
- 5. Quelle opposition U'Thant établit-il entre « Nord » et « Sud » ? En quoi est-elle « pleine de périls » ?
- 6. En conclusion, l'analyse que fait U'Thant des sources possibles de conflit dans le monde s'est-elle vérifiée dans les décennies suivantes ?

La situation mondiale vue par Khrouchtchev.

Document

« La Patrie soviétique est entrée dans la période de la construction en grand du communisme sur tout le vaste front des travaux gigantesques. [...] Chacun voit que les pays du socialisme sont en mesure de développer des forces productives formidables et de créer sur terre une véritable abondance de valeurs matérielles et spirituelles. [...] Les peuples d'Asie et d'Afrique, qui se sont libérés du joug colonial étranger, tournent de plus en plus souvent leurs regards vers les pays socialistes auxquels ils empruntent l'expérience d'organisation des différentes branches de la vie économique et sociale. [...]

« Notre peuple accueille avec une sympathie profonde les progrès de la construction socialiste du grand peuple chinois, des autres peuples frères. L'émeute contre-révolutionnaire, organisée en Hongrie par la réaction intérieure avec l'appui des forces impérialistes, les menées des ennemis en Pologne, en République démocratique allemande, ont montré qu'en période de construction du socialisme la lutte des classes peut s'aggraver parfois. [...] Au fur et à mesure [...] les impérialistes voient s'évanouir leurs espoirs de restauration des régimes capitalistes. [...] Aussi la réaction mondiale est-elle de plus en plus disposée à porter du dehors un coup aux États socialistes, à reconquérir par la guerre la domination du capitalisme dans le monde entier. [...]

« À l'heure terrible où les impérialistes américains organisèrent l'invasion de Cuba, le peuple tout entier s'est dressé pour défendre les conquêtes de sa Révolution. [...] Le système socialiste mondial est devenu un bouclier sûr, protégeant contre les aventures guerrières de l'impérialisme, non seulement les peuples des pays qui sont nos amis, mais aussi toute l'humanité. [...]

« Camarades, la situation réclame de régler sans retard les plus grands problèmes internationaux sur la base des principes de la coexistence pacifique. [...] Ce programme consiste à affranchir l'humanité de la dangereuse et onéreuse course aux armements, à en finir avec les séquelles de la Deuxième Guerre mondiale. [...] Permettez-moi d'annoncer au Congrès que le rééquipement de l'Armée soviétique en fusées et en armements nucléaires est complètement achevé. [...] Le XXII^e

Congrès du PCUS examinera et approuvera le programme d'édification de la société communiste. [...]

Sous la bannière victorieuse du marxisme-léninisme, sous la direction du Parti communiste, en avant pour le triomphe du communisme ! » (Vifs applaudissements prolongés qui tournent en ovation. L'assistance se lève.)

N. Khrouchtchev, *Rapport au Parti et au peuple*,
Rapport d'activité du Comité Central du PCUS
au XXII^e Congrès du Parti, 17 octobre 1961.

Questions

- 1. Situer le document, son auteur, les circonstances dans lesquelles ce rapport est présenté.
- 2. Quelle vision des relations internationales N. Khrouchtchev développe-t-il dans ce texte ? Rapprochez-la de celle qu'exprimait en 1947 le rapport Jdanov.
- 3. Dans la phrase soulignée, à quels événements N. Khrouchtchev fait-il allusion ? Quelle analyse en fait-il ?
- 4. Expliquer et commenter les allusions à la Chine et à Cuba.
- 5. En quoi consiste la coexistence pacifique (terme souligné au paragraphe 4) ? Quel rapport établissez-vous entre son principe et l'objectif assigné par N. Khrouchtchev au XXII^e Congrès ? Vous apprécierez à cette lumière le slogan final du texte.

13

POLYNÉSIE FRANÇAISE

SESSION 1996

COMMENTAIRE DE DOCUMENTS

Le Pacte atlantique et l'OTAN au milieu des années soixante.

Document 1

Extraits de la lettre adressée par le Président de Gaulle
au Président Johnson, le 7 mars 1966

Notre alliance atlantique achèvera dans trois ans son premier terme. Je tiens à vous dire que la France mesure à quel point la solidarité

de défense ainsi établie entre quinze pays libres de l'Occident contribue à assurer leur sécurité et notamment quel rôle essentiel jouent, à cet égard, les États-Unis d'Amérique. Aussi, la France envisage-t-elle dès à présent de rester, le moment venu, partie du traité signé à Washington le 4 avril 1949. [...] Cependant, la France considère que les changements accomplis ou en voie d'être accomplis depuis 1949 en Europe, en Asie et ailleurs, ainsi que l'évolution de sa situation et de ses forces, ne justifient pas pour ce qui la concerne des dispositions d'ordre militaire prises après la conclusion de l'Alliance soit en commun, soit par des accords particuliers avec le gouvernement américain.

Lettres, notes et carnets, tome 5, Plon.

(Cité par A. Grosser dans *Les Occidentaux*).

Document 2

Extraits de la déclaration prononcée par le Président Johnson le 4 avril 1966, pour le 17^e anniversaire de l'OTAN.

En signant, voici dix-sept ans, le traité de l'Atlantique nord [...] les États-Unis franchissaient ainsi la dernière étape de la longue route qui les avait conduits d'un isolationnisme délibéré à l'acceptation totale des responsabilités mondiales qui leur sont maintenant dévolues. Par le traité de l'Atlantique nord, nos alliés prenaient une décision non moins historique : ils renonçaient à la notion traditionnelle d'intérêt national, au sens étroit du terme. En signant ce traité, nous avons tous reconnu la communauté de notre destin, et le devoir de le forger ensemble.

Nous avons décidé de faire face ensemble pour ne pas être défait séparément. Près de vingt années ont prouvé la sagesse de ceux qui ont tiré pour l'avenir la leçon des deux catastrophes mondiales du passé.

L'Alliance atlantique a découragé les menaces d'agression qui l'avaient fait naître.

À l'abri du rempart qu'elle a édifié de la mer Noire au cap Nord, une ère de développement et de bien-être sans précédent a commencé.

Dans le climat de sécurité qu'elle a créé, l'unification de l'Europe est passée du domaine du rêve à celui des réalisations et se trouve maintenant en bonne voie. [...]

Avec les treize autres nations alliées, nous avons affirmé notre détermination de poursuivre l'œuvre entreprise, de renforcer et de perfectionner notre système de l'OTAN dans cet esprit constructeur.

Nous ne renoncerons pas à une institution dont l'utilité s'est manifestée à l'heure du péril.

Chronique étrangère : États-Unis, n° 5, mai 1966,
Documentation française.

Questions

- **1.** Présentez brièvement les documents et leurs auteurs.
- **2.** Analysez la position et la décision du Président de Gaulle vis-à-vis de l'Alliance atlantique et de l'OTAN en 1966. En quoi est-elle révélatrice d'une inflexion dans la politique étrangère de la France ? (Doc. 1)
- **3.** Quelles sont, selon le Président Johnson, les raisons de la création, puis du maintien du traité de l'Atlantique nord et de l'OTAN ? Comparez les arguments, sur cette question, du Président de Gaulle (doc. 1) et ceux du Président Johnson (doc. 2).
- **4.** Quelles furent les conséquences de ces deux déclarations sur les relations franco-américaines ?

14

MAROC, OIB • JUIN 1997

COMMENTAIRE DE DOCUMENTS

► SUJET 31

Document

1966 : Conférence de presse du général de Gaulle
sur les relations entre la France et l'OTAN

« Eh bien ! Si la France considère qu'encore aujourd'hui il est utile à sa sécurité et à celle de l'Occident qu'elle soit alliée à un certain nombre d'États, notamment à l'Amérique, pour leur défense et pour la sienne dans le cas d'une agression commise contre l'un d'eux, si la déclaration faite en commun, à ce sujet, sous forme du traité de l'alliance Atlantique signé à Washington le 4 avril 1949, reste à ses yeux toujours valable, elle reconnaît, en même temps que les mesures d'application qui ont été prises par la suite ne répondent plus à ce qu'elle juge satisfaisant, pour ce qui la concerne, dans les conditions nouvelles.

« Je dis : les conditions nouvelles. Il est bien clair, en effet, qu'en raison de l'évolution intérieure et extérieure des pays de l'Est le monde occidental n'est plus aujourd'hui menacé comme il l'était à l'époque où

le protectorat américain fut organisé en Europe sous le couvert de l'OTAN¹. Mais en même temps que s'estompaient les alarmes, se réduisait la garantie de sécurité, autant vaut dire absolue, que donnaient à l'ancien Continent la possession par la seule Amérique de l'armement atomique et la certitude qu'elle l'emploierait sans restriction dans le cas d'une agression. Car, la Russie soviétique s'est, depuis lors, dotée d'une puissance nucléaire capable de frapper directement les États-Unis, ce qui a rendu, pour le moins, indéterminées les décisions des Américains quant à l'emploi éventuel de leurs bombes et a, du coup, privé de justification – je parle pour la France – non certes l'alliance, mais bien l'intégration.

« D'autre part, tandis que se dissipent les perspectives d'une guerre mondiale éclatant à cause de l'Europe, voici que des conflits où l'Amérique s'engage dans d'autres parties du monde, comme avant-hier en Corée, hier à Cuba, aujourd'hui au Vietnam risquent de prendre, en vertu de la fameuse escalade, une extension telle qu'il pourrait en sortir une conflagration générale. Dans ce cas, l'Europe, dont la stratégie est, dans l'OTAN, celle de l'Amérique, serait automatiquement impliquée dans la lutte lors même qu'elle ne l'aurait pas voulu.

« Au surplus, notre pays, devenant de son côté et par ses propres moyens une puissance atomique, est amené à assumer lui-même les responsabilités politiques et stratégiques très étendues que comporte cette capacité et que leur nature et leurs dimensions rendent évidemment inaliénables. »

Charles de Gaulle, conférence de presse, 21 février 1966.

1. OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

Questions

- ▶ 1. Présentez ce document et son auteur.
- ▶ 2. Dégagez les deux idées fondamentales exprimées par le général de Gaulle dans le premier paragraphe.
- ▶ 3. Comment le général de Gaulle justifie-t-il l'attitude nouvelle de la France à l'égard de l'OTAN ?
- ▶ 4. En quoi cette déclaration a-t-elle été considérée comme une attitude de défiance à l'égard des États-Unis d'Amérique ?
- ▶ 5. Montrez en quoi cette conférence par son style et son contenu, est représentative de la personnalité du général de Gaulle et de sa politique extérieure.

Document**Discours prononcé par le général de Gaulle au stade de Phnom Penh, à l'occasion d'un voyage officiel au Cambodge le 1^{er} septembre 1966**

... Au lendemain des accords de Genève de 1954, le Cambodge choisissait avec courage et lucidité la politique de neutralité qui découlait de ces accords et qui [...] aurait seule pu épargner à l'Indochine de devenir un terrain d'affrontement pour les dominations et idéologies rivales [...]. C'est pourquoi, tandis que Votre pays parvenait à sauvegarder son corps et son âme parce qu'il restait maître chez lui, on vit l'autorité politique et militaire des États-Unis s'installer à son tour au Vietnam du Sud et, du même coup, la guerre s'y ranimer sous la forme d'une résistance nationale. Après quoi, des illusions relatives à l'emploi de la force conduisirent au renforcement continu du Corps expéditionnaire et à une escalade de plus en plus étendue en Asie, de plus en plus proche de la Chine, de plus en plus provocante à l'égard de l'Union soviétique, de plus en plus réprouvée par nombre de peuples d'Europe, d'Afrique, d'Amérique latine et, en fin de compte, de plus en plus menaçante pour la paix du monde.

[...]

Oui, la position de la France est prise. Elle l'est par la condamnation qu'elle porte sur les actuels événements. Elle l'est par sa résolution de n'être pas, où que ce soit et quoi qu'il arrive, automatiquement impliquée dans l'extension éventuelle du drame et de garder en tout cas les mains libres. Elle l'est, enfin, par l'exemple qu'elle-même a donné naguère en Afrique du Nord, en mettant délibérément un terme à des combats stériles sur un terrain que, pourtant, ses forces dominaient sans conteste, qu'elle administrait directement depuis cent trente-deux ans et où étaient installés plus d'un million de ses enfants. Mais comme ces combats n'engageaient ni son honneur ni son indépendance, et qu'ils ne pouvaient aboutir à rien qu'à des pertes, des haines, des destructions sans cesse accrues, elle a voulu en sortir sans qu'aient, de ce fait, souffert son prestige, sa puissance et sa prospérité.

Eh bien ! la France considère que les combats qui ravagent l'Indochine n'apportent, par eux-mêmes et eux non plus, aucune issue.

[...]

... Au degré de puissance, de richesse, de rayonnement auquel les États-Unis sont actuellement parvenus, le fait de renoncer, à leur

tour, à une expédition lointaine, dès lors qu'elle apparaît sans bénéfice et sans justification, et de lui présenter un arrangement international organisant la paix et le développement d'une importante région du monde n'aura rien, en définitive, qui puisse blesser leur fierté, contrarier leur idéal et nuire à leurs intérêts...

Charles de Gaulle, « Discours et Messages »,
Vers le terme (janvier 1966 - avril 1969), Éditions Plon, 1970.

Questions

- **1.** Présentez le texte et la situation dans laquelle se trouve l'Indochine au moment où le général de Gaulle prononce ce discours.
- **2.** Quelles sont, selon le général de Gaulle, les causes de la guerre du Vietnam ?
- **3.** Présentez « la position de la France » sur le conflit et commentez les arguments avancés par le général de Gaulle.
- **4.** Commentez le conseil que donne le général de Gaulle à la fin du texte : « ... Au degré de puissance... » Quels objectifs poursuit-il ?

16

ANTILLES-GUYANE

SEPTEMBRE 1996

DISSERTATION

Les années 70 dans le monde.

Vous analyserez l'évolution des relations internationales en fonction de la situation économique mondiale.

Chronologie indicative

- | | |
|------|---|
| 1970 | Traité germano-soviétique reconnaissant l'inviolabilité des frontières |
| 1971 | Nixon suspend la convertibilité du dollar
Entrée de la Chine populaire à l'ONU |
| 1972 | Accords SALT 1 (Strategic Arms Limitation Talk) |
| 1973 | Ouverture de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe |

	Conférence des non-alignés à Alger
	Premier choc pétrolier
1975	Le Vietnam du Nord envahit le Vietnam du Sud
1978	Accords de Camp David
1979	Révolution islamique en Iran
	Intervention de l'Armée Rouge en Afghanistan
1980	Reagan élu Président des États-Unis

17

TUNISIE, OIB

JUIN 1997 • DISSERTATION

► SUJET 32

**En quoi l'année 1973 marque-t-elle
un tournant dans l'histoire de la construction
du monde contemporain ?**

Chronologie indicative

1 ^{er} janvier	Élargissement de la CEE
27 janvier	Accords de Paris sur le Vietnam
février	Nouvelle dévaluation du dollar
juillet	Début de la Conférence d'Helsinki
	La Présidence Nixon est impliquée dans l'affaire du Watergate
été	Publication de <i>L'Archipel du Goulag</i>
septembre	Chili, coup d'État de Pinochet
	RFA et RDA à l'ONU
octobre/novembre	Guerre du Kippour
octobre et décembre	l'OPEP augmente le prix du brut

Les États-Unis et les relations internationales vus par Nixon.

Document

Extrait de l'allocution télévisée du Président Nixon
(8 août 1974)

« Dans toutes les décisions que j'ai prises dans ma vie publique, j'ai toujours essayé de faire ce qui était le mieux pour le pays. À travers la longue et difficile période du Watergate, j'ai estimé qu'il était de mon devoir de persévérer, de faire tous les efforts possibles pour mener à terme le mandat pour lequel vous m'avez élu.

« Dans les derniers jours pourtant, il m'a paru évident que je n'avais plus de soutien politique assez fort au Congrès pour justifier la poursuite de cet effort [...].

« Donc, je démissionnerai de la présidence demain à midi. Le vice-président Ford prêtera le serment de président à la même heure dans ce bureau.

« Je quitterai ce bureau avec regret de ne pas terminer mon mandat, mais avec gratitude pour le privilège d'avoir servi en tant que votre président au cours des cinq dernières années et demie.

« Ces années ont été une importante période de l'histoire de notre pays et du monde.

« Nous avons mis fin à la guerre la plus longue qu'ait connue l'Amérique. Mais l'œuvre qui consiste à assurer une paix durable dans le monde est encore bien plus grande, et plus difficile à réussir. Nous devons mettre sur pied une structure de paix afin que les peuples de tous les pays disent de cette génération d'Américains – notre génération – qu'elle a prévenu de futures guerres.

« Nous avons rouvert les portes qui, pendant un quart de siècle, ont séparé les États-Unis et la République populaire de Chine. Nous devons maintenant agir pour que le quart de la population mondiale qui vit en République populaire de Chine soit et reste non notre ennemi, mais notre ami. [...]

« Ensemble, avec l'Union soviétique, nous avons fait des percées décisives qui ont entamé le processus de la limitation des armes nucléaires. Mais nous devons fixer comme but non une simple limitation, mais une réduction et finalement la destruction de ces armes terribles de façon qu'elles ne puissent pas détruire la civilisation, et que

la menace de la guerre nucléaire ne soit plus suspendue au-dessus du monde et des peuples.

« Nous avons engagé de nouvelles relations avec l'Union soviétique. Nous devons continuer à développer et à élargir ces nouvelles relations pour que les deux nations les plus fortes du monde vivent en coopération plutôt qu'en confrontation.

« Je vous promets, ce soir, qu'aussi longtemps qu'il y aura un souffle de vie dans mon corps, je continuerai à œuvrer pour les grandes causes auxquelles je me suis consacré au cours de mes années de mandats de représentant, de sénateur, de vice-président et de président. [...] »

M. Agostino, S. Guillaume, J. Cl. Drouin, J. Herpin,
Textes d'histoire contemporaine, vol. 2, Le XX^e siècle, coll. « Images »,
Presses Universitaires de Bordeaux, 1993, p. 117-118.

Questions

- 1. Présentez le document et son auteur.
- 2. À partir du texte, évoquez le fonctionnement du pouvoir exécutif aux États-Unis. Quelle est la nature de la crise qui secoue alors la présidence ?
- 3. Expliquez : « Nous avons mis fin à la guerre la plus longue qu'ait connue l'Amérique. »
- 4. Présentez d'après le document l'évolution des relations entre les États-Unis et l'URSS d'une part, les États-Unis et la Chine d'autre part.
- 5. Les relations Est-Ouest ont-elles suivi la direction engagée par R. Nixon ?

19 NANTES ET ACADEMIES RATTACHEES □
JUN 1997 COMMENTAIRE DE DOCUMENTS

Document

Changements en Europe en 1989 :
le point de vue de François Mitterrand

Tout a commencé à Moscou. Une dictature ne survit pas au doute. Or la Perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev exprimait un doute fondamental sur le système soviétique. [...] Rien ne fut plus comme avant. La Perestroïka donna le signal de l'élan. Partie de Moscou, la nouvelle révolution, irrésistible cette fois, devait y revenir après un tour d'Europe des capitales communistes. [...]

Je ne pense pas que l'histoire moderne ait connu un événement aussi considérable et aussi surprenant par sa soudaineté que la chute de l'empire soviétique. Quarante-deux ans plus tôt, l'Allemagne nazie vaincue, Staline avait poussé les feux pour occuper, sous prétexte de les libérer, la plupart des pays d'Europe centrale et orientale. Oubliant sur l'heure l'engagement pris à Yalta devant ses partenaires anglo-saxons, il avait assuré son empire militaire et, à partir de là, imposé l'idéologie et le système économique par lesquels il entendait conduire ses armes à la conquête du monde. [...]

La double domination américaine et soviétique avait habitué les dirigeants occidentaux à se croire installés dans un temps immobile. Ils agissaient comme si les rapports de force sur notre continent étaient à jamais figés et attendaient des Allemands qu'ils se résignent à leur sort [...]

Sujet longtemps tabou, la réunification occupait l'actualité politique. [...] Le 27 juillet [1989], en accordant un entretien à cinq grands journaux européens, je répétais que l'unité ne pouvait se réaliser que « pacifiquement et démocratiquement ». D'une part, si la démarche vers l'unité était légitime, cela ne signifiait pas qu'elle pût aboutir n'importe comment. D'autre part, la sauvegarde de la paix commandait que fussent réglées, au préalable, au moins cinq difficultés majeures que j'énumère ici : la reconnaissance par l'Allemagne de la frontière Oder-Neisse, l'accord des quatre puissances tutélaires, la renonciation par l'Allemagne aux armes nucléaires, biologiques et chimiques, le maintien de son appartenance à l'Alliance atlantique, la confirmation de son engagement dans la Communauté européenne.

F. Mitterrand, *De l'Allemagne, de la France*, Éd. Odile Jacob, Paris, 1995.

Questions

- 1. Présentez l'auteur et le document.
- 2. Quel est l'événement « considérable » cité ici ? Quel en est le point de départ, selon l'auteur ; quelles en sont les étapes ?
- 3. Quel était l'ordre européen établi « quarante-deux ans plus tôt » ? Était-il, selon l'auteur, conforme aux accords de Yalta ? Quelle était la situation des Allemands depuis cette date ?
- 4. D'après le texte, quelle est la conséquence de l'affaiblissement de l'URSS ? Commentez les conditions préalables à l'accord de la France à la réunification allemande.
- 5. Comment l'auteur présente-t-il son rôle durant ces changements ? Quelle est la nouvelle situation de l'Allemagne en Europe ?

5 Croissance

et crise économiques

20

PARIS ET ACADÉMIES RATTACHÉES

□

JUIN 1997 • DISSERTATION

► SUJETS 3, 38

Aspects, facteurs et limites de la croissance économique des pays développés d'économie de marché, des années 1950 au début des années 1970.

21

GUADELOUPE-GUYANE-MARTINIQUE

JUIN 1997 • DISSERTATION

► SUJET 15

Les « Trente Glorieuses » : aspects, fondements, limites.

6 Décolonisation et affirmation du tiers monde

22

AMÉRIQUE DU SUD

NOVEMBRE 1996

DISSERTATION

Nationalismes et indépendances en Afrique (1945-1963).

Chronologie indicative

1945	Émeutes de Sétif (Algérie)
1947	Émeutes à Madagascar
1954-1962	Guerre d'Algérie
1955	Conférence de Bandoung
1956	Indépendance du Maroc et de la Tunisie
1956	Nationalisation du Canal de Suez
1957-1963	Indépendance de la plupart des colonies européennes d'Afrique noire
1960	Guerre civile dans l'ex-Congo Belge
1963	Création de l'OUA

L'accession à l'indépendance des pays de l'Empire français.

Après avoir présenté le contexte colonial français en 1945, vous étudierez les divers processus d'émancipation.

Chronologie indicative

1944	Conférence de Brazzaville
1945	Répression dans la région de Sétif (Algérie)
1946	Création de l'Union française Début de la guerre d'Indochine
1953	La France dépose le sultan du Maroc
1952-1954	Tunisie : H. Bourguiba est assigné à résidence
1954	Accords de Genève 1 ^{er} novembre : premiers attentats en Algérie
1955	Conférence de Bandoung
1956	Loi-cadre Defferre
1956	Indépendance du Maroc et de la Tunisie
1958	Fin de la IV ^e République Vote de la Constitution de la V ^e République créant la Communauté Franco-Africaine et Malgache Indépendance de la Guinée
1960	Les États d'Afrique noire et Madagascar quittent la Communauté
1962	Accords d'Évian

7 Le monde actuel

24

AMÉRIQUE DU NORD, LIBAN

JUIN 1996

DISSERTATION

Les principes et le fonctionnement de la démocratie libérale.

À l'aide d'exemples de votre choix, présentez les principes et étudiez le fonctionnement (institutions, vie politique) de la démocratie libérale.

25

ASIE • JUIN 1997

COMMENTAIRE DE DOCUMENTS

► SUJETS 23, 45

Document

La démocratie libérale selon Pierre Mendès France

Je n'ai jamais été partisan du gouvernement d'assemblée, c'est-à-dire d'un gouvernement exercé par cinq ou six cents personnes. L'exécutif, l'équipe qui agit, ne peut comporter qu'un nombre limité de personnes entre lesquelles règne une certaine homogénéité, une solidarité ; elles discutent entre elles mais elles doivent être assez proches les unes des autres pour pouvoir prendre des décisions rapidement et les respecter. C'est indispensable surtout dans un pays comme la France, où un gouvernement résulte forcément d'une coalition de volontés. C'est ainsi seulement qu'une équipe (c'est le vrai mot) chargée de la conduite quotidienne des affaires peut affirmer sa volonté, son autorité, disposer de la durée, de la stabilité. Ce qui manquait sous la III^e et plus encore sous la IV^e.

Mais, à côté de cela, il faut une instance, l'Assemblée, fidèlement représentative des tendances qui règnent dans le pays, qui les confronte publiquement et qui se prononce sur les options principales. L'exécution

reste le domaine du gouvernement et ce dernier agit au nom des forces politiques majoritaires dans l'Assemblée.

Ainsi donc, deux pouvoirs : l'exécutif (homogène) et le représentatif ou législatif (inévitavelmente composite), dont chacun a son indépendance et sa mission.

Sous la IV^e République, il n'y avait, en réalité, qu'un pouvoir : l'Assemblée ; le gouvernement n'existait plus, il était dominé, écrasé, phagocyté par le Parlement. Sous la V^e, il n'y a de nouveau qu'un pouvoir : l'exécutif, le gouvernement ou plutôt le président ; l'Assemblée ne joue aucun rôle, sinon de pure figuration. On est passé d'un extrême à l'autre.

Je ne pense pas qu'il soit sain et démocratique d'investir comme aujourd'hui, de moyens aussi larges et aussi incontrôlés un seul homme pour sept ans... [...]

Un homme, élu par trente millions d'électeurs est forcément très puissant : or, volontairement, on n'a prévu aucun contrepoids, aucun partage, aucune institution de contrôle. Aux États-Unis, dont je n'admire pas les institutions et les mœurs politiques, il y a tout de même les deux assemblées, avec leurs attributions extrêmement importantes et une indépendance totale. Il y a les droits réservés à chacun des États de l'Union... Le président sait que, s'il violait la Constitution, la moitié des États et des gouverneurs (élus au suffrage universel) seraient aussitôt contre lui. Il y a aussi la Cour Suprême, avec des prérogatives extrêmement puissantes : Roosevelt s'en est aperçu. En fait, depuis près de deux cents ans que les États-Unis ont adopté leur régime, on n'a jamais vu un président tricher avec la Constitution [...].

Pierre Mendès France, *Choisir*, Stock, 1974.

Questions

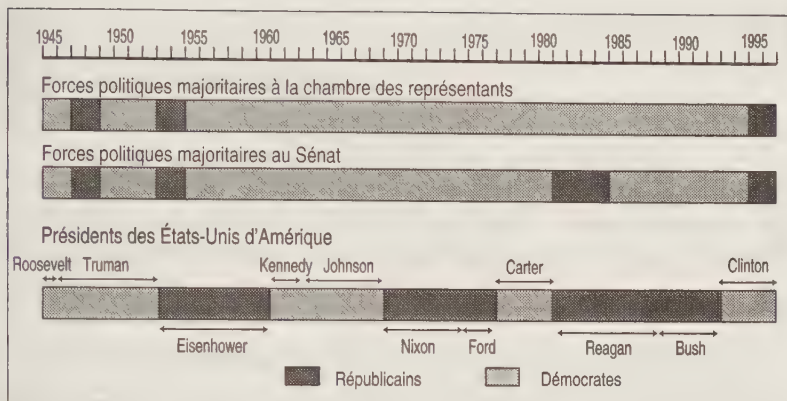
- 1. Présentez l'auteur du document et son rôle dans la vie politique française.
 - 2. Relevez et commentez les critiques faites au régime de la IV^e République.
 - 3. Relevez et commentez les critiques adressées aux institutions de la V^e République.
- La pratique de la vie politique française depuis 1958 vous paraît-elle justifier les appréciations de Pierre Mendès France ?
- 4. Pour Mendès France quel est l'intérêt majeur du système américain ? Quelles réserves formule-t-il à son égard ?
 - 5. À partir de l'analyse des institutions démocratiques évoquées dans le texte, quel régime aurait les préférences de Pierre Mendès France ?

La démocratie américaine : institutions, fonctionnement, problèmes.

En aucun cas, le devoir ne doit se limiter à commenter la chronologie. Elle est destinée à aider le candidat à trouver des exemples. Il n'est pas nécessaire que tous les faits mentionnés soient évoqués dans la dissertation.

Chronologie indicative

- 1947 Décret sur la vérification de la loyauté des fonctionnaires ; début de la « chasse aux sorcières »
- 1951 Un Président ne peut exercer plus de deux mandats (22^e amendement)
- 1954 La Cour Suprême déclare la ségrégation scolaire inconstitutionnelle
- 1963 Assassinat de J. F. Kennedy ; L. B. Johnson lui succède
- 1965 Loi sur les droits civiques des populations noires
- 1970 Intensification des bombardements sur le Cambodge et sur le Vietnam ordonnés par la Maison Blanche sans l'avis du Congrès
- 1971 Abaissement de la majorité électorale à 18 ans
- 1974 Suite aux révélations du Washington Post à propos du Watergate, R. Nixon démissionne alors qu'une procédure d'Impeachment allait être lancée. Vote d'une loi limitant le coût des campagnes électorales
- 1980 Le taux d'abstention aux élections présidentielles avoisine les 50 %
- 1983 Élection à Chicago d'un maire noir, Harold Washington
- 1986 Affaire de l'Iragate (ventes secrètes d'armes à l'Iran)
- 1987 Bicentenaire de la Constitution des États-Unis
- 1992 Violentes émeutes à Los Angeles



L'Organisation des Nations unies de 1945 à nos jours.

Après avoir présenté les origines et les structures de l'organisation, vous étudierez son rôle dans le maintien de la paix, sans négliger les évolutions récentes.

Chronologie indicative

- 1945 Conférence de San Francisco : 51 pays fondent l'ONU
- 1947 Adoption du plan de partage de la Palestine
- 1948 Déclaration universelle des droits de l'homme
- 1950 Début de la guerre de Corée
- 1956 Envoi d'une force de l'ONU dans la zone du canal de Suez
- 1960 Envoi des Casques bleus au Congo ex-belge
- 1967 Résolution 242 sur le retrait d'Israël des Territoires occupés
- 1988 Rôle décisif de l'ONU dans l'arrêt du conflit Iran-Irak
Prix Nobel de la paix aux Casques bleus
- 1990 Résolution 678 autorisant le recours à la force contre l'Irak
s'il n'évacue pas le Koweït
- 1991 Résolution 688 autorisant l'intervention humanitaire en Irak
pour soutenir les populations Kurdes
- 1993 Échec du plan de paix concernant l'ex-Yougoslavie
- 1995 Admission du 183^e membre

L'ONU de 1945 à nos jours.

Vous présenterez ses objectifs et son organisation ; vous étudierez – à l'aide de quelques exemples de votre choix – son action dans différents domaines ; vous montrerez les principales difficultés de fonctionnement.

Chronologie indicative

(En aucun cas le devoir ne doit consister à commenter la chronologie, qui est seulement destinée à aider le candidat.)

1945	Charte de San Francisco
1947	Approbation du plan de partage de la Palestine
1948	Déclaration universelle des droits de l'homme
1950-1953	Guerre de Corée
1956	Crise de Suez
1964	Institution de la première CNUCED (Conférence des Nations unies sur la coopération économique et le développement)
1965	L'UNICEF reçoit le prix Nobel de la paix
1966	L'UNESCO lance le programme de sauvetage de Venise
1967	Résolution 242 du Conseil de sécurité concernant les relations israélo-arabes
1971	La Chine populaire est admise à l'ONU
1980	L'OMS (Organisation mondiale de la santé) annonce l'éradication de la variole
1988	Médiation de Perez de Cuellar (Secrétaire général) dans le conflit Iran-Irak
1990	Résolution 678 du Conseil de sécurité, à la suite de l'invasion du Koweït par l'Irak
1992	Résolution 794 du Conseil de sécurité autorisant le recours aux Casques bleus en Somalie Envoi de forces armées (FORPRONU) dans l'ex-Yougoslavie
1994	Conférence mondiale du Caire sur la population

8 La France

sous la IV^e République

29 CENTRES ÉTRANGERS, GROUPE I
JUIN 1997 • DISSERTATION ► SUJETS 10, 18

La France et les Français face aux problèmes politiques, économiques et sociaux, de la Libération à 1947.

Chronologie indicative

1944	Février	Conférence de Brazzaville
	Avril	Début de l'épuration
	Août	Libération de Paris
	Décembre	Début des nationalisations
1945	Février	Création des Comités d'entreprises
	Avril	Premier vote des femmes
	Mai	Émeutes de Sétif
	Octobre	Premier référendum – Première Constituante
1946	Janvier	Démission du général de Gaulle
		Charte du Tripartisme
	Octobre	Adoption de la Constitution de la IV ^e République
		Création de l'Union française
1947	Novembre	Début de la guerre d'Indochine
		Création de la Sécurité sociale
		Plan Monnet de Reconstruction et d'Équipement
	Mars	Grèves chez Renault
	Mai	Rupture du Tripartisme
		Fixation de la ration de pain à 250 g

La politique étrangère et coloniale de la France de 1945 à 1958.

Après avoir évalué le poids international de la France au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, vous montrerez l'évolution de la politique française dans le contexte de la guerre froide, de la décolonisation et de la construction européenne.

Chronologie indicative

(En aucun cas le devoir ne doit consister à commenter la chronologie qui est seulement destinée à aider le candidat.)

- | | |
|---------|--|
| 1945 | La France, absente de Yalta, obtient une zone d'occupation en Allemagne |
| 1946 | La France demande une aide financière aux États-Unis
Début de la guerre d'Indochine |
| 1947 | La France s'aligne sur les positions des Britanniques et des Américains sur la question allemande
La France accepte le plan Marshall
Le Parti communiste passe dans l'opposition |
| 1949 | Signature du Pacte Atlantique |
| 1950 | La France propose la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) |
| 1952-54 | Querelle autour du projet de la Communauté européenne de défense (CED) |
| 1954 | Conférence de Genève sur l'Indochine
Début de la guerre d'Algérie |
| 1956 | Indépendance du Maroc et de la Tunisie
Loi-cadre Defferre
Crise de Suez |
| 1957 | Traités de Rome : création de la CEE et de l'EURATOM |
| 1958 | Début, en Algérie, d'une crise qui met fin à la IV ^e République |

La politique coloniale de la France de 1945 à 1962.

La chronologie suivante est destinée à vous aider : elle n'a pas à être commentée et il n'est pas nécessaire que toutes les dates soient utilisées dans le devoir.

Chronologie indicative

- 1944 Conférence de Brazzaville, en présence du général de Gaulle
- 1945 Troubles sanglants dans le Constantinois
- 1946 Début de la guerre d'Indochine. L'Union française remplace l'Empire français
- 1947 Troubles à Madagascar
- 1953 Déposition du Sultan du Maroc
- 1954 Accords de Genève sur l'Indochine
Début de la guerre d'Algérie
- 1956 La France reconnaît l'indépendance du Maroc et de la Tunisie
Loi-cadre Defferre à propos de l'Afrique noire
- 1958 Création de la Communauté française
- 1959 De Gaulle annonce le droit du peuple algérien à l'autodétermination
- 1960 L'Afrique noire française devient indépendante
- 1962 L'Algérie devient indépendante

Les résistances tunisiennes à la politique française (1952-1953).

Document 1

« Rapport des quarante », 1^{er} septembre 1952, Extraits

« Le 1^{er} août 1952, S. A. Sidi Lamine Premier a daigné convoquer en son palais de Carthage les représentants des différentes tendances de

l'opinion publique tunisienne, au nombre de quarante, en vue de soumettre à leur examen le Plan de réformes proposé à son Sceau par le Gouvernement français...

« Les personnalités tunisiennes consultées se sont abstenues, dans leurs rapports, de faire une étude doctrinale abstraite du Plan de réformes ; au contraire elles l'ont examiné en fonction de l'intérêt national strict... sous l'angle de la Restauration de la Souveraineté tunisienne...

« À l'usage et avec le temps, la Souveraineté tunisienne n'a pas été respectée et les empiétements successifs dont elle a été l'objet, se trouvent consacrés par le Plan actuel de réformes...

« Sur le plan de l'Exécutif, l'homogénéité du Gouvernement tunisien n'est pas restaurée : il est toujours privé de pouvoirs réels et ses maigres attributions antérieures sont parfois amoindries...

«... Dans le domaine du Représentatif, la participation des Français au Conseil Financier et aux Assemblées municipales, constitue une atteinte à la Souveraineté tunisienne...

«... Au terme de ce rapport général, la Commission (des quarante)... croit de son devoir de proposer le rejet pur et simple du Plan de réformes. »

Reproduit par Jean Rous, *Tunisie... attention !*, p. 185-200.

Document 2 Lettre de Bourguiba du 25 février 1953

« M. de Hauteclocque s'imagine avoir déjà partie gagnée et agit en conséquence. Il a annoncé pour le mois d'avril les prochaines élections pour les conseils municipaux et les Conseils de Caïdat, ces fameux conseils institués par les décrets du 20 décembre (une triste date à retenir) extorqués au Bey de la façon que l'on sait. Cela me semble aller un peu trop vite. Mais M. de Hauteclocque est pressé...

« L'ennui, c'est que le peuple ne marche pas... Il se rend compte que la participation des Français au corps électoral en Tunisie équivaut à faire des Français des citoyens tunisiens, à assimiler la Tunisie à un territoire français, à intégrer par le biais la Tunisie dans la communauté française... »

Bourguiba, *La Tunisie et la France*, p. 341-344.

Questions

- **1.** Présentez les documents, les acteurs de la crise et le contexte politique qui la précède.
 - **2.** En quoi consistent les réformes de de Hauteclocque ? Dans quels buts ces réformes sont-elles proposées ?
 - **3.** Quels sont les griefs majeurs adressés par les « quarante » et par Bourguiba aux réformes ? Au nom de quels principes sont-ils formulés ?
 - **4.** Quelles étaient les intentions de Lamine Bey en convoquant les « quarante » (document 1) ? Cette attitude a-t-elle porté ses fruits (document 2) ? Qui poursuit la lutte ?
- En conclusion, vous préciserez l'intérêt de ces documents et les prolongements de cette crise.

33

PONDICHÉRY • JUIN 1997

COMMENTAIRE DE DOCUMENTS

► SUJETS 27, 43

De Gaulle et la question algérienne.

Document 1

« Je vous ai compris... Je vois que la route que vous avez ouverte en Algérie c'est celle de la rénovation et de la fraternité... Eh bien ! de tout cela je prends acte au nom de la France et je déclare qu'à partir d'aujourd'hui la France considère que dans toute l'Algérie il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants : il n'y a que des Français à part entière, des Français à part entière avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. »

Général de Gaulle, discours prononcé à Alger, le 4 juin 1958.

Document 2

« Il s'agit notamment que, dans l'occasion immense qui va être offerte dans trois mois à la totalité des citoyens français, l'Algérie toute entière,

avec ses dix millions d'habitants, participe de tout son cœur, comme les autres, au même titre, avec la volonté de démontrer par là qu'elle est organiquement une terre française, aujourd'hui et pour toujours... Vive l'Algérie française ! »

Général de Gaulle, discours prononcé à Mostaganem, le 6 juin 1958.

Document 3

« Grâce au progrès de la pacification, au progrès démocratique, au progrès social, on peut maintenant envisager le jour où les hommes et les femmes qui habitent l'Algérie seront en mesure de décider de leur destin, une fois pour toutes, librement, en connaissance de cause.

« Compte tenu de toutes les données, algériennes, nationales et internationales, je considère comme nécessaire que le recours à l'autodétermination soit dès aujourd'hui proclamé... je m'engage à demander d'une part aux Algériens, dans leur douze départements, ce qu'ils veulent être en définitive et d'autre part à tous les Français d'entériner ce qui sera leur choix... ou bien : la sécession, où certains croient trouver l'indépendance... ou bien : la francisation complète, telle qu'elle est impliquée dans l'égalité des droits... ou bien : le gouvernement des Algériens par les Algériens, appuyé sur l'aide de la France et en union étroite avec elle pour l'économie, l'enseignement, la défense, les relations extérieures... »

Général de Gaulle, discours radiotélévisé, 16 septembre 1959.

Document 4

« ... aujourd'hui, la France considérerait avec le plus grand sang-froid une solution telle que l'Algérie cessât d'appartenir à son domaine, solution qui, en d'autre temps, aurait dû paraître désastreuse pour nous... C'est un fait, la décolonisation est notre intérêt et par conséquent, notre politique. »

Général de Gaulle, Conférence de presse, 14 avril 1961.

Questions

- **1.** Présentez la nature des documents et leur auteur.
- **2.** Quelles circonstances en Algérie et en métropole amènent le général de Gaulle à prononcer les 2 discours de juin 1958 ? À quoi le Général fait-il allusion en évoquant une « occasion immense qui va être offerte » ? Quels sont les principes de la politique qu'il se propose alors de suivre en Algérie ? (Documents 1 et 2).
- **3.** Quelles sont les raisons en 1959 qui poussent le général de Gaulle à engager une nouvelle démarche ? Quelle est-elle ? Analysez les solutions sur lesquelles elle peut déboucher ?
- **4.** En quoi la position du général de Gaulle, exprimée dans le document 4, a-t-elle évolué en 1961 et pourquoi ?
Quelles sont les réactions des partisans de l'Algérie française devant cette nouvelle politique ?
- **5.** Que peut-on dire, d'après ces textes, de la politique algérienne du général de Gaulle et quel en a été l'aboutissement en 1962 ?

Le bilan de la IV^e République.

Le sujet exclut l'étude chronologique de la IV^e République.

Le retour du général de Gaulle.

Document

L'unité française se brisait. La guerre civile allait commencer. Aux yeux du monde la France paraissait sur le point de se dissoudre. C'est alors que j'ai assumé la charge de gouverner notre pays.

Le drame de l'Algérie [...] a déclenché cette crise nationale. Mais, de toutes les manières, celle-ci devait éclater. Car, depuis douze ans, le régime des partis, flottant sur un peuple profondément divisé, au milieu d'un univers terriblement dangereux, se montrait hors d'état d'assumer la conduite des affaires. Non point par incapacité ni indignité des hommes. Ceux qui ont participé au pouvoir sous la IV^e République étaient des gens de valeur, d'honnêteté, de patriotisme. Mais [...] opposés entre eux, comme l'étaient leurs propres groupes, aux prises avec les empiétements de l'assemblée parlementaire dont ils tenaient leurs fonctions, soumis aux exigences des partis qui les y déléguaient, ils se trouvaient condamnés à vivre, pour quelques mois ou pour quelques semaines, en face de problèmes énormes, sans qu'il leur fût possible de les résoudre.

J'ai dit : des problèmes énormes. Ils l'étaient, en effet, ceux qui se posaient à eux. Ils le sont, ceux que nous allons devoir affronter ensemble. Pacifier l'Algérie. Faire en sorte qu'elle soit, pour toujours, de corps et d'âme avec la France. Organiser sur le mode fédéral les liens de notre métropole avec les peuples associés d'Afrique et de Madagascar [...] Dans le monde occidental auquel nous appartenons, sans devoir nous y confiner, prendre une place qui nous soit propre, mener une

action qui soit notre action, en vue de servir à la fois la paix et la sécurité. À l'intérieur, accomplir l'effort très dur, mais absolument nécessaire, de remise en équilibre de nos finances et de notre économie...

Mais il n'est pas un Français qui ne sache que tout avenir nous est bouché si la France n'a pas, pour la guider, un État qui en soit capable. C'est la condition de tout. Nous venons de le vérifier sur le bord même de l'abîme. J'ai pour tâche, avec mon gouvernement, de proposer à notre peuple des institutions nouvelles, telles qu'il y ait, dans la République, des pouvoirs assez forts, assez stables, assez efficaces pour répondre de son destin. Je le ferai au début de l'automne. Françaises, Français, c'est vous qui alors déciderez par vos suffrages de cette réforme capitale et, par là, du sort de la France.

La route est dure mais qu'elle est belle ! Le but est difficile. Mais qu'il est grand ! Allons ! Le départ est donné !

Charles de Gaulle, extraits de l'allocution radiodiffusée prononcée le 13 juin 1958 à l'Hôtel Matignon, après son voyage en Algérie, *Discours et Messages*, t. 3, Éd. Plon, p. 17-19.

Questions

- **1.** En introduction, remplacez ce discours dans son contexte historique et dans la carrière du général de Gaulle.
- **2.** D'après le deuxième paragraphe, expliquez les difficultés et la chute de la IV^e République.
- **3.** Présentez les « problèmes énormes » exposés dans le troisième paragraphe et montrez comment le général de Gaulle fait face aux difficultés dès 1958.
- **4.** Quand le général de Gaulle a-t-il exposé, avant 1958, « les institutions nouvelles » annoncées au quatrième paragraphe ?
Précisez les grandes orientations retenues par le général de Gaulle pour « qu'il y ait, dans la République, des pouvoirs assez forts, assez stables, assez efficaces ».
- **5.** En conclusion, montrez que ce discours marque une volonté de rupture avec la IV^e République.

1958 : Le général de Gaulle revient au pouvoir.

Document

J'étais alors complètement retiré, vivant à la Boisserie¹... et n'ayant que de loin en loin à Paris où je n'acceptais de recevoir que de très rares visiteurs. Pourtant j'avais fait beaucoup pour essayer de changer la situation avant qu'elle ne tournât mal. Dès le 16 juin 1946, j'exposais à Bayeux ce que devait être notre Constitution [...] Puis comme était finalement votée celle qui, à l'opposé, instituait la IV^e République, j'avais tenté de rassembler le peuple français sur l'intérêt primordial et permanent de la France et d'aboutir à un régime nouveau [...]. Le "Rassemblement" obtenait en 1947 d'impressionnants succès aux élections municipales [...]. Depuis 1952 jusqu'en 1958, j'allais employer six années à écrire mes *Mémoires de guerre* sans intervenir dans les affaires publiques, mais sans douter que l'infirmité du système aboutirait, tôt ou tard, à une grave crise nationale.

Celle qui éclata le 13 mai à Alger ne me surprit donc nullement [...]. Je ne pouvais donc douter que l'explosion fût imminente.

Je ne doutais pas non plus que du coup, il me faudrait entrer en ligne [...]. Il était clair qu'on allait directement vers la subversion, l'arrivée soudaine à Paris d'une avant-garde aéroportée, l'établissement d'une dictature militaire fondée sur un état de siège analogue à celui d'Alger, ce qui ne manquerait pas de provoquer, à l'opposé, des grèves de plus en plus étendues, une obstruction peu à peu généralisée [...]. Bref ce serait l'aventure débouchant sur la guerre civile [...]

À moins qu'une autorité nationale, extérieure et supérieure au régime politique du moment, aussi bien qu'à l'entreprise qui s'apprêtait à le renverser, rassemblât soudain l'opinion, prit le pouvoir et redressât l'État. Or, cette autorité ne pouvait être que la mienne [...].

Vais-je saisir l'occasion historique que m'offre la déconfiture des partis pour doter l'État d'institutions qui lui rendent la stabilité et la continuité [...] ? Vais-je faire en sorte qu'à partir de là il devienne possible de résoudre le problème vital de la décolonisation, de mettre en œuvre la transformation économique et sociale de notre pays à l'époque de la science et de la technique, de rétablir l'indépendance de notre politique et de notre défense, de faire de la France le champion d'une

Europe européenne tout entière réunie, de lui rendre, dans l'univers, notamment auprès du Tiers Monde, l'audience et le rayonnement qui furent les siens au long des siècles ? Sans nul doute, voilà le but que je puis et que je dois atteindre.

Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, I. *Le renouveau* (1958-1962), Plon, 1970.

1. Propriété du général de Gaulle à Colombey-les-Deux-Églises.

Questions

- 1. Présentez rapidement l'auteur et la nature du document.
- 2. En vous appuyant sur le premier paragraphe, analysez l'attitude politique du général de Gaulle durant la IV^e République.
- 3. Dans quelles circonstances précises le général de Gaulle est-il revenu au pouvoir en 1958 ? Son analyse de la crise du 13 mai et de ses conséquences a-t-elle été critiquée à l'époque ? Par qui ? Pourquoi ?
- 4. Quels sont les buts que se fixe le général de Gaulle ? En quoi sont-ils en rupture avec la politique de la IV^e République ? Grâce à des exemples précis vous indiquerez si ces objectifs ont été atteints durant la V^e République.
- 5. Pour conclure, vous montrerez en quoi ce texte est révélateur de l'idée que le général de Gaulle se faisait de son rôle politique.

37

AMÉRIQUE DU NORD • JUIN 1997

COMMENTAIRE DE DOCUMENTS

► SUJETS 4, 28

De Gaulle et les institutions politiques de la IV^e République et de la V^e République.

Document

Dimanche, va s'accomplir en France un événement d'une immense portée. Chaque Français en sera personnellement l'artisan si, comme je le lui demande, il vote : « Oui » ! au référendum. [...]

Déjà, par le référendum, nous avons, en quatre années, réalisé trois changements capitaux, qui n'avaient pu jusqu'alors aboutir malgré d'innombrables épreuves et d'interminables débats. C'est par cette voie, en effet, que nous nous sommes donné des institutions telles que la stabilité, l'autorité, la continuité de l'État ont remplacé un régime de crises, d'impuissance et de confusion. C'est par la même voie que nous avons transformé en rapports de coopération avec douze Républiques africaines et la République malgache les rapports de colonisation que nous appliquions naguère à leurs territoires, d'où résulte dans ce vaste ensemble une situation de paix, de progrès, de compréhension, véritablement exemplaire et qui contraste de saisissante façon avec les troubles, les conflits, les rivalités, dont sont actuellement agitées tant de régions africaines, asiatiques et américaines. C'est par la même voie que nous avons, au moment voulu, reconnu le droit de l'Algérie à l'autodétermination et, du même coup, déclenché l'apaisement, déterminé les dirigeants de la rébellion à en venir aux pourparlers, fait en sorte que toutes tentatives de forcer en sens opposé la volonté du pays ne pouvaient être et ne sont qu'aventures aussi vaines que criminelles.

Mais, dimanche, en rendant définitive et solennelle une décision qui renouvelle le présent et dégage l'avenir, nous, Français, allons, en même temps, consacrer décidément la pratique du référendum, la plus nette, la plus franche, la plus démocratique qui soit. Prévu par la Constitution, le référendum passe ainsi dans nos mœurs, ajoutant quelque chose d'essentiel à l'œuvre législative du Parlement. Désormais, sur un sujet vital pour le pays, chaque citoyen pourra être, comme il l'est à présent, directement appelé à en juger pour sa part et à prendre sa responsabilité. Nul doute que le caractère et le fonctionnement des institutions de la République n'en soient profondément marqués. [...]

Charles de Gaulle, 6 avril 1962, *Discours et messages*, III :

« Avec le renouveau, mai 1958-juillet 1962 », Librairie Plon, 1970.

Questions

- **1.** En introduction, présentez l'auteur. À qui s'adresse-t-il et dans quelles circonstances ?
- **2.** Comment l'auteur oppose-t-il les institutions de la V^e République et de la IV^e République dans l'expression suivante : « la stabilité, l'autorité, la continuité de l'État ont remplacé un régime de crises, d'impuissance et de confusion » ? Argumentez en donnant des exemples concrets.
- **3.** Quels sont les aspects de la décolonisation sur le continent africain présentés ici ?

- 4. Précisez les événements importants survenus en Algérie depuis 1958 et les forces en présence pour expliquer le passage du texte : « C'est par la même voie que nous avons [...] aussi vaines que criminelles. »
- 5. En conclusion, après avoir défini le terme « référendum », donnez le résultat de celui qu'évoque le discours. La pratique du référendum a-t-elle été utilisée par la suite ? Rappelez brièvement dans quels contextes.

Les institutions de la V^e République.

Document 1

Le 4 septembre 1958, le général de Gaulle présente les grandes lignes de la nouvelle Constitution.

« Qu'il existe, au-dessus des luttes politiques, un arbitre national, élu par les citoyens qui détiennent un mandat public, chargé d'assurer le fonctionnement régulier des institutions, ayant le droit de recourir au jugement du peuple souverain, répondant, en cas d'extrême péril, de l'indépendance, de l'honneur et de l'intégrité de la France et de la République.

Qu'il existe un gouvernement qui soit fait pour gouverner, à qui on en laisse le temps et la possibilité.

Qu'il existe un parlement destiné à représenter la volonté politique de la Nation, à voter les lois, à contrôler l'exécutif, sans prétendre sortir de son rôle... »

Charles de Gaulle, *Discours et messages*.

Document 2

La situation politique du pays à la fin de 1962, vue par le général de Gaulle.

La tempête politique que les partis ont déchaînée en vain pour empêcher que se consolide l'édifice de nos institutions, et, du même

coup, m'arracher le pouvoir, n'a pas eu de conséquence pour ce qui est du gouvernement. Comme devant, le chef de l'État a désigné les hommes qui le composent pour accomplir la tâche que lui-même a tracée. Il a choisi le premier d'entre eux de manière qu'il soit son second [...] Il se trouve maintenant au Palais Bourbon une majorité assez compacte, homogène et résolue pour appuyer constamment par sa confiance et rendre efficace par son œuvre législative une seule et même politique, en excluant toute crise jusqu'à la fin de son mandat.

Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir* (rédigés entre 1969 et 1970), Éd. Plon, 1970.

Document 3

Déclaration du président Mitterrand au lendemain des élections législatives de 1986

« Vous avez élu dimanche une majorité nouvelle de députés à l'Assemblée nationale. Cette majorité est faible mais elle existe. C'est donc dans ses rangs que j'appellerai demain la personnalité que j'ai choisie pour constituer le gouvernement (...) Je mesure l'importance du changement qu'implique, dans notre démocratie, l'arrivée aux responsabilités d'une majorité dont les choix diffèrent sur des points essentiels de ceux du Président de la République. »

François Mitterrand, allocution télévisée du 17 mars 1986.

Questions

- 1. Présentez brièvement les documents et leurs auteurs.
- 2. En utilisant vos connaissances et le document 1, commentez l'organisation des pouvoirs de la V^e République.
- 3. En quoi consiste la « tempête politique » de 1962 (doc. 2) ? Comment cette crise a-t-elle été résolue ? Quelle interprétation en donne le général de Gaulle ?
- 4. Quelle est la situation politique évoquée par le document 3 ?
- 5. Concernant la pratique des institutions, quelles conclusions pouvez-vous tirer de ces trois documents ?

La France sous la présidence du général de Gaulle.

Chronologie indicative

- 1958 De Gaulle élu Président de la République (21 décembre)
Plan Pinay-Rueff
- 1960 Expérimentation de la bombe A française
- 1961 Putsch des généraux en Algérie
- 1962 Accords d'Évian
Référendum sur l'élection du Président de la République
au suffrage universel
- 1963 De Gaulle refuse à la Grande-Bretagne l'entrée du Marché
commun
Signature du Traité de coopération et d'amitié
franco-allemand
Grèves des mineurs
- 1965 Élection présidentielle
- 1966 La France se retire du commandement intégré de l'OTAN
Discours de Phnom Penh.
- 1968 Crise de mai-juin
- 1969 Référendum sur la régionalisation
et la réforme du Sénat (28 avril)

Charles de Gaulle et la vie politique en France de 1945 à 1969.

Chronologie indicative

- Janvier 1946 Charles de Gaulle démissionne de sa fonction de
Président du Gouvernement provisoire de la Répu-
blique française (GPRF)

Juin 1946	Discours de Bayeux
Avril 1947	Fondation du Rassemblement du peuple français (RPF)
Juin 1958	Charles de Gaulle nommé Président du Conseil
Décembre 1958	Charles de Gaulle élu Président de la République
Avril 1961	Putsch des généraux à Alger
Octobre 1962	Référendum sur l'élection du Président de la République au suffrage universel
Décembre 1965	Réélection de Charles de Gaulle à la présidence de la République
Mai-Juin 1968	Crise politique et sociale en France
Avril 1969	Démission de Charles de Gaulle de la présidence

Le rôle de Charles de Gaulle dans la vie politique française (1945-1969).

Chronologie indicative

1944	Installation du Gouvernement provisoire
1946	Démission de Charles de Gaulle du gouvernement Discours de Bayeux
1947	Création du Rassemblement du peuple français
1953	Retrait de Charles de Gaulle de la scène politique Début de la « traversée du désert »
1958	Retour au pouvoir de Charles de Gaulle Rédaction d'une nouvelle constitution Élection de Charles de Gaulle à la présidence de la République
1962	Réforme constitutionnelle
1965	Second mandat présidentiel : première élection présidentielle au suffrage universel
1968	Crise sociale et politique
1969	Charles de Gaulle quitte ses fonctions de Président de la République

Georges Pompidou, successeur du président de Gaulle.

Document

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les Députés,
(Messieurs les Sénateurs),

Au moment où le Parlement reprend ses travaux, et au commencement de mon septennat, je tiens d'abord à exprimer à chacun de vous mes sentiments de considération et de confiance.

L'Assemblée voudra s'associer unanimement à l'hommage qu'il convient d'adresser au général de Gaulle, libérateur de la Patrie, et qui, après avoir restauré puis sauvé la République, l'a dotée d'institutions auxquelles notre peuple n'a cessé d'exprimer son adhésion. Que cet hommage parvienne jusqu'à lui dans sa retraite volontaire comme le témoignage de la reconnaissance nationale à l'égard de celui qui demeure et demeurera pour l'histoire le plus grand des Français.

Il nous appartient maintenant de poursuivre l'œuvre de redressement entreprise en assurant le fonctionnement sans heurt des institutions de la République. Je compte pour ma part, avec l'aide du Premier ministre et du Gouvernement, développer entre l'exécutif et le Parlement tout entier des relations confiantes et efficaces. L'autorité et la continuité nécessaires ne pourront que gagner à une collaboration qui permettra au Parlement d'exercer pleinement son pouvoir législatif et à l'Assemblée son droit de contrôle de la politique gouvernementale.

Cette collaboration est d'autant plus nécessaire que notre pays va affronter des problèmes difficiles.

Il s'agit d'abord de maintenir notre indépendance dans le respect de nos alliances, le rapprochement et la coopération avec tous les peuples, et d'abord en Europe, afin de conduire notre continent à la conscience politique qui lui permettra d'affirmer sa personnalité et de jouer son rôle au service de la paix.

Pour que la France puisse prendre dans cette action la part que l'histoire et la géographie lui proposent, il faut qu'elle soit une nation moderne et sûre d'elle-même. Notre autorité internationale ne dépend

pas seulement de notre volonté, mais de nos propres capacités techniques et économiques et de notre stabilité politique et sociale. C'est dire la nécessité d'assurer à la fois le bon fonctionnement des pouvoirs publics, l'accession à la véritable puissance économique et la participation de toutes les classes sociales non seulement à l'effort mais aux produits de cet effort. [...]

Face à une contestation purement négative, à un conservatisme condamné d'avance à l'échec, c'est par l'action et le mouvement que peut se construire l'avenir. Il ne suffit pas de restaurer cette vieille et illustre maison qu'est la France, il faut encore la rénover et l'éclairer de lumières nouvelles.

Message au Parlement du Président G. Pompidou, 25 juin 1969.

Pour rétablir une vérité (livre posthume),

Flammarion, 1982, p. 291-292-293.

Questions

- **1.** Présentez ce texte, son auteur, le contexte dans lequel ce message a été diffusé.
- **2.** Pourquoi le président Pompidou insiste-t-il sur la nécessité de rapports harmonieux « entre l'exécutif et le Parlement tout entier » ? Cette volonté s'est-elle traduite dans les faits ?
- **3.** En quoi les principes de politique extérieure énoncés ici marquent-ils à la fois une continuité et un certain changement par rapport à la présidence du général de Gaulle ?
- **4.** Quelles sont les intentions exprimées par le président Pompidou en matière économique et sociale ?
Comment peut-on les comprendre à la lueur de la situation française et internationale ?
- **5.** Comment interpréter les allusions du dernier paragraphe ? L'action du Président Pompidou a-t-elle confirmé les intentions de ce message ?

La France de 1969 à 1981 : aspects intérieurs.

Chronologie indicative

- 1969 Élection de Georges Pompidou
Discours de Jacques Chaban-Delmas
sur la « Nouvelle Société »
- 1972 Programme commun de la gauche
- 1973 Premier choc pétrolier
- 1974 840 000 chômeurs
Élection de Valéry Giscard d'Estaing
Majorité à 18 ans
- 1975 Loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG)
- 1976 Plan Barre
- 1979 Deuxième choc pétrolier
- 1981 2 millions de chômeurs
Élection de François Mitterrand

10 Les mutations sociales et culturelles en France

44

NANTES ET ACADEMIES RATTACHEES

□

JUIN 1997 • DISSERTATION

► SUJETS 8, 19

Les mutations de la société française depuis 1945 (population, activités, modes de vie, pratiques culturelles).

45

ASIE

JUIN 1997 • DISSERTATION

► SUJETS 23, 25

Les transformations économiques et sociales en France au cours des « Trente Glorieuses » (1945-1975) : aspects, facteurs, problèmes.

En aucun cas, le devoir ne doit se limiter à commenter les tableaux statistiques. Ils sont destinés à aider le candidat à trouver des exemples et des pistes. Il n'est pas nécessaire que toutes les informations mentionnées soient évoquées dans la dissertation.

Indications statistiques

	1946	1975
Population totale (en millions)	40,5	52,6
Population active (en millions)	20,5	21,8
Répartition des actifs (en pourcentages)		
Primaire	36,0	10,0
Secondaire	32,0	38,6
Tertiaire	32,0	51,4
Adolescent (tes) de plus de 14 ans poursuivant des études (en milliers)	650	4 000
Voitures en circulation (en milliers)	1 400	15 300
Niveau de vie (Indice 100 en 1938)	87	320

Jean Fourastié, *Les Trente Glorieuses*, Coll. « Pluriel ».

Ménages équipés (en pourcentages)	1954	1974
Réfrigérateurs	7,5	87,3
Machines à laver le linge	8,4	66,4
Lave-vaisselle	–	5,3
Congélateur	–	10,2

De la 4 CV à la vidéo, 1953-1983, ces trente années qui ont changé notre vie, Communica International, 1983.

Géographie

1

Les contrastes de l'espace mondial

46

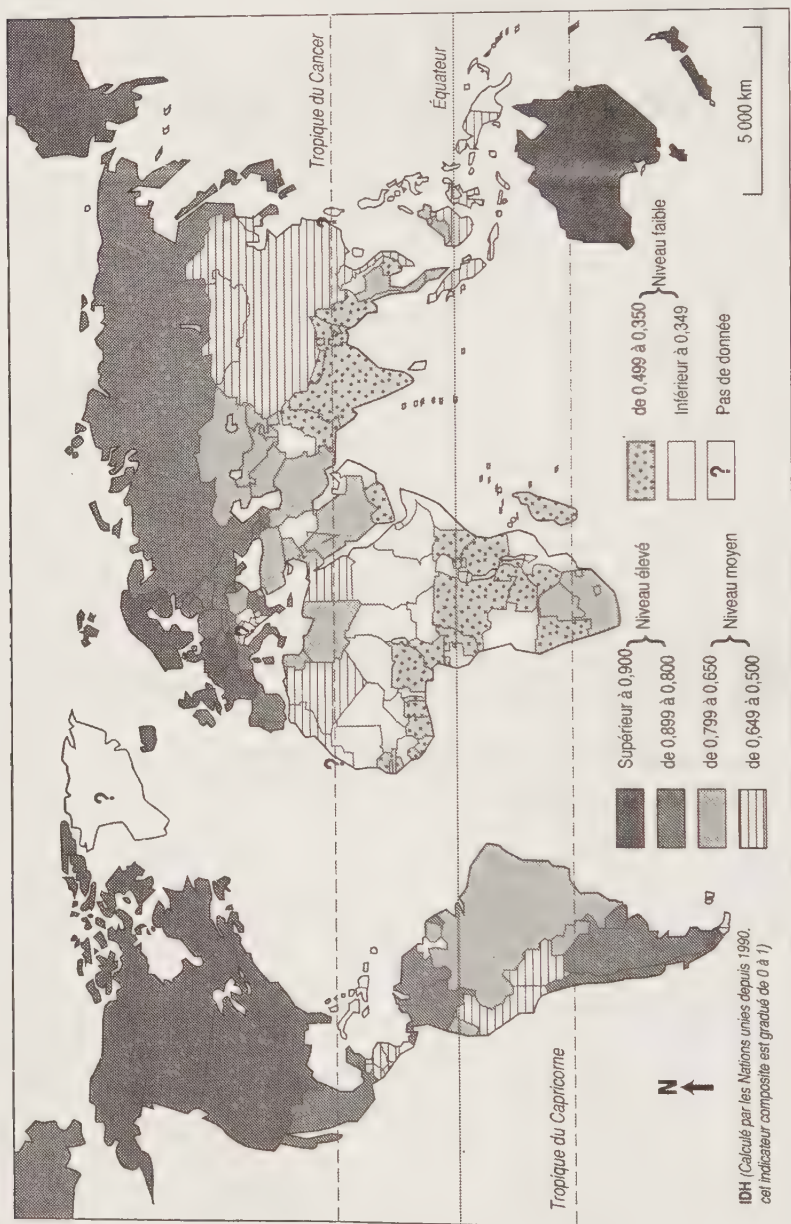
AMÉRIQUE DU NORD • JUIN 1997

COMMENTAIRE DE DOCUMENTS

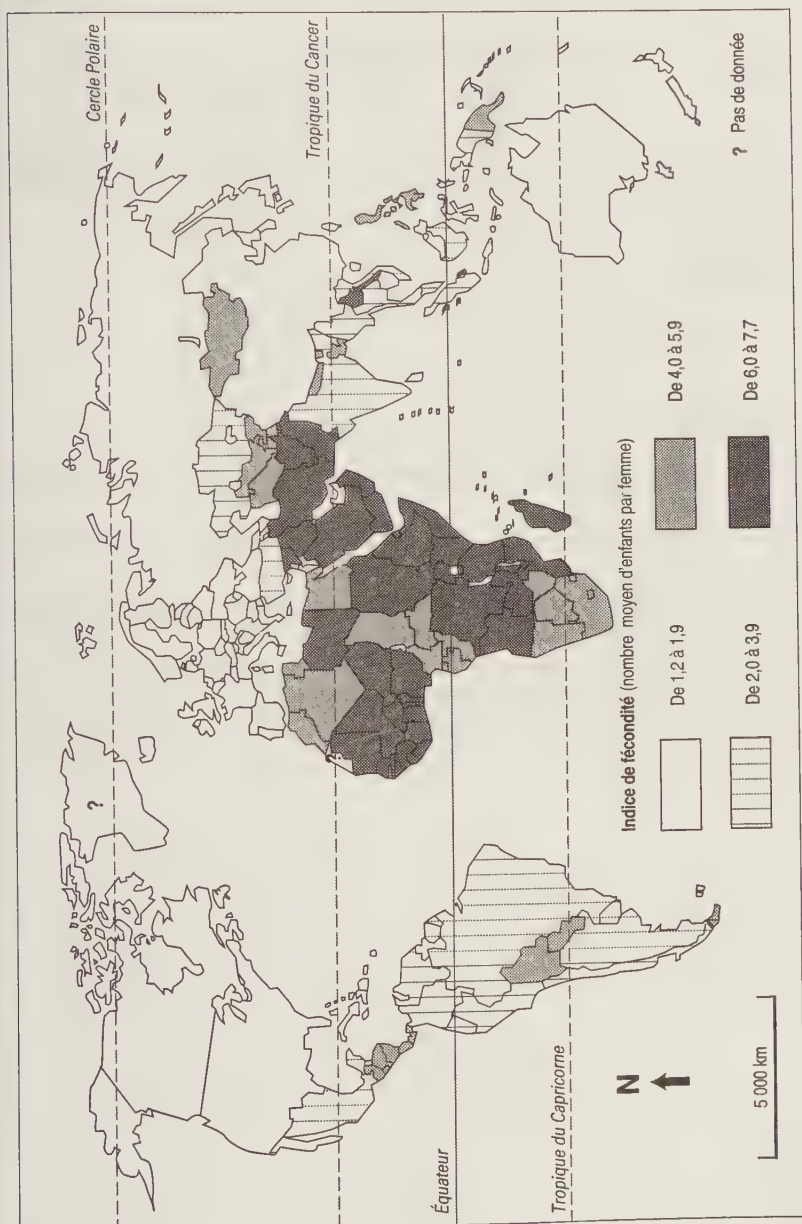
► SUJETS 69, 81

Les contrastes de développement
dans le monde.

Documents pages suivantes.



D'après *Images économiques du monde 1995-1996*, Sedes.



D'après l'ONU.

Régions	Population (%)	PIB agricole (%)	PIB industriel (%)	Espérance de vie (en nombre d'années en 1980)	Téléphones (pour 1 000 habitants)
Nord (Amazonie)	7	6	4	64	49
Nordeste	29	21	12	52	44
Sudeste	43	38	66	64	145
Sud	15	27	16	67	99
Centre-Ouest	6	8	2	65	111

D'après H. Théry, *Le Brésil*, Masson, 1995.

Questions

- **1.** Présentez brièvement les documents et les thèmes qu'ils permettent d'aborder.
- **2.** À partir du document 1, montrez les contrastes de développement dans le monde.
- **3.** Dans quelle mesure peut-on établir des relations entre l'indice de fécondité et le niveau de développement ? (doc. 2 et 1)
- **4.** À partir du document 3, montrez que des contrastes de développement existent également à l'échelle du Brésil.
- **5.** En conclusion, mettez en évidence le fait qu'il y a aujourd'hui des « Nord » et des « Sud ».

Les « Sud » : croissance et inégalités de développement.

Document 1 Indicateur de développement humain en 1995

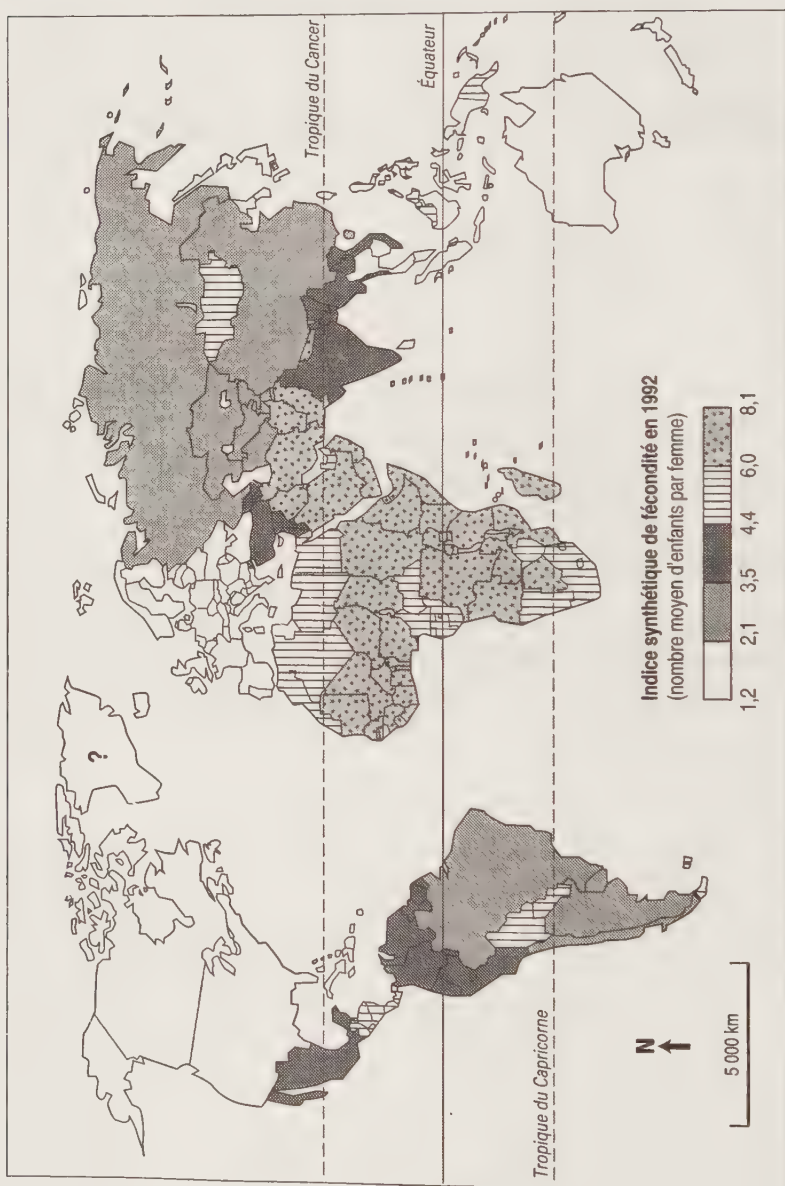
Par région

Pays industrialisés	0,916
Asie de l'Est (sans la Chine)	0,874
Amérique latine	0,823
Asie du Sud-Est	0,651
Pays arabes	0,644
Asie de l'Est (avec la Chine)	0,621
Asie du Sud	0,453
Afrique subsaharienne	0,389
Ensemble du tiers monde	0,570
Ensemble du monde	0,759

Source : PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, 1995.

Documents 2, 3, 4 et 5 pages suivantes.

L'indice synthétique de fécondité en 1992 (la moyenne mondiale est de 3,2 aujourd'hui)

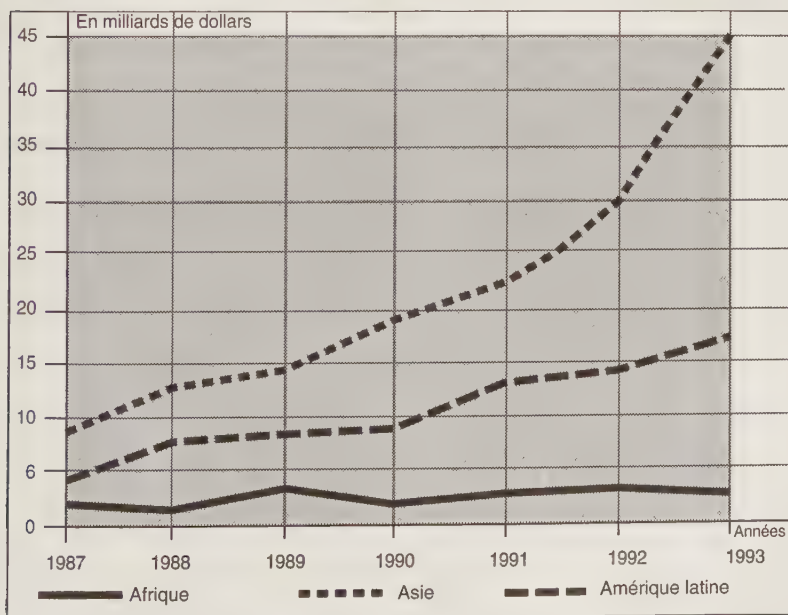


Source : Population et Sociétés, INED, 1993

Document 3**Croissance, en pourcentage, du PIB
par habitant et des échanges**

	PIB par habitant		Volume des exportations		Volume des importations	
	1970- 1980	1980- 1993	1970- 1980	1980- 1993	1970- 1980	1980- 1993
Asie du Sud	1,2	3,0	4,2	7,3	4,3	3,7
Amérique latine	2,9	0,0	0,9	3,4	4,7	0,3
Monde arabe	n.d.	- 0,8	- 0,8	- 1,0	16,6	- 3,9
Afrique subsaharienne	1,1	- 1,3	1,0	2,5	3,2	- 2,2
Chine	3,6	8,1	8,7	11,5	11,1	9,7
Inde	1,2	3,1	5,9	7,0	4,5	4,2
Brésil	5,6	0,1	8,6	5,2	5,8	- 0,8
Algérie	1,5	- 0,6	1,1	3,0	13,1	- 5,1
Nigéria	1,9	- 0,2	1,4	- 0,6	18,8	- 11,2
Pays industrialisés	2,4	2,3	6,0	5,1	5,2	5,8

Source : Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*.

Document 4**Investissements directs étrangers : évolution des flux
annuels par continent (en milliards de dollars)**

Source : FMI, 1994.

... Croissance démographique et croissance économique paraissent mutuellement liées à l'évolution globale des sociétés. « Une même situation démographique peut constituer un stimulant à la croissance dans une société et, dans une autre, un frein à cette même croissance », résumait Jean-Claude Chasteland, en décembre 1992, lors du colloque annuel de la Banque africaine de développement.

Le développement agricole en fournit un bon exemple. En Asie, la pression des besoins a abouti à la mise en œuvre de techniques agricoles performantes : irrigation donnant double récolte, culture plus soignée, utilisation de variétés de riz à haut rendement. C'est la « révolution verte » et l'autosuffisance, malgré la réduction de la taille des exploitations. En Afrique, au contraire, les variétés de maïs tropical mises au point au Kenya et au Zimbabwe sont restées peu répandues ; les efforts se sont en général limités aux cultures d'exportation.

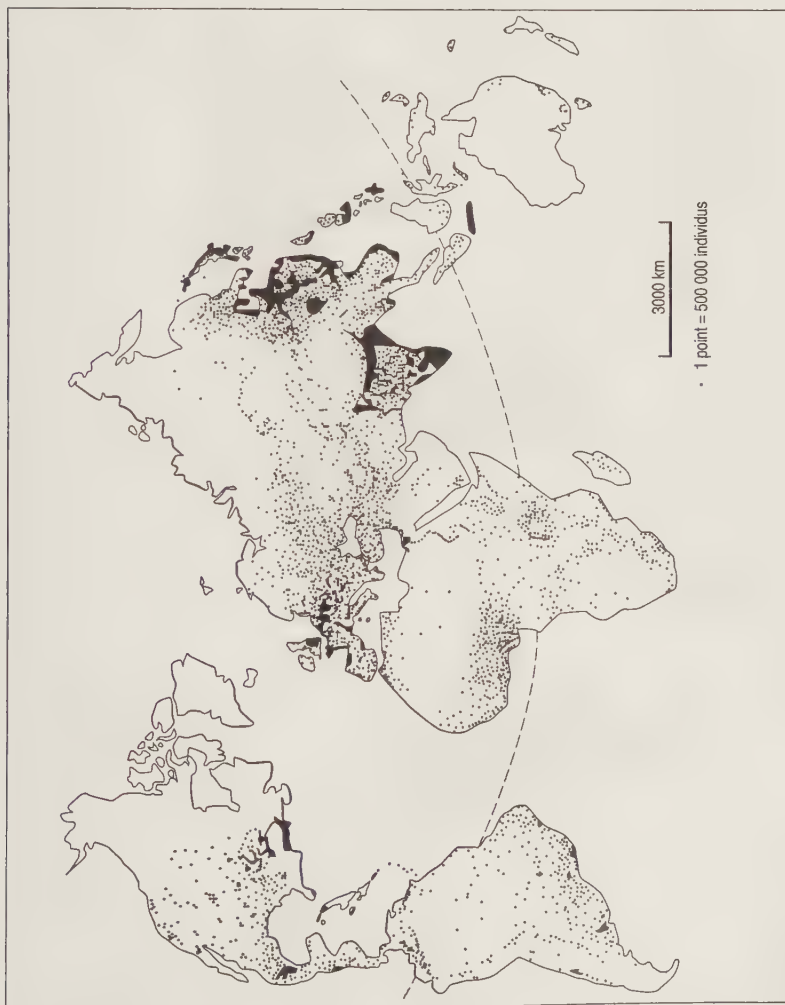
G. Herzlich, « Oublier Malthus », *Le Monde*, 30 août 1994.

Questions

- **1.** Présentez brièvement les documents en dégagant leurs points communs et les problèmes qu'ils posent.
- **2.** À partir de l'analyse des documents 1 et 2 et à l'aide de vos connaissances, indiquez et expliquez les différents niveaux de développement dans les « Sud ».
- **3.** À l'aide des documents 3, 4 et 5, montrez les différences de dynamisme au sein des « Sud » et analysez-en quelques facteurs.
- **4.** En utilisant vos réponses aux questions précédentes, délimitez les différents « Sud » et dégagez leurs caractères géographiques ainsi que leurs perspectives d'évolution.

La population mondiale : répartition, évolution et perspectives.

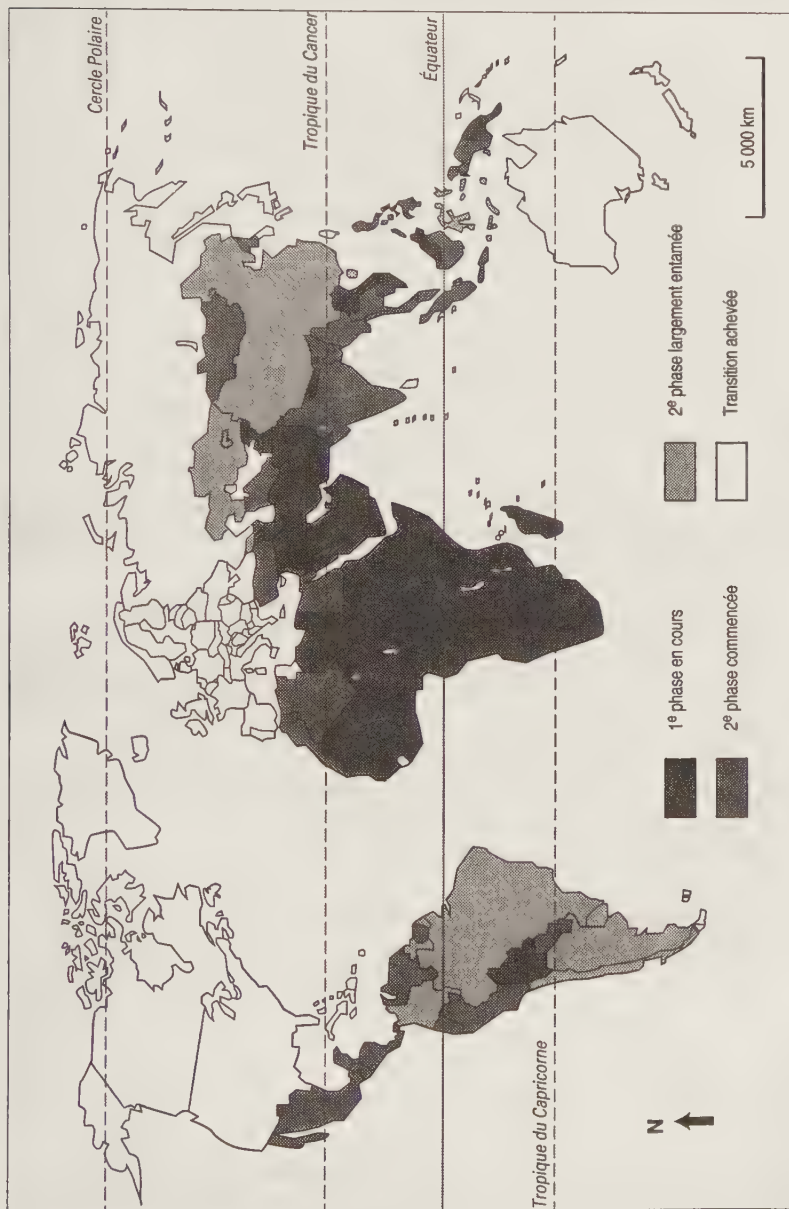
Document 1 Le peuplement du monde en 1990



Source : *Géographie universelle*, éditions Hachette Reclus, tome I, 1990.

	1990	1995
	%	%
Monde	1,80	1,50
Amérique du Nord	0,70	0,70
Est de l'Europe	0,30	- 0,30
Sud de l'Europe	0,30	0,10
Ouest de l'Europe	0,20	0,10
Asie du Nord-Est	1,30	1
Amérique latine	2,10	1,90
Asie du Sud-Est	2,10	1,90
Proche et Moyen-Orient	2,80	2,40
Afrique du Nord	2,80	2,40
Afrique subsaharienne	3,00	3,00

Source : IEM, 1995-1996.



Source : Documentation photographique, « 6 milliards d'hommes », 1994.

La population de l'Afrique subsaharienne devrait être multipliée par trois d'ici 2050... Ces projections soulignent la spécificité de l'Afrique subsaharienne. Elles l'exagèrent peut-être... Dans un certain nombre d'États, la baisse de la fécondité est sous-estimée.

Thérèse Locoh, spécialiste de la population en Afrique, souligne à la fois les résistances que rencontre aujourd'hui la baisse de la fécondité dans le continent noir – entravant donc une réduction de la croissance démographique – et les prémices d'un changement. Coutumes matrimoniales, modes de production et d'organisation familiale exigeants en main-d'œuvre et favorisant une forte fécondité – les enfants constituant un appoint essentiel –, dépendance des femmes persistent. La mortalité infantile et juvénile, quoique en baisse, reste encore trop élevée pour faire changer les comportements... La recherche d'une régulation de la fécondité n'est pas inconnue [...], mais elle fonctionne plutôt sur un mode magique, peu favorable à l'usage de la contraception moderne. Celle-ci ne fait souvent que compenser la disparition des modes anciens d'espacement des naissances...

Cependant, les sociétés évoluent de façon souterraine (« tout change et rien ne bouge » en apparence) différente selon les pays et les milieux : « cela va vite en ville et dans les milieux du salariat agricole moderne où la crise fait sentir ses effets en s'opposant aux aspirations des parents envers les enfants ». Certaines pratiques familiales traditionnelles sont remises en cause. L'âge au premier mariage recule dans les villes. De la rapidité de ces évolutions dépendra le ralentissement de la croissance. Mais, la jeunesse de la population prolonge celle-ci, comme le fera l'éventuelle baisse de la mortalité.

J.-C. Grimal et G. Herzlich, *La Population du monde*,
Le Monde - éditions Marabout, 1995.

Questions

- 1. Présentez brièvement l'ensemble des documents.
- 2. Quels sont les principaux foyers de peuplement dans le monde (doc. 1) ? Quels facteurs peuvent expliquer cette répartition ?

- **3.** Après avoir défini la transition démographique (doc. 2 et 3), présentez et analysez les différentes situations démographiques des grands ensembles géographiques.
- **4.** Décrivez et analysez à partir de l'ensemble des documents les permanences et les changements récents de la démographie en Afrique noire.
- **5.** Évoquez, en conclusion, les perspectives d'évolution de la population mondiale.

49

SPORTIFS DE HAUT NIVEAU
 OCTOBRE 1996 COMMENTAIRE DE DOCUMENTS

L'urbanisation dans le monde et ses problèmes.

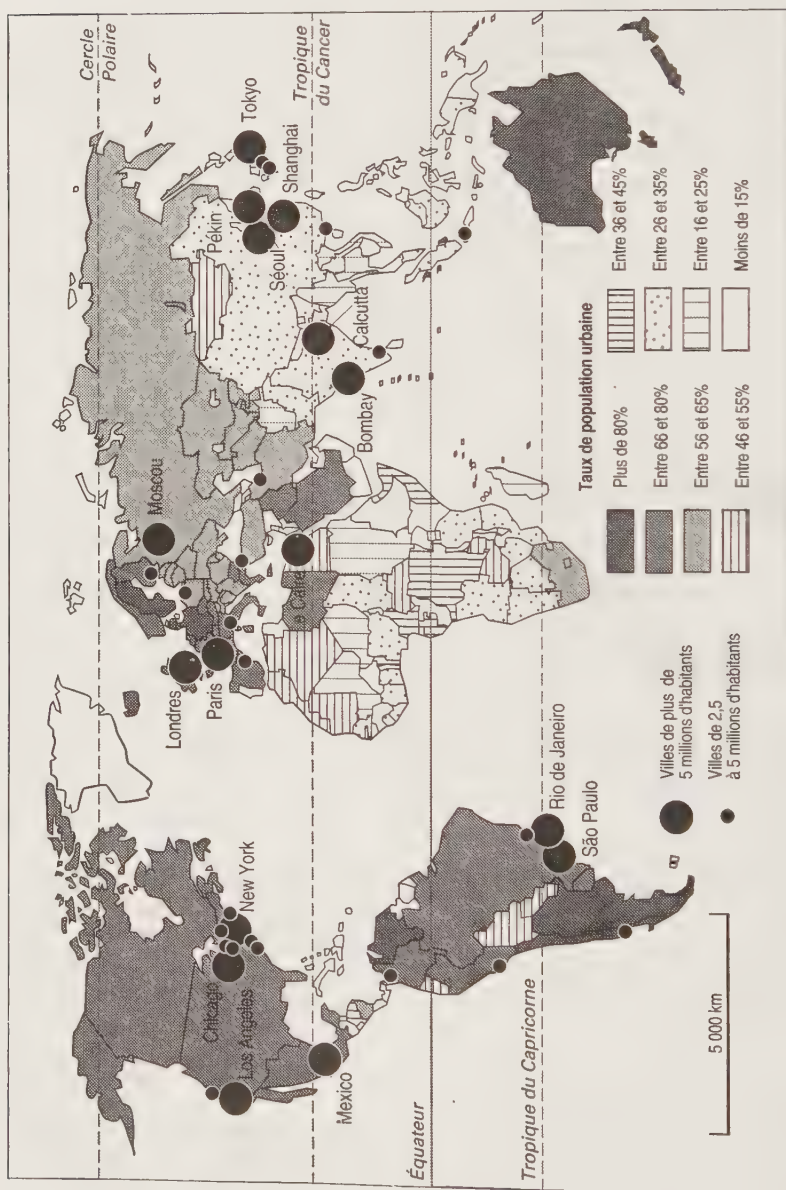
Document 1

Les taux d'urbanisation dans le monde (%)

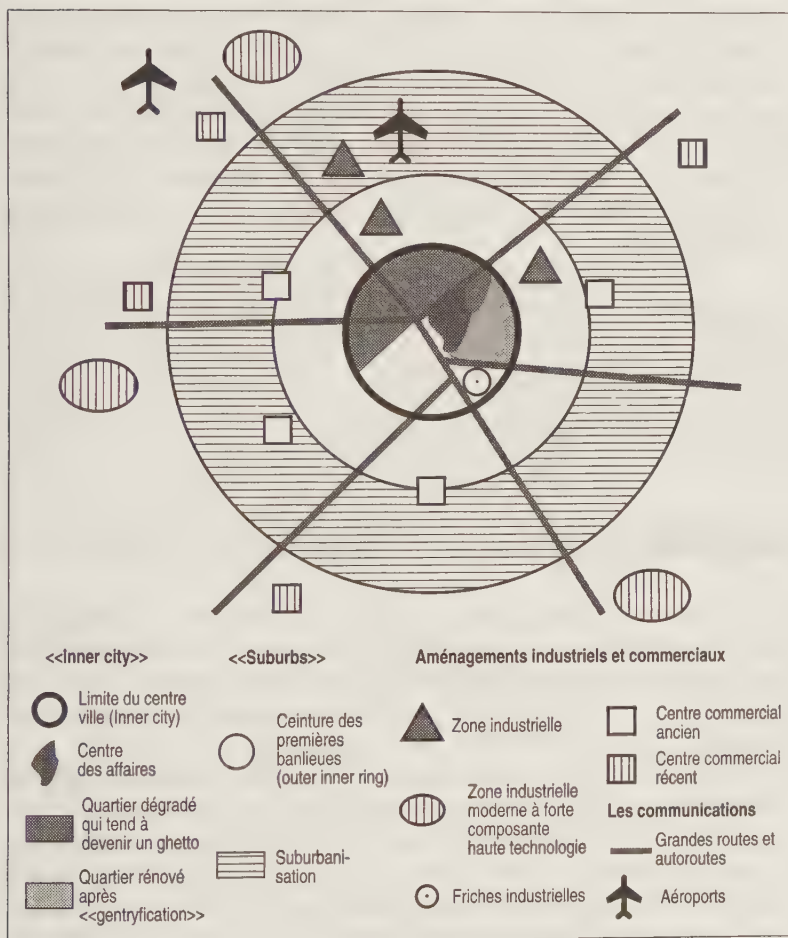
	1950	1992	2000 ¹
Ensemble des PED ²	17,4	35	49
Afrique	14,8	33	41
Asie	17,0	30	35
Amérique latine	41,1	71	75
Ensemble des PID ³	53,6	74	78
Europe	59,0	75	79
Amérique du Nord	63,9	76	77
Monde	29,4	44	57

1. Prévisions.
2. Pays en développement.
3. Pays industrialisés développés.

Source : *Atlaséco* et *PNUD* 1994, *Économica*.



Source : Rapport mondial sur le développement humain, PNUD, 1991.



D'après J. Bethemont et J.-M. Breuil,
Les États-Unis, une géographie thématique, Masson, 1991.

Un quart des Américains étaient suburbains (banlieusards) en 1950, un tiers en 1960 et plus de la moitié aujourd'hui. Lorsque les entreprises ont suivi – ce qui n'est pas toujours le cas –, des villes nouvelles ont poussé en dehors des anciennes. [...] "*Nous sommes devenus une nation de banlieusards avec une frange urbaine et une frange rurale*", écrit la revue *Atlantic Monthly* dans une fresque intitulée "Le siècle de la banlieue commence". Depuis les années 70, le mouvement a des allures d'escapade de masse : la classe moyenne - et moyenne supérieure, comme disent joliment les statisticiens – a fui les villes, en quête de rues et d'écoles sûres.

Le problème [...] a trouvé sa pleine expression politique avec le reaganisme. L'Amérique urbaine avait, elle, triomphé au milieu des années 60 avec le Démocrate Johnson, qui mit en œuvre les grands programmes de lutte contre la pauvreté.

A. Frachon, *Le Monde*, 22 octobre 1992.

Document 4 En Afrique, la ville ne fait plus rêver

Douze millions et demi de citadins en 1960, plus de 78 millions en 1990 : l'urbanisation massive de l'Afrique de l'Ouest va-t-elle se poursuivre au même rythme dans les prochaines années ? Rien n'est moins sûr, à voir le coup d'arrêt donné à la croissance des mégalo-*poles* africaines. Un coup d'arrêt qui a des causes multiples.

Les États les plus menacés par le gigantisme urbain ont favorisé la création de villes secondaires pour faire contrepoids aux grandes métropoles. La croissance des grands centres urbains est freinée. Ils se dépeuplent même progressivement [...]. Cette dépopulation n'est pas seulement due aux efforts engagés par des pays comme la Côte-d'Ivoire, le Ghana ou le Nigéria pour équilibrer l'occupation du territoire. La crise économique est, elle aussi, à l'origine d'une expulsion massive de travailleurs étrangers, comme au Nigéria en 1983 où fut donné le premier coup d'arrêt à la forte croissance urbaine. Mais l'expulsion des migrants paraît aujourd'hui très secondaire par rapport aux conséquences de la généralisation des programmes d'ajustement structurel. Chômage, mauvaise scolarisation, déficience des infrastructures de santé..., les mesures d'austérité rendent de plus en plus difficile la vie

dans les grandes villes africaines. Elles augmentent le nombre de citadins fragilisés et ternissent l'image de la grande ville « miroir de la nation ». On y vient davantage pour mourir (conséquence de la drogue, du sida, des maladies vénériennes, de la malnutrition, etc.), ou, tout au moins, pour perdre son âme. Cette situation provoque l'arrêt de l'exode rural et le retour massif des citadins dans leur région ou pays d'origine.

John O. Igue, *Sahel Dimanche-Niamey*

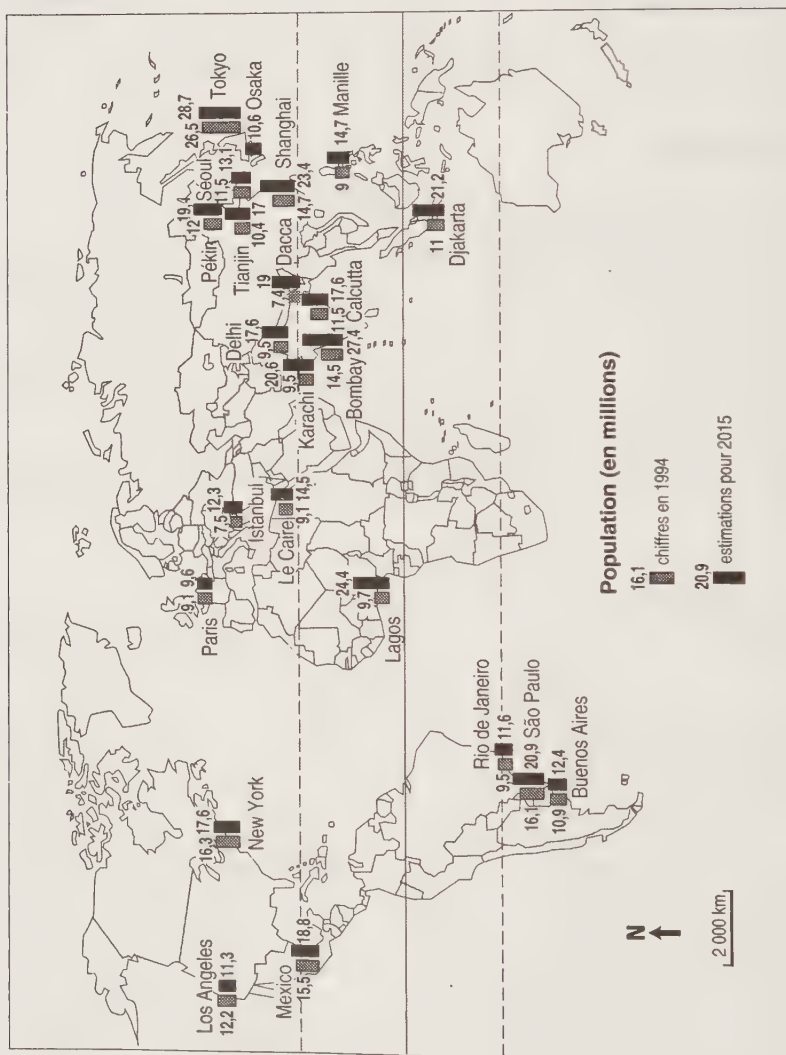
(cité dans *Courrier International*, 15/21 septembre 1994).

Questions

- **1.** Présentez les documents et les thèmes qu'ils abordent.
- **2.** Que vous apprennent les documents 1 et 2 sur les contrastes de l'urbanisation dans le monde ?
- **3.** En vous appuyant sur le document 3, décrivez et expliquez l'organisation des aires métropolitaines aux États-Unis, en insistant plus particulièrement sur le phénomène de banlieue. Précisez les caractéristiques et les problèmes des grandes agglomérations américaines.
- **4.** À partir du document 4, dégagez les problèmes des villes du Tiers Monde et les réponses apportées à une croissance urbaine explosive.

Les grandes villes dans le monde.

Document 1 Les plus grandes agglomérations entre 1994 et 2015



D'après *Le Monde*, juin 1996.

Source : ONU.

Document 2 Taux d'urbanisation dans le monde (en %)

	1960	1992	2000 ¹
Ensemble des PED ²	17,4	35	49
Afrique	14,8	33	41
Asie	17,0	30	35
Amérique latine	41,1	71	75
Ensemble des PID ³	53,6	74	78
Europe	59,0	75	79
Amérique du Nord	63,9	76	77
Monde	29,4	44	57

1. Prévisions.

2. Pays en développement.

3. Pays industrialisés développés.

Source : *Atlaséco* et *PNUD*, 1994, *Économica*.

Document 3

La plupart des villes du Sud n'ont pas les moyens de planifier l'accueil et de prévoir des logements, des emplois, des services sociaux, éducatifs et sanitaires pour ces masses de nouveaux immigrants. Lima, par exemple, voit sa population croître annuellement d'environ 250 000 personnes et dispose d'à peine 60 francs par an et par arrivant pour s'équiper en conséquence... Aussi, près de 600 millions d'êtres humains – la moitié de la population des villes du Sud – vivent dans des conditions effroyables, dans des bidonvilles sans égouts, souvent sans eau, sans hygiène. Des capitales immenses comme Lagos, Kinshasa, Dar es Salam n'ont pas de vrais réseaux de transports en commun ni même de système d'évacuation des ordures. Celles-ci s'entassent, favorisant la reproduction de moustiques et de rats porteurs de maladies. Est-il étonnant que l'épidémie de choléra soit née dans les « favelas » du Pérou ? Dans de nombreuses villes, le seul fait de respirer peut être dangereux pour la santé. En Amérique latine, 24 000 décès par an seraient dus à la pollution atmosphérique dans les agglomérations.

I. Ramonet, *Manières de voir*, n° 13, octobre 1991.

Ville mondiale, métropole, mégapole, mégalopole. Peu importe le nom qu'on lui donne, la très grande ville se distingue des autres formes urbaines en ce qu'elle est étroitement associée à la croissance de l'économie mondiale. Les plus grandes villes de la zone OCDE sont prospères et très productives. L'agglomération de Tokyo produit deux fois plus de richesse que le Brésil et presque autant que le Royaume-Uni. [...] Le PIB par habitant est, dans les mégapoles des pays de l'OCDE, très supérieur à la moyenne nationale. Pour plusieurs raisons. Ces villes offrent des *économies d'échelle*¹, un accès plus facile aux marchés financiers, des emplois mieux rémunérés et en plus grand nombre, notamment dans les secteurs secondaire et tertiaire [...].

Il peut suffire de 500 000 habitants pour faire d'une ville un acteur économique mondial. Certains des pays parmi les plus urbanisés n'ont qu'une grande ville, souvent de 2 ou 3 millions d'habitants seulement, et pourtant le dynamisme économique de cette ville est suffisant pour soutenir le commerce et l'innovation technique, attirer les investissements extérieurs, lui permettre d'accueillir les sièges des grandes entreprises.

J.W. Konvitz, « Villes mondiales et croissance économique », *L'Observateur de l'OCDE*, n° 190, octobre-novembre 1994.

1. Économies d'échelle : gains réalisés par certaines activités économiques du fait de l'importance des grandes agglomérations.

Après une description aussi sombre des problèmes des grandes villes du Tiers Monde, il peut paraître provocant de considérer qu'elles constituent également une de ses chances. Et pourtant, rien ne serait plus faux que de penser que la grande métropole du Sud est réductible à ses seuls bidonvilles ; ces cités précaires, souvent hérissées d'antennes de télévision ne sauraient cacher qu'elles sont en train de réaliser une gageure¹ : faire passer en une génération des populations paysannes, au mode de vie immuable depuis plusieurs siècles, à quelque chose qui ressemble à la modernité.

L'économie-monde qui se met en place le long des rives du Pacifique est basée sur un réseau chaque année plus dense de métropoles, mais c'est également le cas en Amérique latine, où les grandes cités comme São Paulo ou Mexico tirent l'économie du pays en avant. Il faut observer que la mégalopole est passée en dix ans de l'appellation « catastrophe absolue » à celle de « mal nécessaire » et que, dans certains cas, on en vient à la considérer comme une chance de développement pour les pays du Tiers Monde.

P. Pommelet, *Études*, février 1990.

1. Gageure : action si difficile qu'elle semble relever du défi.

Questions

- **1.** Présentez les documents en dégagant les principaux centres d'intérêt.
- **2.** À partir des documents 1 et 2, vous décrirez et expliquerez les contrastes de l'urbanisation dans le monde et les tendances observables.
- **3.** En vous appuyant principalement sur le document 3, identifiez et classez les principaux problèmes posés par l'urbanisation galopante dans les villes du « Sud ».
- **4.** Montrez, à partir des documents 4 et 5, en quoi les grandes métropoles jouent un rôle majeur dans le développement économique tant au « Nord » qu'au « Sud ».

2 Les échanges commerciaux et les réseaux de transports

51

ASIE • JUIN 1997

COMMENTAIRE DE DOCUMENTS

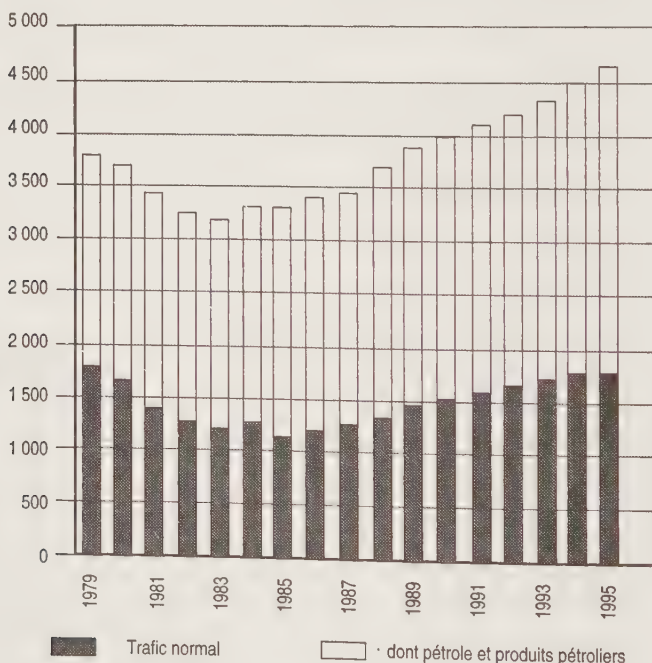
► SUJETS 73, 84

Le commerce maritime international de marchandises et son évolution récente.

Document 1

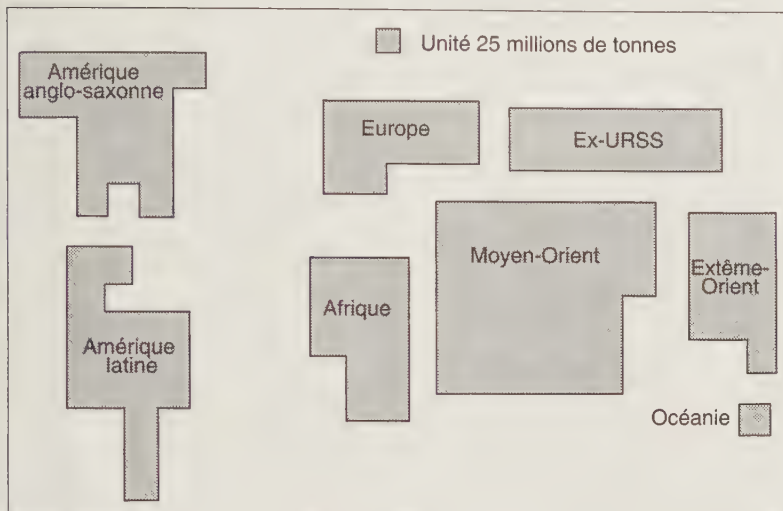
L'évolution du trafic maritime mondial

Unité : million de tonnes



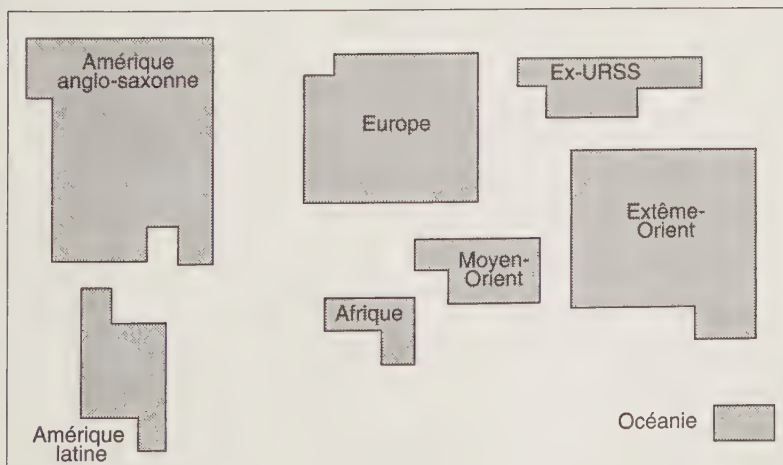
Source : Images économiques du monde.

Document 2a La production du pétrole brut par grande zone en 1995



Source : *Images économiques du monde*, 1995-1996.

Document 2b Consommation du pétrole brut par grande zone en 1995



Source : *Images économiques que monde*, 1995-1996.

Les principaux ports (trafic supérieur à 80 millions de tonnes)

Unité : million de tonnes

1979			
1	Rotterdam	(Pays-Bas)	292
2	New York	(USA)	165
3	Kobé	(Japon)	148
4	Nouvelle Orléans	(USA)	146
5	Chiba	(Japon)	146
6	Yokohama	(Japon)	120
7	Houston	(USA)	111
8	Nagoya	(Japon)	109
9	Marseille	(France)	109
10	Mina el ahmadi	(Koweït)	98
11	Kawasaki	(Japon)	91
12	Le Havre	(France)	86
13	Singapour		83
14	Kitakyushu	(Japon)	83
15	Anvers	(Belgique)	80

Source : *Images économiques du monde, 1996-1997* et *Journal de la marine marchande*, n° 3967 du 29 décembre 1995.

1995

1	Rotterdam	(Pays-Bas)	294
2	Singapour		290
3	Chiba	(Japon)	183
4	Shanghai	(Chine)	171
5	Kobé	(Japon)	171
6	New York	(USA)	150 ^(e)
7	Nouvelle Orléans	(USA)	150 ^(e)
8	Melbourne	(Australie)	148
9	Nagoya	(Japon)	137
10	Houston	(USA)	135
11	Yokohama	(Japon)	128
12	Hong Kong		111
13	Anvers	(Belgique)	108
14	Kawasaki	(Japon)	105
15	Kwangyang	(Corée du Sud)	100
16	Osaka	(Japon)	95
17	Inchon	(Corée du Sud)	94
18	Kitakyushu	(Japon)	93
19	Long Beach	(Californie, USA)	87
20	Marseille	(France)	87
21	Ulsan	(Corée du Sud)	84
22	Bergen	(Norvège)	83
23	Pusan	(Corée du Sud)	81

(e) : estimation.

Source : *Images économiques du monde, 1996-1997* et *Journal de la marine marchande*, n° 3967 du 29 décembre 1995.

Unité 1 000 EVP (équivalent 20 pieds : unité de comptabilisation des conteneurs.
Les conteneurs mesurent 10 à 40 pieds de longueur, ceux de 20 pieds – soit 6,1 m –
ont été choisis comme étalon)

1983			
1	Rotterdam	(Pays-Bas)	2 314
2	New York	(USA)	2 065
3	Hong Kong		1 837
4	Kobé	(Japon)	1 623
5	Kaohsiung	(Taïwan)	1 480
6	Singapour		1 274
7	Anvers	(Belgique)	1 000
8	Seattle	(USA)	950
9	Keelung	(Taïwan)	942
10	Hambourg	(Allemagne)	930

1995			
1	Hong Kong		12 550
2	Singapour		11 845
3	Kaohsiung	(Taïwan)	4 900
4	Rotterdam	(Pays-Bas)	4 787
5	Pusan	(Corée du Sud)	3 826
6	Kobé	(Japon)	2 916
7	Hambourg	(Allemagne)	2 890
8	Long Beach	(USA)	2 740
9	Yokohama	(Japon)	2 727
10	Los Angeles	(USA)	2 519
11	Anvers	(Belgique)	2 329
12	Tokyo	(Japon)	2 177
13	New York	(USA)	2 034
14	Felixstowe	(Royaume-Uni)	1 870

Source : *Images économiques du monde*, 1984 et 1996-1997.

Questions

- **1.** En introduction présentez les documents en dégagant les principaux centres d'intérêt.
- **2.** Décrivez l'évolution du trafic maritime mondial. Quels sont les principaux facteurs explicatifs de cette évolution ? Précisez l'importance du pétrole dans ce trafic (document 1).
- **3.** Comparez les documents 2a et 2b. En regroupant des grandes zones, distinguez quelques ensembles dont les caractéristiques sont communes. Quels déséquilibres apparaissent et quels flux en découlent ?
- **4.** Décrivez et expliquez la localisation et l'évolution de la hiérarchie des principaux ports mondiaux (document 3).
- **5.** Décrivez et expliquez l'essor des ports de conteneurs (document 4). En reliant les documents 3 et 4 présentez les grandes façades maritimes.
- **6.** En conclusion, que révèlent ces documents sur l'évolution récente du commerce maritime international ?

Les échanges mondiaux de pétrole.

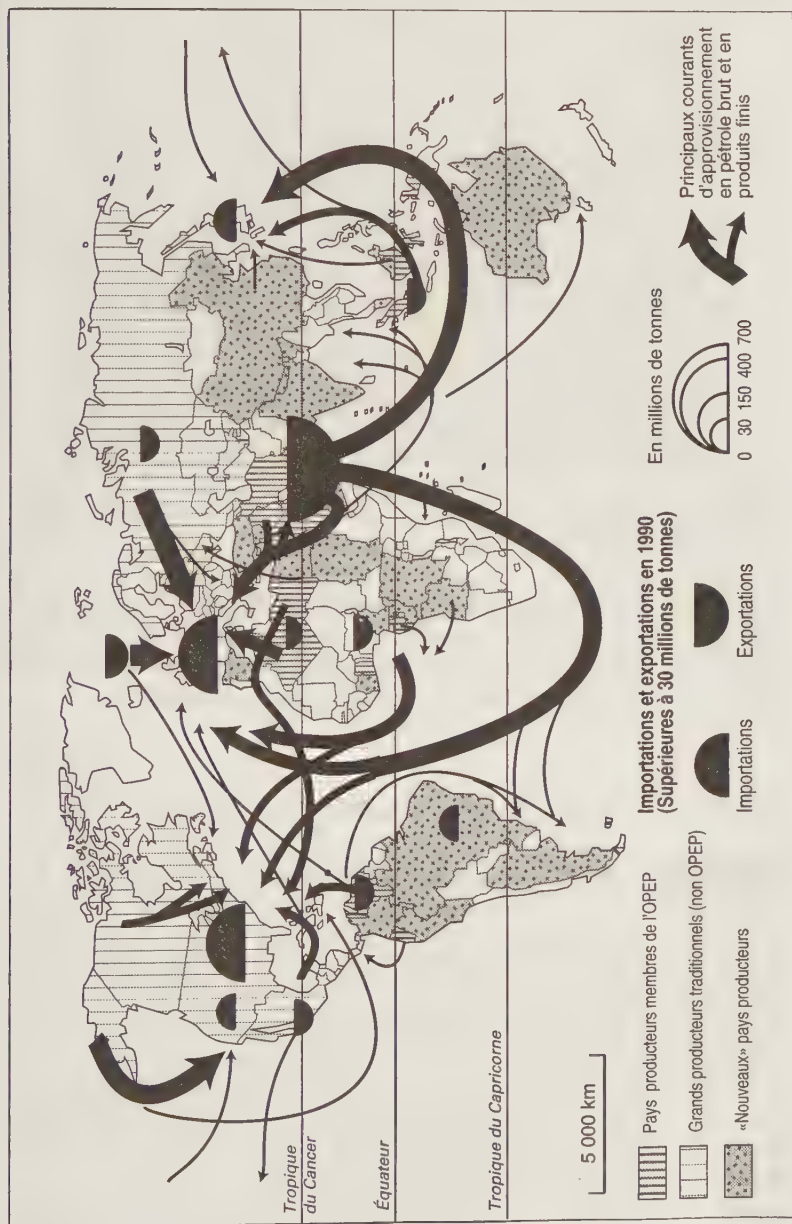
Document 1a Bilans pétroliers - Production et consommation en 1991 (millions de tonnes)

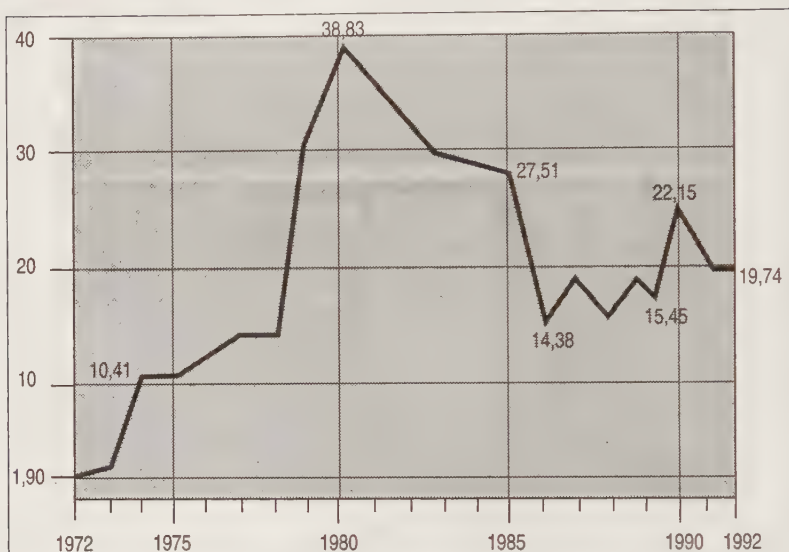
Régions	Productions	%	Consommation	%
Afrique	339 132	10,8	97 400	3,1
Amérique anglo-saxonne	509 553	16,2	849 200	27,0
Amérique latine	389 942	12,4	252 300	8,0
Europe	215 001	6,8	631 300	20,1
Proche et Moyen-Orient	836 388	26,5	153 100	4,9
Extrême-Orient et Asie du Sud-Est	305 958	9,7	635 100	20,2
Ex-URSS	515 416	16,4	420 100	13,4
Reste du Monde	40 494	1,2	102 900	3,3
Ensemble du Monde	3 151 884	100	3 141 400	100

Document 1b Bilans pétroliers - Exportations et importations (millions de tonnes)

Régions ou États	1973	1979	1990	1991
Exportations				
Moyen-Orient	989	1 000	700	685
Nigéria	100	107	110	76
Algérie et Libye	121	152	90	66
Venezuela	170	105	80	94
Indonésie	66	65	45	34
Total OPEP	1 466	1 429	1 025	955
Ex-URSS	120	150	190	99
Mexique	6	27	80	74
Mer du Nord	-	55	120	161
Importations				
États-Unis	350	540	400	385
Japon	270	218	230	243
Europe occidentale	685	675	450	416

D'après *Images économiques du monde*, 1992.





Source : B.P. Statistical Review et Dossiers et Documents du Monde.

Moyenne annuelle des prix du brut ; de 1972 à 1975 inclus, l'« Arabian light saoudien » a été pris comme référence, le pétrole britannique « Brent » ensuite. Le prix est exprimé en dollars courants, c'est-à-dire sans tenir compte de l'inflation ou des variations monétaires.

Inexorablement l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole grignote des parts de marché et refait son retard. En 1986, victimes du contre-choc pétrolier, les treize pays membres ne fournissaient plus qu'un baril de pétrole brut sur trois consommés dans le monde, contre un sur deux en 1977. Or, avec une production moyenne de 26,6 millions de barils par jour, la barre des 40 % a été franchie à nouveau, ou peu s'en faut. [...] Toutefois les gains de parts de marché de l'OPEP, réalisés dans un contexte de quasi-stagnation de la consommation des pays de l'OCDE (38 millions de barils par jour en 1991 ; 38,5 millions

en 1992), ont été chèrement payés. Témoin la faiblesse des cours du pétrole : entre 1991 et 1992, le coût moyen du baril importé par les pays de l'Agence Internationale de l'Énergie – dont la France est devenue membre en 1992 – a baissé de près de un dollar.

Le Monde, Bilan économique et social 1992, janvier 1993.

Les cours du brut stagnent à des niveaux dérisoires. En 1992, indique une étude que publie la banque Paribas, le prix du baril d'arabe léger – longtemps considéré comme une référence – exprimé en dollars de 1973, n'a pas dépassé 4,2 dollars. [...] Autrement dit, le pétrole ne coûte guère plus cher aujourd'hui qu'en 1908, l'année où la découverte de brut en Perse par un ingénieur britannique allait amorcer le développement pétrolier du Proche-Orient.

Le Monde, 27 février 1993.

Les responsables de cette dégradation sont en grande partie les pays producteurs eux-mêmes qui produisent plus d'or noir que prévu. Selon l'Agence Internationale de l'Énergie, en un mois, la production de l'OPEP est passée de 24,35 millions en juin à 24,6 millions de barils quotidiens en juillet. Quatre membres sur douze, le Koweït, l'Iran, l'Arabie saoudite et le Nigéria, auraient ainsi dépassé leurs quotas.

Le Monde, 12 août 1993.

Questions

- **1.** Présentez brièvement les documents et dégagez-en les principaux centres d'intérêt.
- **2.** Quelles conclusions se dégagent de l'analyse des bilans pétroliers ? Commentez (document 1).
- **3.** Comment et suivant quelles routes le pétrole est-il acheminé des lieux de production vers ceux de consommation ? Commentez (document 2).
- **4.** Comment a évolué le prix du pétrole depuis 1972 ? Expliquez et commentez (document 3).
- **5.** Quelles sont les grandes questions que soulève aujourd'hui la situation sur le marché pétrolier (document 4) ?

3 La mobilité des hommes

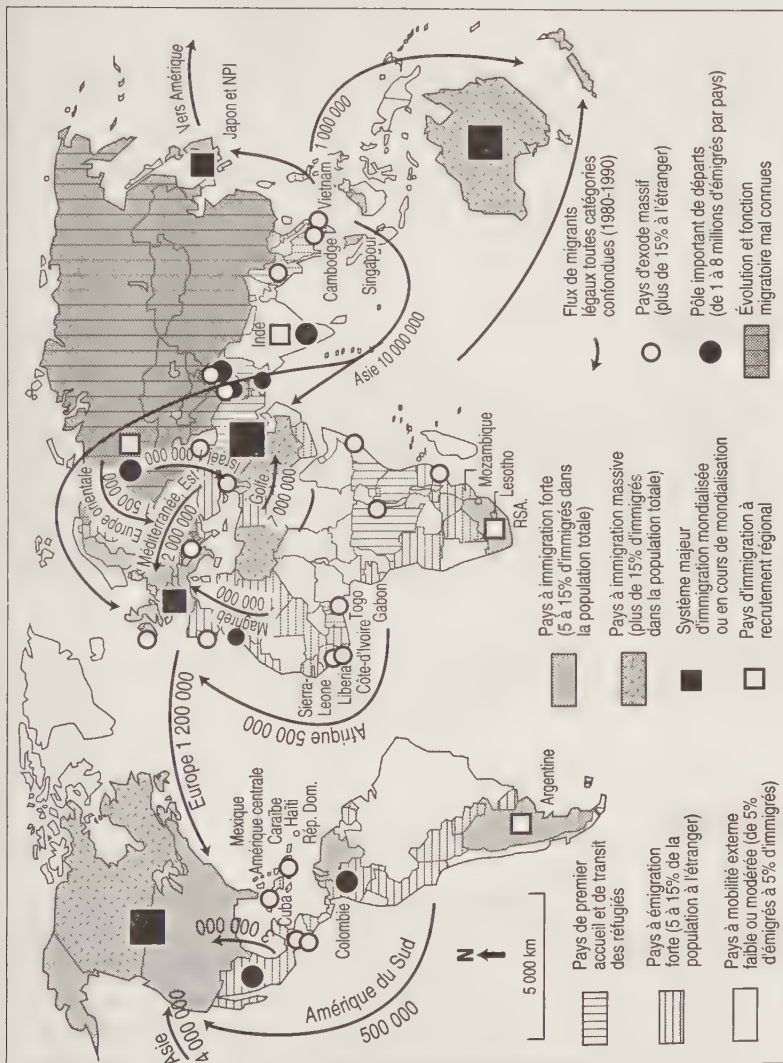
53

POLYNÉSIE FRANÇAISE

SESSION 1996

COMMENTAIRE DE DOCUMENTS

**Les migrations internationales
(déplacements liés au tourisme exclus).**



D'après G. Simon, *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*, PUF, 1995.

Document 2

Au 31 décembre 1993, le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) avait en charge 18,2 millions de réfugiés dans le monde dont un tiers d'Africains [...]. Son budget s'élevait à 1,27 milliard de dollars dont près de la moitié consacrée à l'Afrique.

Françoise Chenel, « Les cinq années qui ébranlèrent le monde », revue *Croissance*, n° 376, novembre 1994.

Document 3

À Rome, ce sont désormais des Égyptiens qui font la pizza ; les domestiques des familles huppées sont philippines, et les marchands ambulants sont souvent sénégalais. Les cueilleurs de tomates de la côte napolitaine sont zaïrois ou ghanéens, et les maçons, un peu partout polonais, albanais ou roumains. Dès 1990, comme en France, certains journaux n'hésitaient pas à parler de « seuil de tolérance dépassé » et « d'invasion ».

Gilbert Rochu, « L'Italie gagnée par la fureur xénophobe », *Le Monde diplomatique*, n° 478, janvier 1994.

Document 4

À Vancouver, 15 % de la population de l'agglomération sont d'origine asiatique : 8,4 % sont de langue maternelle chinoise, 3,1 % indienne, 0,7 % japonaise, sans compter les Philippins et plus récemment des Coréens. Une partie des scieries de la province sont contrôlées par des Canadiens originaires des Indes, et les intérêts japonais ou de la Chine continentale, principaux clients du bois de la Colombie britannique, y sont importants. Vancouver a beaucoup profité de cette manne asiatique. L'avenir semble moins morose qu'ailleurs, dans le cadre de cette nouvelle communauté économique Asie-Pacifique.

Patrice de Beer, *Le Monde*, 3 janvier 1994.

En Malaisie, le gouvernement a décidé non seulement de gérer l'immigration clandestine mais de l'organiser. À cet effet, un accord a été signé à Djakarta. Séparée seulement de la Malaisie par le détroit de Malacca, l'Indonésie constitue pour Kuala-Lumpur un réservoir de main-d'œuvre d'autant plus important que les salaires y sont nettement moins élevés.

Jean-Claude Pomonti, *Le Monde*, 1^{er} janvier 1994.

Questions

- **1.** Présentez brièvement les documents.
- **2.** Établissez une hiérarchie des flux migratoires de la décennie 1980-1990 d'après le document 1.
- **3.** En vous appuyant sur l'ensemble des documents, dégagez les principales causes des mouvements migratoires.
- **4.** À partir des mêmes documents, faites apparaître les conséquences des migrations pour les pays d'accueil.

Les migrations internationales dans le monde (tourisme exclu) : flux, causes et problèmes posés aux pays émetteurs et récepteurs.

Carte obligatoire (2,5 points) : le candidat fera apparaître sur la carte les différents flux et les principales zones émettrices et réceptrices.

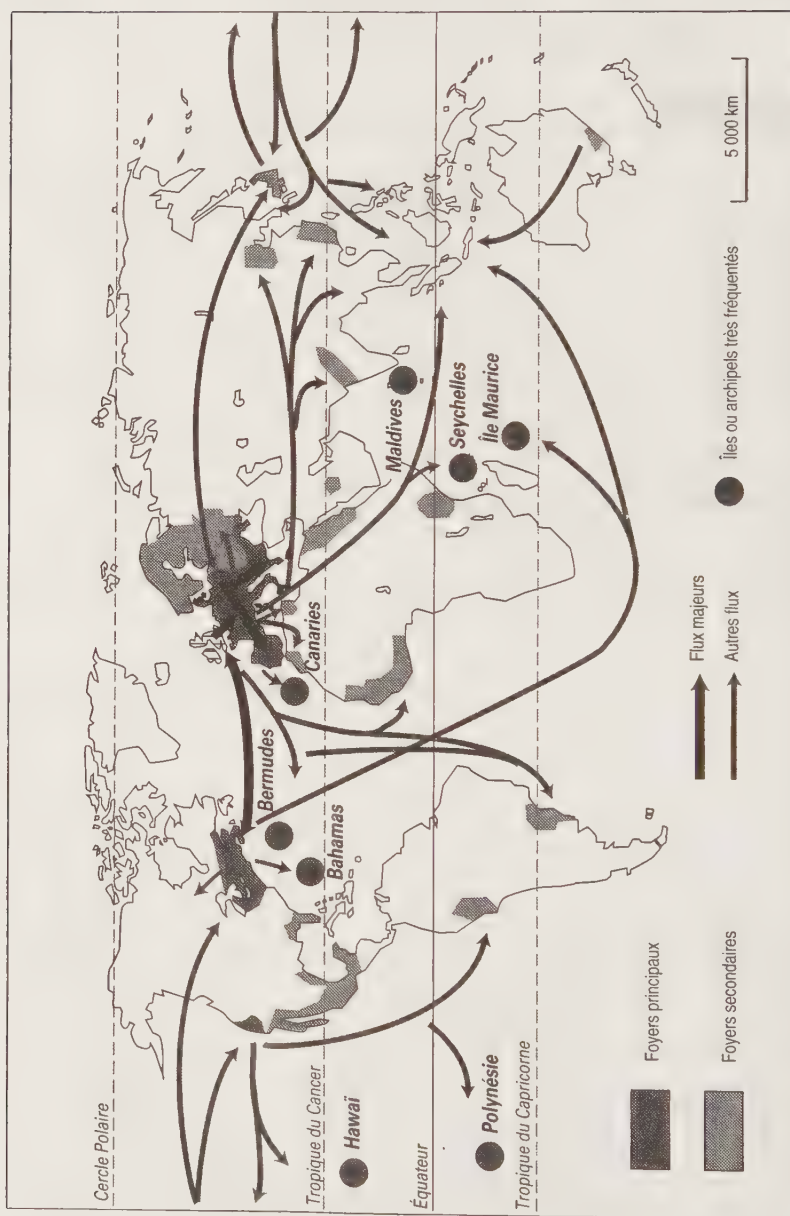


Le tourisme international.

Document 1

Années	Nombre de personnes (millions)	Accroissement moyen annuel (%)
1948	14	-
1950	25	8
1960	69	17
1970	176	15
1980	284	6
1991	450	5

Documents 2, 3 et 4 pages suivantes.



D'après J.-P. Lozato, *Géographie du tourisme*, Masson.

La représentation du tourisme tunisien à Paris a, dans le cadre de la célébration de « La nuit des jasmins », présenté aux professionnels français du secteur du tourisme son programme de communication pour l'année 1997.

Ce programme se distingue par la poursuite des actions réalisées sur le marché français durant l'année précédente et qui ont permis de conforter de nouveau l'afflux des touristes français vers la Tunisie par la réalisation, pour la première fois dans l'histoire du tourisme tunisien, d'un record estimé à un demi-million de Français en Tunisie.

Le programme global est basé sur deux aspects importants, à savoir l'attrait par l'image et les spots publicitaires dans les médias à grande diffusion.

Ainsi la capitale française, Paris, et les autres grandes villes dont le nombre d'habitants dépasse 500 000 verront, à partir du 1^{er} avril, le démarrage de la première vague d'affiches géantes (24 mètres carrés) dans les principales artères de ces villes et dans les stations de métro et de transport public. La même opération devrait se répéter durant les mois d'octobre et novembre prochains.

Par ailleurs, plus de 350 spots seront diffusés, à partir du mois de juin prochain, dans des stations de radios importantes dont « Europe 2 » et « Sky Rock », et ce dans le but de faire connaître le tourisme tunisien sous le signe « Tunisie : une envie de sérénité ».

La Presse, 2 mars 1997.

Document 4 Égypte : les méfaits du tourisme

À terme, c'est un véritable engorgement de l'Égypte ancienne qui peut être redouté, avec une pollution accélérée des monuments les plus fragiles et en particulier de ceux qui contiennent des peintures. [...]

Le sous-secrétaire d'État égyptien au tourisme a reconnu que des mesures devaient être prises, avec le ministère de la Culture, notamment pour protéger les pyramides des cohues et pour préserver certaines tombes. Il pourrait se faire pour l'Égypte ancienne ce qui se pratique dans le monde des grottes ornées d'Europe : limitation du nombre de visiteurs, protection des décors, voire construction de centres où des films, des reconstitutions remplaceraient la visite des monuments originaux. Des Lascaux bis à l'échelle pharaonique.

Ce serait une belle entreprise car bien des monuments égyptiens « n'en peuvent plus » : non les pyramides sans doute mais leur environnement ; et toutes ces petites tombes, où les peintures s'effacent, où les reliefs même se dégradent. De tels centres pourraient en outre permettre de repenser la présentation de l'Égypte ancienne aux visiteurs, de la faire sortir des lieux communs et des descriptions de rites qui en constituent trop souvent aujourd'hui l'essentiel.

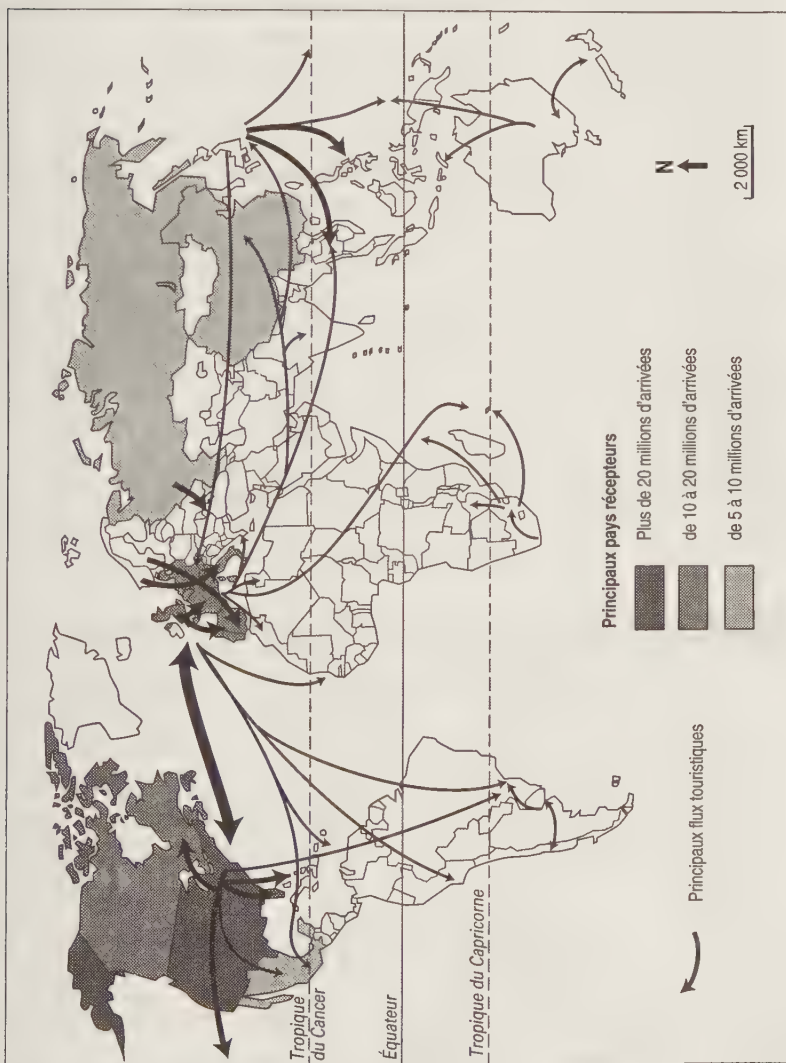
Sciences et Avenir, hors série n° 76, 1990.

Questions

- **1.** Présentez l'ensemble des documents.
- **2.** Décrivez et expliquez l'évolution du tourisme international (document 1).
- **3.** Analysez et expliquez les flux touristiques dans le monde (document 2).
- **4.** Analyser les méthodes de promotion touristique évoquées dans le document 3. En connaissez-vous d'autres ?
- **5.** Pourquoi les ressources naturelles d'un pays peuvent-elles être menacées par le tourisme de masse (document 4) ?
Quelles précautions peut-on prendre ?

Tourisme et développement.

Document 1 Les grands flux touristiques mondiaux



Source : A. Mesplier, P. Bloc-Durauffour, *Le Tourisme dans le monde*, Éd. Bréal, 1992.

Document 2a Les 15 premières dépenses et recettes touristiques

Dépenses touristiques		Recettes touristiques	
Pays	En % du total mondial	Pays	En % du total mondial
1 États-Unis	17,6	1 États-Unis	16,5
2 Allemagne	12,2	2 France	7,9
3 Japon	11,3	3 Espagne	7,7
4 Royaume-Uni	7,7	4 Italie	5,5
5 France	5,2	5 Royaume-Uni	5,4
6 Italie	3,4	6 Autriche	4,5
7 Pays-Bas	3,3	7 Allemagne	4,1
8 Canada	2,9	8 Suisse	2,7
9 Autriche	2,5	9 Canada	2,3
10 Suisse	2,5	10 Hong Kong	2,2
11 Suède	2,4	11 Mexique	1,9
12 Belgique	2,2	12 Corée	1,7
13 Australie	1,9	13 Thaïlande	1,7
14 Mexique	1,7	14 Australie	1,6
15 Espagne	1,6	15 Japon	1,5
Autres	21,6	Autres	32,8
Total mondial	100	Total mondial	100
(198 070 millions \$)		(208 836 millions \$)	

Document 2b Le poids économique du tourisme dans quelques pays

	Recettes touristiques (millions de \$)	Part des recettes touristiques dans le PIB (%)	Valeurs des exportations de marchandises (millions de \$)
Jamaïque	593	15,28	982
Barbade	505	43,68	N.D.
Maroc	3 468	15,49	3 337
Sénégal	138	2,96	600
Thaïlande	3 754	5,38	20 059
Mexique	4 794	2,38	22 975
États-Unis	34 432	0,66	346 948
France	16 500	1,72	172 561

N.D. : Non disponible

Source : F. Vellas, *Le Tourisme*, Éd. Économica, 1992, Banque mondiale - *Rapport sur le développement*, 1991.

Ces effets sont :

1. Les coûts de prise en charge par les budgets publics des infrastructures (aéroports et routes, surtout), des équipements collectifs (eau, électricité, assainissement), des premiers établissements hôteliers capables de lancer le tourisme international ; les États utilisent souvent dans ce but des crédits extérieurs dont le poids du remboursement est écrasant, alors même que ces hôtels sous-occupés ne produisent pas de bénéfices significatifs ;
2. La lourdeur de ces investissements hôteliers [...] avec des coûts de création d'emplois toujours plus élevés que ceux relevés dans les secteurs traditionnels et les branches industrielles (deux fois plus au Kenya, par exemple, en 1982) ;
3. Les frais importants entraînés par la formation des cadres nationaux à l'étranger et le recours à des cadres étrangers autorisés à transférer dans leur pays d'origine une partie de leur rémunération ;
4. Les coûts entraînés par un fort « contenu d'importation » de la demande touristique étrangère, particulièrement élevé pour tout ce qui concerne l'équipement de base des hôtels (chauffage et climatisation, ascenseurs, informatique, etc.) ou des ports et aéroports, notable pour ce qui concerne les fournitures quotidiennes (conserves, boissons alcoolisées) ou l'animation des établissements d'accueil... dans lesquels le client désire trouver les mêmes produits que ceux qu'il consomme sur son lieu de résidence ;
5. Les paiements multiples réalisés au profit des entreprises étrangères opérant dans le pays : commissions aux transporteurs et aux voyagistes, redevances aux gestionnaires hôteliers, dividendes aux investisseurs et remboursements aux créanciers, etc. ;
6. Les charges moins visibles des effets inflationnistes engendrés par la consommation touristique étrangère (dans les environs de Waza, au Cameroun, le prix du poulet double entre la saison des pluies et la période touristique, l'arc et la lance augmentent de 50 %, *Le Monde*, 18-19 juillet 1976).

G. Cazes, *Le Tourisme international*, Hatier, 1989.

Questions

- **1.** Présentez les documents.
- **2.** En analysant les documents 1, 2a et 2b, définissez la place des pays en développement dans le tourisme international.
- **3.** À partir des documents 2a et 2b ainsi que du document 3, dégagez les aspects positifs et négatifs de l'activité touristique dans les pays en développement.
- **4.** À partir de l'ensemble des documents et de vos connaissances, dites en conclusion quelle place peut tenir le tourisme international dans les stratégies de développement.

4 Les États-Unis

57

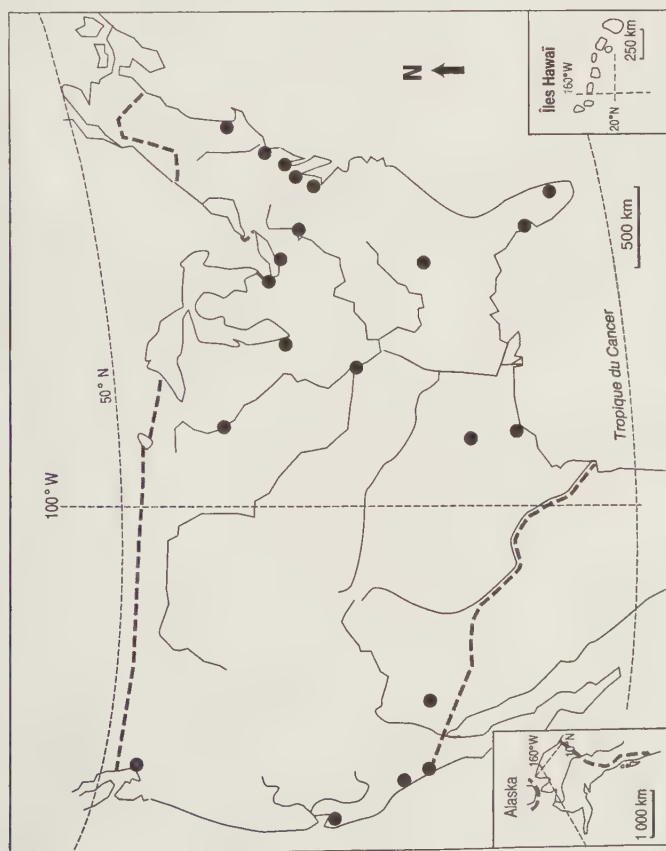
POLYNÉSIE FRANÇAISE

SESSION 1996

DISSERTATION

Les caractères actuels de la population des États-Unis.

La carte, obligatoire (*notée 2,5 points sur 10*), fera apparaître la répartition des densités et les grands flux migratoires.



La population des États-Unis.

La carte, obligatoire (*notée 2,5 points sur 10*), fera apparaître la répartition et la mobilité de la population sur le territoire des États-Unis.

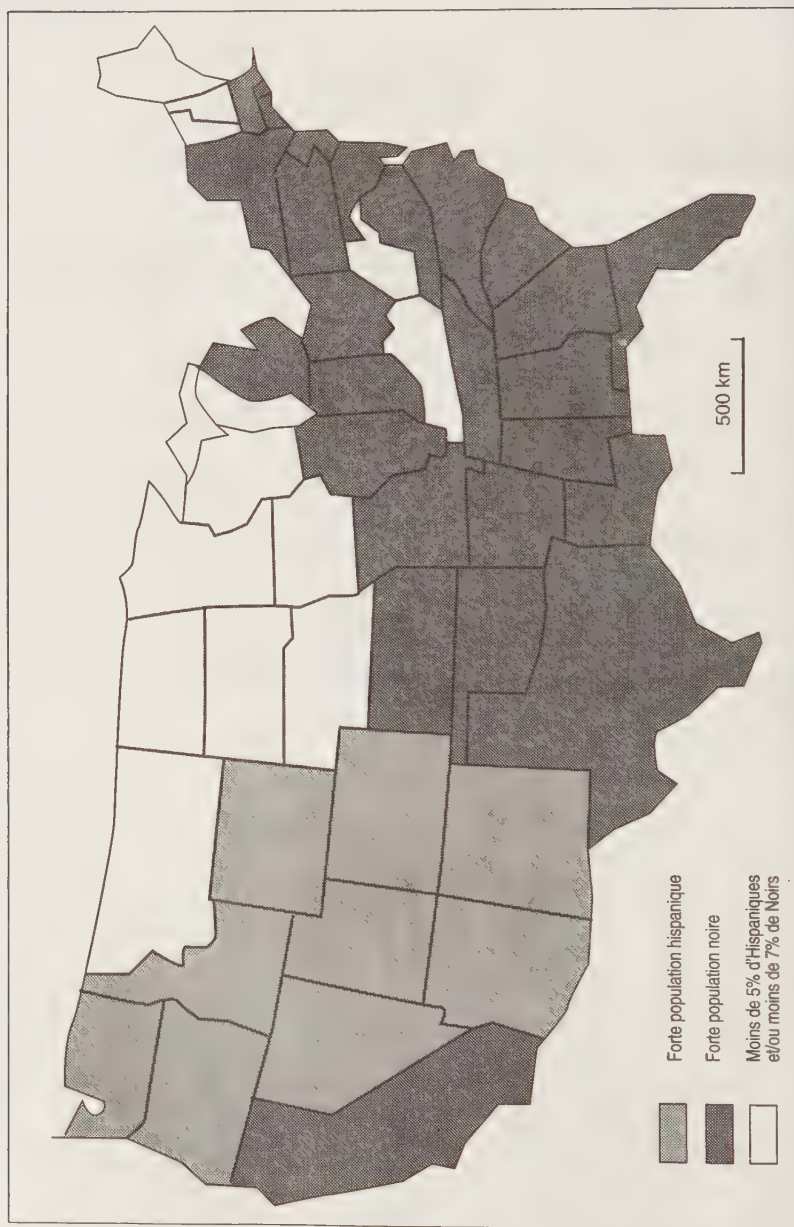


Les minorités ethniques aux États-Unis d'Amérique.

Document 1 Composition ethnique des États-Unis - 1980-1990

	1980	1990	Augmentation	
États-Unis	226 945 806	248 709 873	22 164 068	+ 9,8 %
Blancs	188 371 622 (83,1 %)	199 686 070 (80,3 %)	11 314 448	+ 6 %
Noirs	26 495 025 (11,7 %)	29 986 060 (12,1 %)	3 491 035	+ 13,2 %
Indiens	1 420 400 (0,6 %)	1 959 234 (0,8 %)	538 834	+ 37,9 %
Asiatiques	3 500 439 (1,5 %)	7 273 662 (2,9 %)	3 773 223	+ 107,8 %
Autres races	6 758 319 (3 %)	9 804 847 (3,9 %)	3 046 528	+ 45,1 %
Hispaniques (toutes races)	14 608 673 (6,4 %)	22 354 059 (9 %)	7 745 386	+ 53 %

D'après recensement de 1990, dans *Historiens-Géographes*, n° 334, novembre/décembre 1991, p. 250.



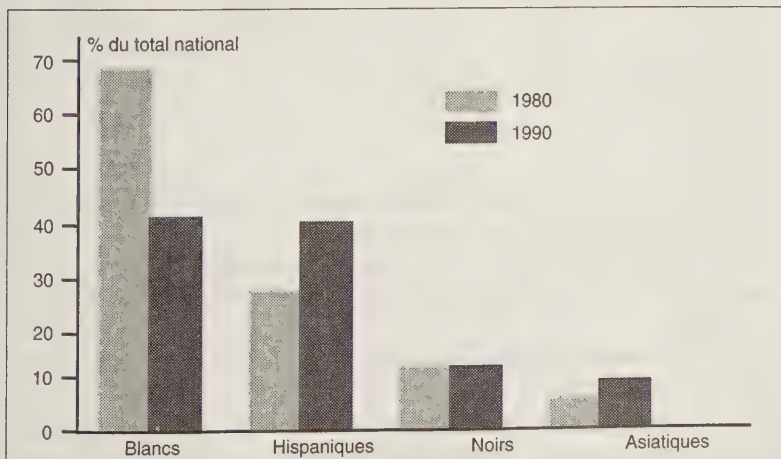
Source : J. Lévy, M.-F. Durand, D. Retailié, *Le monde : espaces et systèmes*, PFNSP et Dalloz, 1993.

Sur le plan politique, la plupart des élus – démocrates et républicains confondus – rivalisent de propositions pour chasser les illégaux latinos, devenus les boucs émissaires d'un malaise plus global, à un moment où la reprise économique se fait attendre.

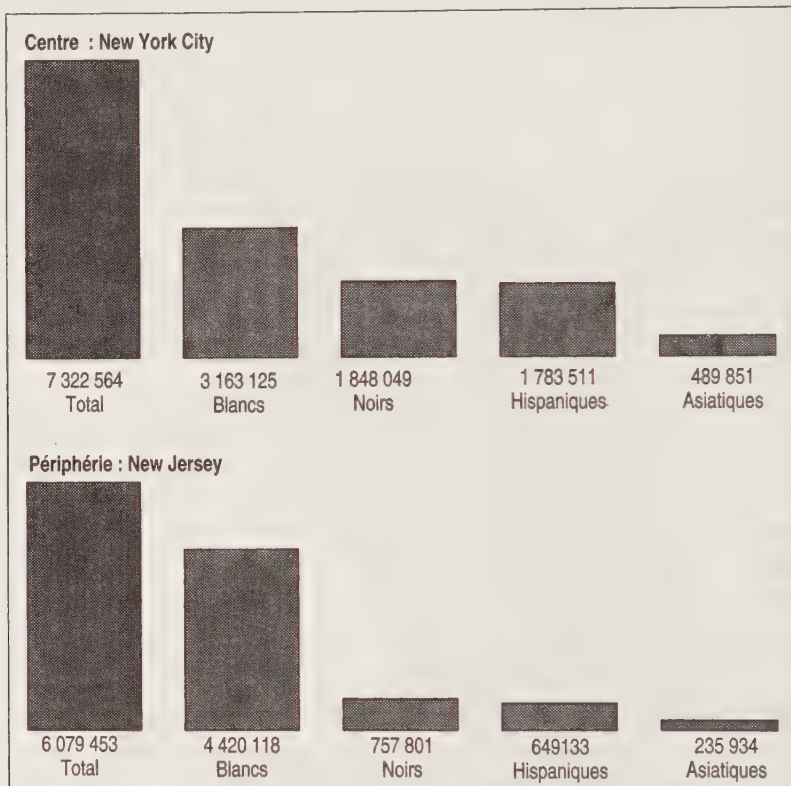
Les plus virulents sont deux républicains de la Chambre des Représentants, qui veulent aussi interdire aux clandestins et à leurs enfants de fréquenter les écoles publiques et les priver du bénéfice des services de santé. Ils soutiennent, études à l'appui, que les illégaux coûtent chaque année 2 milliards de dollars à la Californie ; ils relèvent que le déficit budgétaire de cet État, dont le montant prévu s'élève à 2,5 milliards de dollars pour l'année fiscale en cours, pourrait être presque résorbé sans les clandestins.

Auteur d'une vaste enquête sur la population hispanique du sud de la Californie en 1992, le sociologue David Hayes-Bautista de l'UCLA (Université de Californie à Los Angeles) dément fermement : les Latinos, légaux ou illégaux, sont moins dépendants des aides sociales que les Blancs, ils sont moins souvent sans emploi et contribuent largement au « rajeunissement de la population californienne » en procréant davantage, notamment.

Le Monde, 21 mai 1994.



Source : *Le Monde*, 21 mai 1994, d'après le Census Bureau.



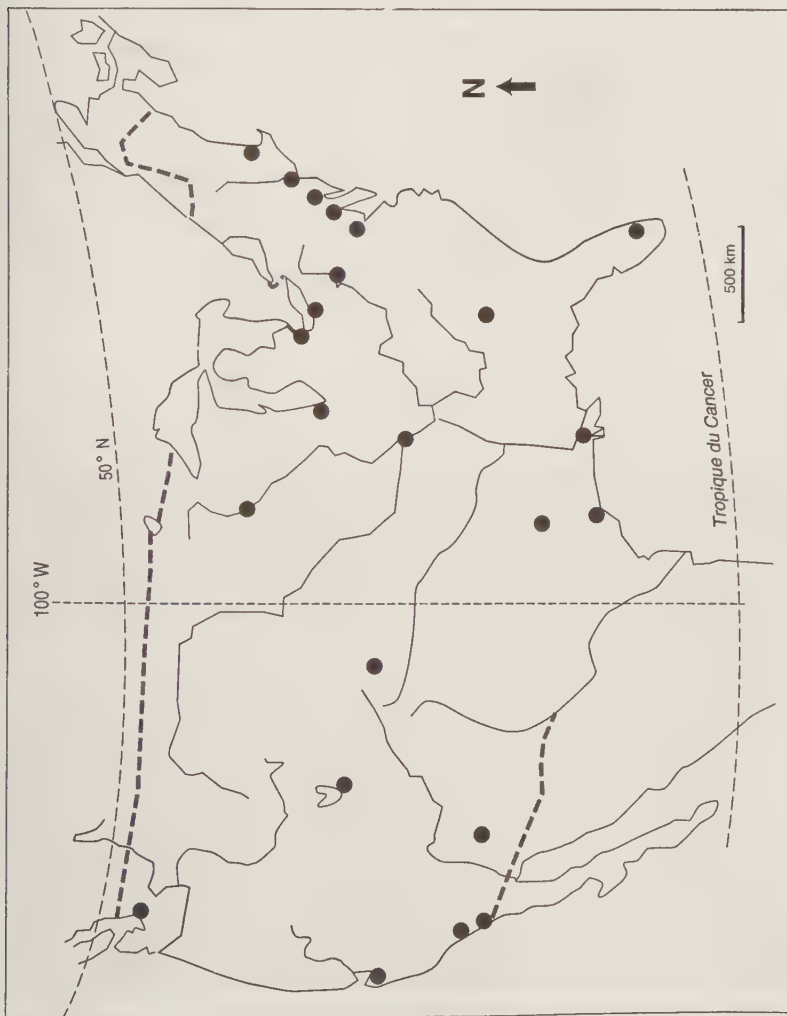
Source : dans J. Lévy, M.-F. Durand, D. Retraillé, op. cit.

Questions

- ▶ 1. Après avoir précisé l'origine et la nature de chacun des documents, identifiez les thèmes qui y sont présentés.
- ▶ 2. À l'aide des documents, analysez la composition ethnique des États-Unis d'Amérique, son évolution récente entre 1980 et 1990, sa répartition.
- ▶ 3. À l'aide des documents, dégagez l'originalité de la minorité hispanique aux États-Unis.
- ▶ 4. À l'aide de l'ensemble des documents, montrez comment les « problèmes » liés aux minorités ethniques se posent de manière différente à l'échelle nationale et à l'échelle régionale.

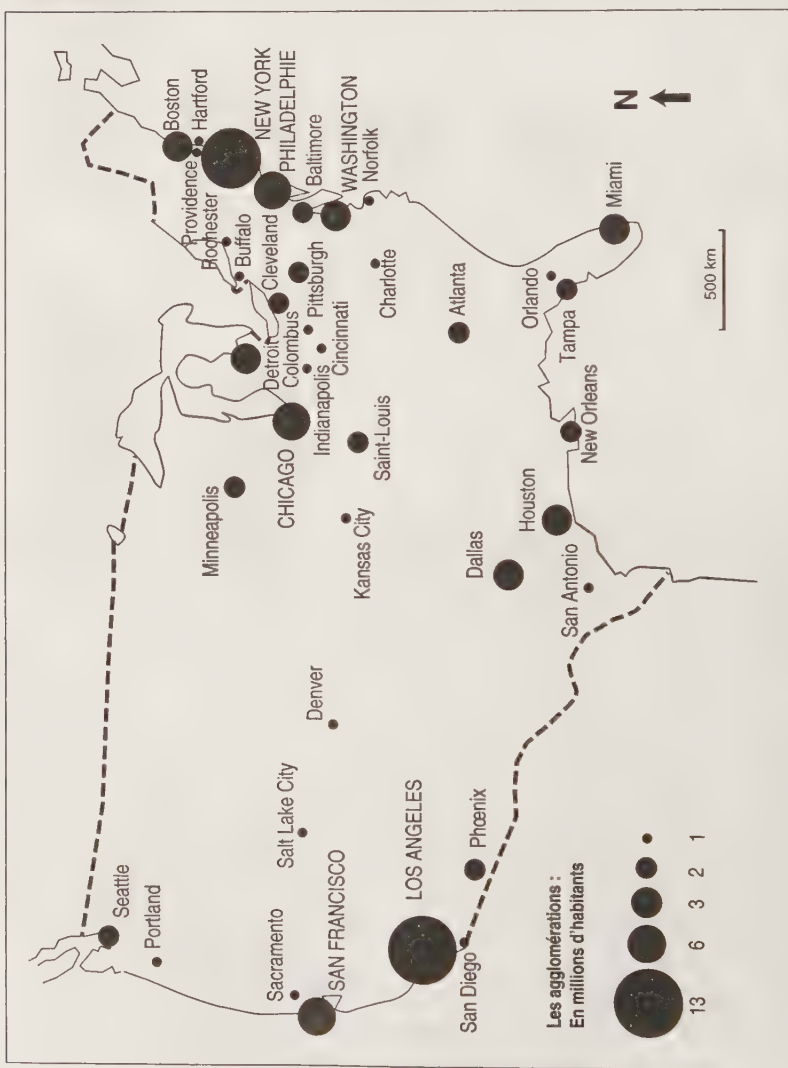
Les villes des États-Unis.

Après avoir souligné l'importance du phénomène urbain dans ce pays, vous présenterez la répartition spatiale et l'évolution des grandes métropoles ainsi que les disparités de l'espace urbain. Sur le croquis, indiquez les grandes agglomérations, leur évolution et les flux de population.



La ville, reflet de l'organisation de l'espace et de la société des États-Unis.

Document 1 Les agglomérations millionnaires en 1990



Source : *L'organisation de l'espace mondial*, Magnard, 1993.

Document 2

La population des agglomérations de plus de 2 millions d'habitants en 1990 et leur évolution en pourcentage entre 1980 et 1990

Agglomérations	Évolution 1980-1990 en %	Population en 1990 en millions	Agglomérations	Évolution 1980-1990 en %	Population en 1990 en millions
Phoenix	40,6	2,1	Baltimore	8,3	2,3
San Diego	34,2	2,5	Minneapolis	5,3	2,2
Dallas	32,6	3,9	Boston	5	4,1
Atlanta	32,5	2,8	Philadelphie	3,9	5,9
Tampa	28,2	2	New York	3,1	18
Los Angeles	26,4	14,5	Saint Louis	2,8	2,4
Seattle	22,3	2,5	Chicago	1,6	8
Miami	20,8	3,2	Detroit	- 1,8	4,6
Washington	20,7	3,9	Cleveland	- 2,6	2,8
Houston	19,7	3,7	Pittsburgh	- 7,4	2,2
San Francisco	16,5	6,2			

Source : US Census Bureau.

Document 3

Photographie aérienne oblique de Houston (Texas)



Source : *Manuel de Terminale-Géographie*, Hatier. ph© George Hall / Susan Griggs Agency - D.R.



Source : *Hérodote*, 65-66 (1992), p. 328.

La ségrégation raciale accélère l'isolement social : lorsque le taux de pauvreté s'élève, la misère supplémentaire se concentre presque automatiquement sur quelques quartiers déjà sinistrés, souvent exclusivement noirs, proches entre eux et isolés des zones de résidences plus prospères. La période de dislocation économique des années 70 et 80 a ainsi abouti à une concentration géographique de la pauvreté. [...] Les Noirs qui vivent dans une zone de pauvreté extrême ne fréquenteront que des Noirs pauvres. La pénurie de transports publics, qui assigne toute une population à résidence, conforte cette situation, cet univers social refermé sur lui-même. [...]

Le discours des Noirs du ghetto s'éloigne de plus en plus de l'anglais traditionnel parlé par les Blancs. Désormais, les deux langues possèdent des règles de grammaire, des prononciations et, surtout, des vocabulaires distincts. [...]

Puisque les Blancs parlent l'anglais « classique », réussissent à l'école, travaillent dur, se marient, et élèvent leurs enfants, être Noir obligera, faisant de nécessité vertu, à parler la langue des ghettos, à être un élève médiocre, à refuser emploi légal et mariage. Les conditions économiques et sociales du ghetto obligent ainsi leurs résidents à une stratégie de survie qui peut déboucher sur la glorification de comportements asociaux. [...] Certaines chansons de rap illustrent et valorisent des comportements de desperado. [...] En concentrant les pauvres dans des zones radicalement homogènes, la ségrégation a ainsi construit la niche dans laquelle les comportements destructeurs prolifèrent.

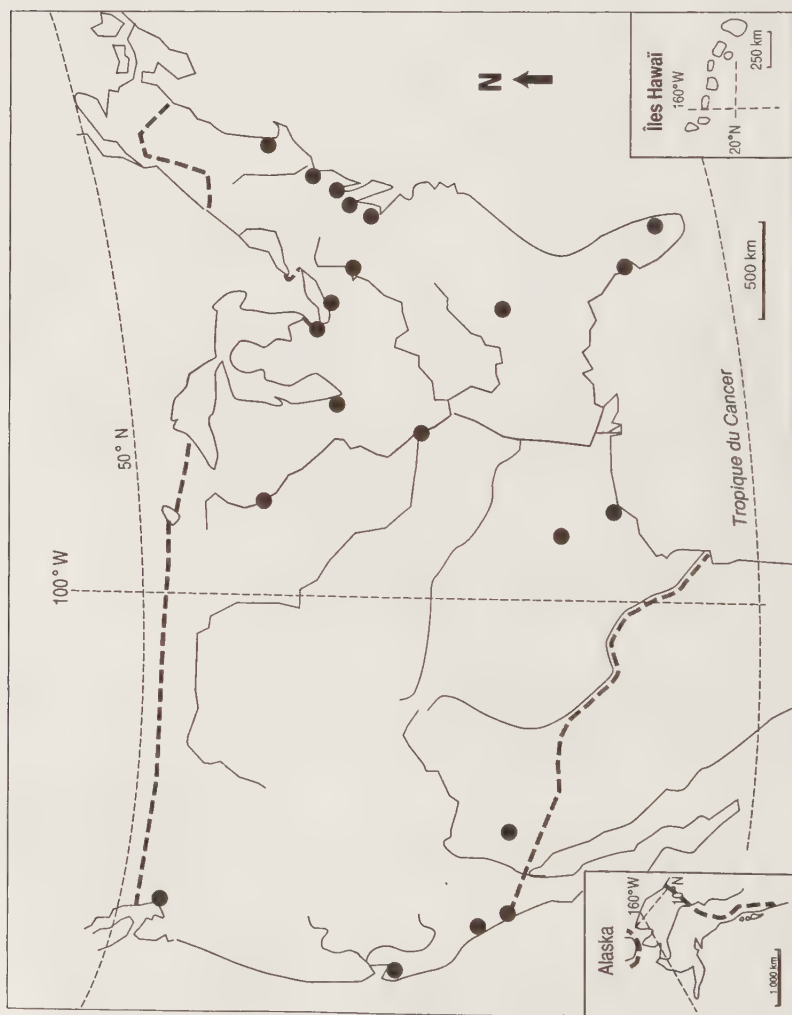
D. Massey, *Le Monde diplomatique*, février 1995.

Questions

- 1. Présentez les documents proposés en dégagant leur intérêt.
- 2. À l'aide des documents 1 et 2, montrez que la distribution et l'inégal dynamisme des agglomérations des États-Unis reflètent bien l'organisation générale de l'espace américain.
- 3. À partir du document 3, dégagez les grands traits du paysage urbain américain.
- 4. Les documents 4 et 5, permettent de cerner des caractéristiques et des problèmes de la société américaine : lesquels ?
En quoi l'espace urbain est-il le miroir grossissant de ces faits ?

L'organisation de l'espace aux États-Unis : disparités et dynamiques.

Le croquis, obligatoire, fera apparaître les grands types de régions et leur inégal dynamisme.



L'agriculture des États-Unis :

sa place dans l'organisation de l'espace, l'économie
et la puissance du pays.

Les principaux espaces industriels des États-Unis.

Vous insisterez sur les divers facteurs de localisation et sur les mutations
actuelles.

Croquis obligatoire.



Le Nord-Est est-il encore le cœur des États-Unis ?

Le candidat complètera (au choix) l'un des deux fonds de cartes proposés ou réalisera un croquis.

Il fera notamment apparaître l'extension de cette région et son rayonnement sur le territoire américain.

Carte ou croquis obligatoire comptant pour 1/4 de la note.

Document 1

Part du Nord-Est dans la population et l'emploi industriel aux États-Unis (en %)

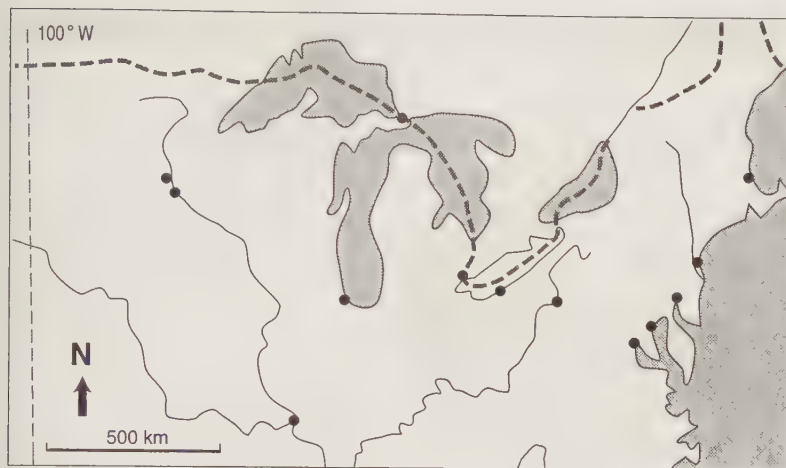
Nord-Est %	Années 60	Années 70	Années 80	Début des années 90
Part de la population	45	43	40	37
Part dans l'emploi industriel	59	55	48	45

D'après *Documentation photographique*, n° 7005, 1991.

	% du territoire	% de la population	% du PIB
Nord-Est	16	38	40
Intérieur	54	24	20
Nouveau Sud	20	23	23
Ouest Pacifique	10	15	17

Cité dans *Hachette Terminale*, 1995.





66

SUJET NATIONAL

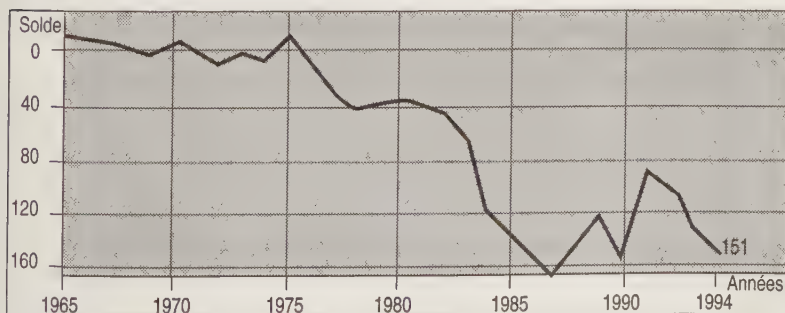
SEPTEMBRE 1996

COMMENTAIRE DE DOCUMENTS

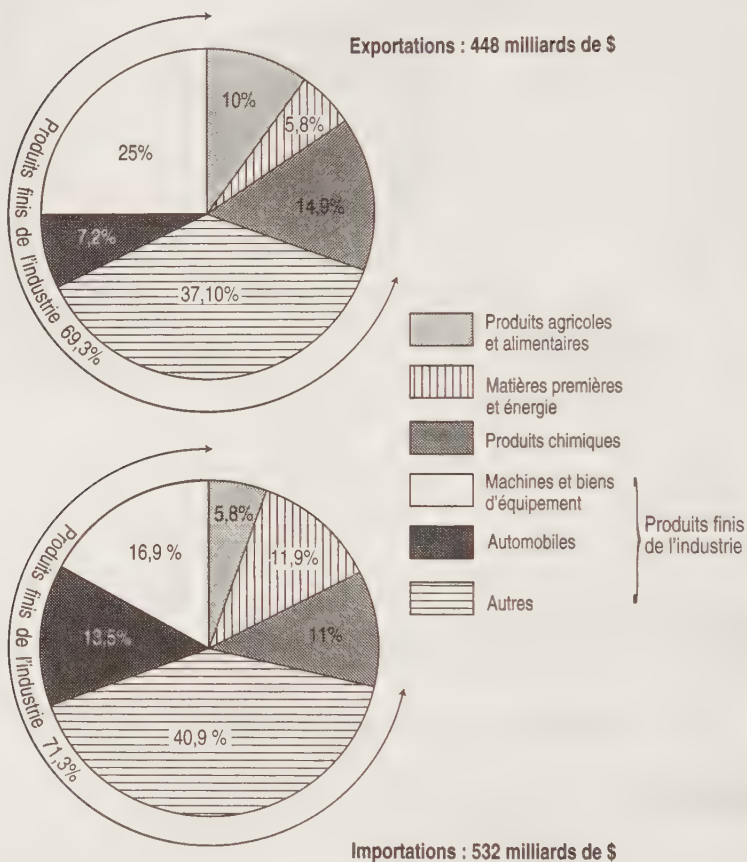
Le commerce extérieur des États-Unis.

Document 1

L'évolution du commerce extérieur
(en milliards de dollars)



D'après *Images économiques du monde*.



Source : *Structure du commerce extérieur des États-Unis*, Bethemont-Breuil.

	Importations		Exportations		balance ¹
	Montant (milliards \$)	% du total	Montant (milliards \$)	% du total	
Canada	98,5	18,5	90,6	20,2	- 7,9
Mexique	35,2	6,6	40,6	9	+ 5,4
Reste de l'Amérique latine	33,1	6,2	35,5	7,9	+ 2,4
Union européenne	96,5	18,1	105,4	23,8	+ 8,9
Reste de l'Europe y compris CEI	19,1	3,6	20,1	4,5	+ 1
Japon	97,2	18,2	47,8	10,7	- 49,4
Reste de l'Asie	131,5	24,7	86,6	19,3	- 44,9
dont :					
– 5 pays à forte croissance <i>Taiwan, Hong Kong, Singapour, Corée du Sud, Malaisie)</i>	70,7	13,3	52,9	11,8	- 17,8
– Chine	25,7	4,8	7,4	1,6	- 18,3
Afrique	16	3	10,1	2,2	- 5,9
Océanie	5,4	1,1	10,8	2,4	+ 5,4
Total	532,5	100	448,1	100	- 84,4

Source : US Bureau of Census, US Merchandise Trade.

1. En milliards de \$.

Bill Clinton est bon boxeur. D'abord, il défie un adversaire à sa portée, l'Europe, avec laquelle les échanges commerciaux sont grosso modo bien équilibrés. Prudemment, il fait preuve de moins de virulence à l'égard du Japon, en dépit du déficit commercial de 60 milliards de dollars que les États-Unis enregistrent vis-à-vis de ce pays.

Contre le challenger désigné, le président des États-Unis joue de sa « droite » : le protectionnisme. On laisse dire à Washington que le projet d'accord agricole, conclu en novembre 1992, avec la CEE est déséquilibré et qu'on n'aurait jamais dû accepter que celle-ci puisse produire 11 millions de tonnes d'oléagineux par an, alors qu'elle ne dépassait pas 3 millions il y a dix ans. En matière de marchés publics, Washington s'insurge contre la préférence accordée par les Douze à leurs entreprises lorsque les prix de celle-ci n'excèdent pas plus de 3 % ceux des entreprises des autres pays... même si le Buy American Act protège depuis 1933 encore plus efficacement les entreprises américaines. [...]

On voit aujourd'hui le « gauche » de Bill Clinton se préparer : l'interventionnisme. Esquissant une politique industrielle, il annonçait, lundi 22 février, des aides fiscales à l'investissement dans les secteurs de pointe et des subventions en faveur d'une « autoroute de l'information ». Il y a gros à parier qu'il se servira, demain, de l'accord signé en juillet 1992 avec la CEE sur le financement des avions civils. [...]

Plutôt que de lancer des représailles contre les Européens, avec lesquels les Américains étudient un super Concorde et un avion géant, M. Clinton est en passe d'aider son aéronautique, lui aussi. L'Amérique, qui n'est plus impériale sur le plan économique, redécouvre les mérites d'une politique industrielle.

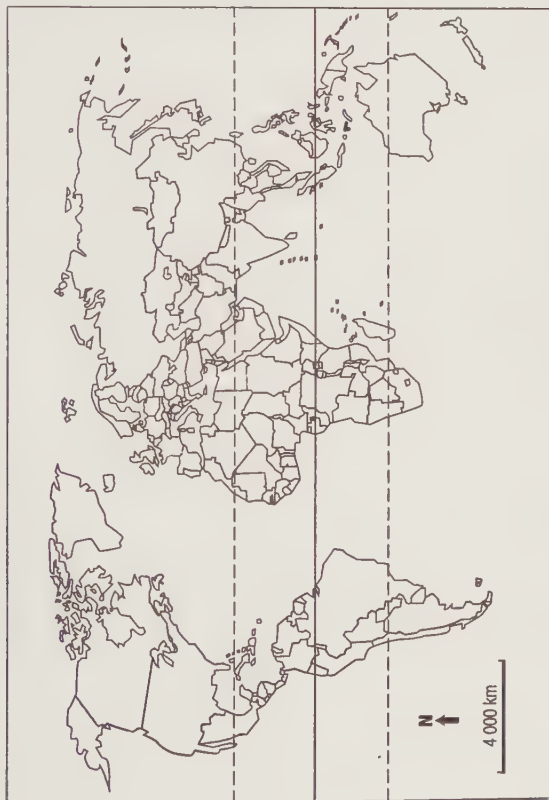
Le Monde, 24 février 1993.

Questions

- **1.** Présentez les documents proposés et dégager l'intérêt du sujet.
- **2.** À l'aide du document 1, étudiez l'évolution du solde commercial des États-Unis et distinguez les principales phases de cette évolution. Comment peut-on les expliquer ?
- **3.** Analysez la structure des échanges commerciaux (document 2)
 - a) Soulignez les points faibles de l'économie américaine en étudiant la nature des produits importés.
 - b) La nature des exportations permet-elle de dégager des points forts ?
- **4.** En utilisant le document 3, classez les partenaires commerciaux des États-Unis. Justifiez ce classement et expliquez les causes des déficits.
- **5.** En utilisant vos connaissances ainsi que le document 4 (texte), vous exposerez les solutions imaginées par les autorités américaines.
- **6.** En conclusion, peut-on dire que le déficit commercial est un signe de déclin de l'économie américaine ?

Les États-Unis dans le système-monde.

Carte obligatoire.



Les États-Unis d'Amérique, puissance mondiale.

Vous présenterez les aspects intérieurs et extérieurs de cette puissance, en en montrant, aussi, les limites.

5 La Russie

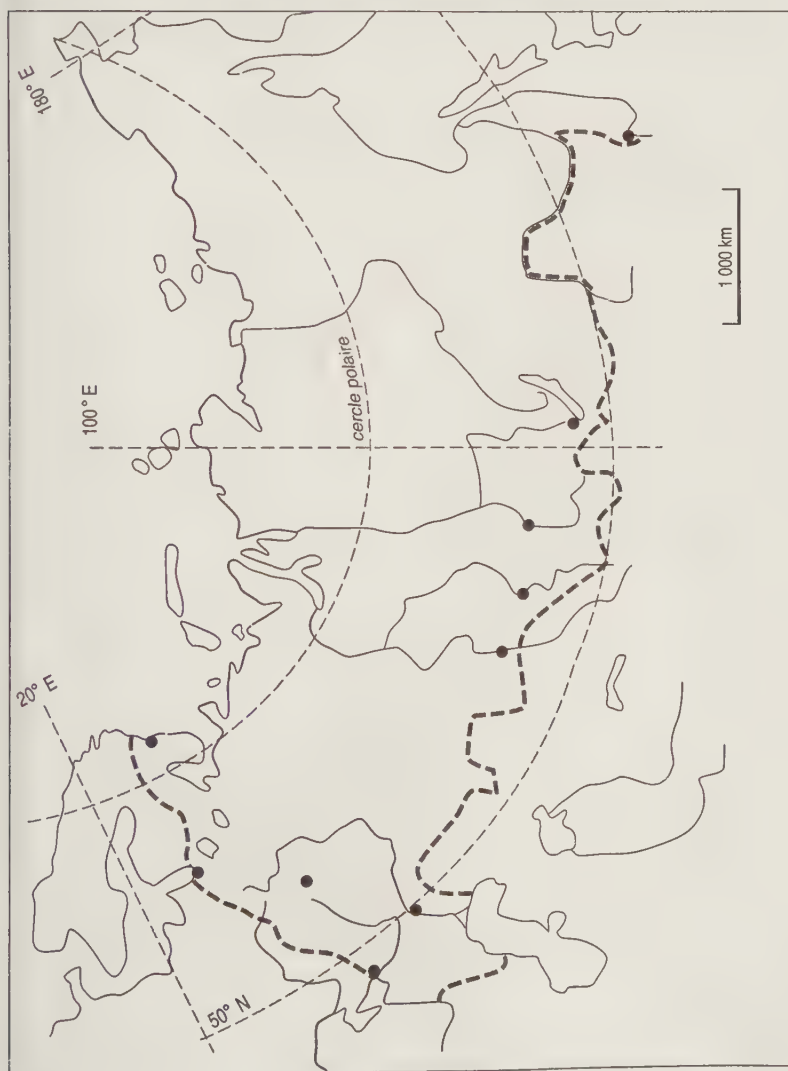
Peuplement et population de la Russie.

La carte obligatoire, (notée 2,5 points sur 10), montrera les contrastes du peuplement et les principaux flux migratoires.



La population de la Russie.

Sur le croquis, obligatoire, localisez les principales villes et faites apparaître la répartition ainsi que les flux majeurs de la population.



La population de la Russie.

Vous présenterez sa répartition, sa diversité et ses dynamiques actuelles en montrant la part des différents facteurs.

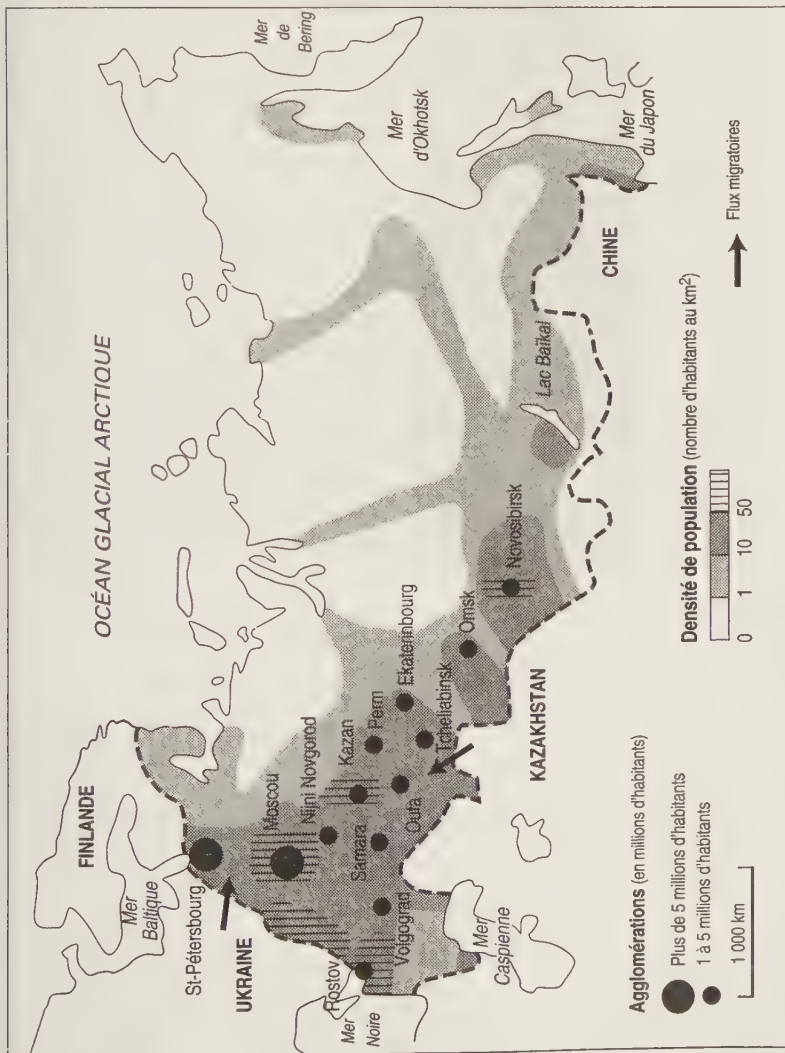
La carte fera apparaître les contrastes de répartition, la localisation de quelques agglomérations et des éléments de la dynamique actuelle de la population.

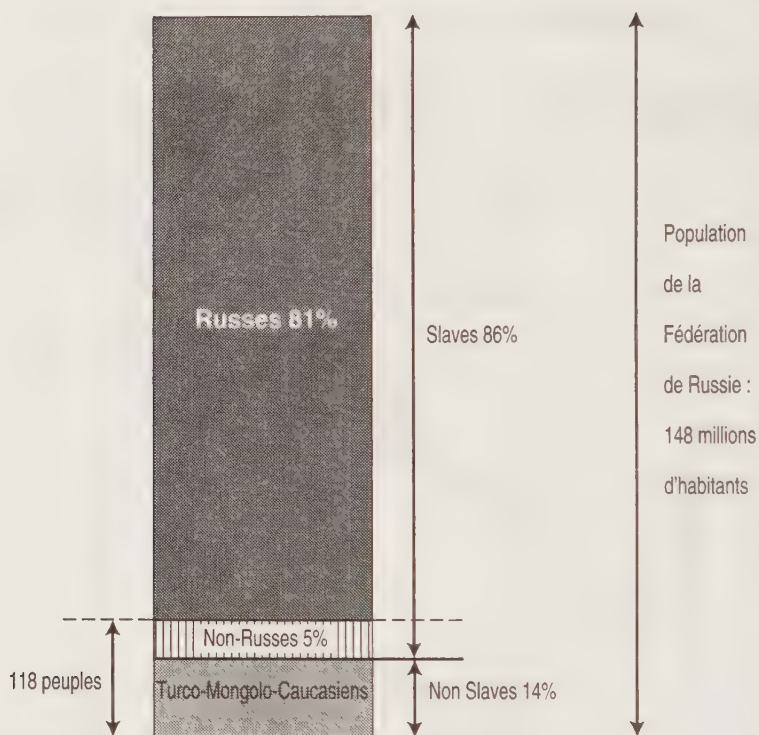


Les problèmes de la population russe.

Document 1

Russie : répartition de la population





Ils sont vingt-cinq millions à vivre coupés de leur « métropole », en dehors de la Russie où un tiers d'entre eux voudraient revenir. Au temps de l'URSS, ils étaient partis, volontairement ou non, s'installer aux quatre coins de l'empire pour la bonne cause des grands chantiers ou pour être les relais du centre. L'URSS n'est plus et les « pieds rouges » ne savent plus ce qu'ils vont devenir...

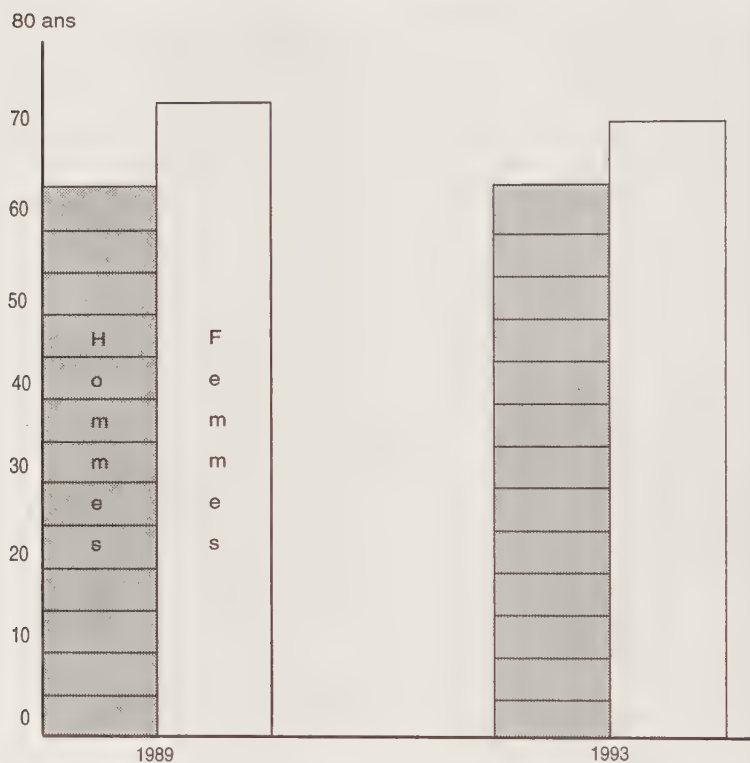
Les premiers sont revenus d'Azerbaïdjan... La seconde vague de retour a lieu en ce moment... Les pieds rouges fuient la Moldavie... les pays baltes... les républiques musulmanes... Ils n'ont jamais appris la langue nationale et ont toujours baigné dans une culture russe...

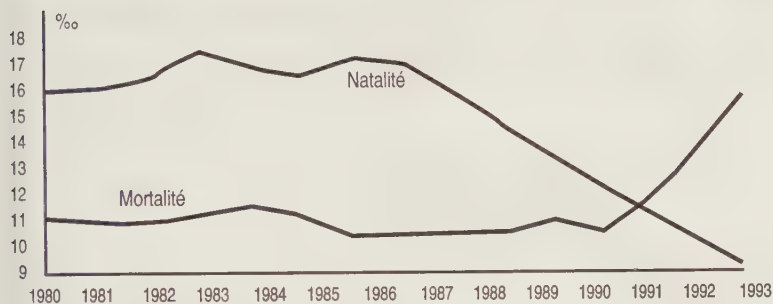
Les pieds rouges ne rentrent pas seulement à cause des conflits, mais bien parce qu'ils se retrouvent minoritaires dans des pays qui les considèrent comme des occupants...

Moscou et Saint-Pétersbourg sont totalement incapables d'absorber ces nouveaux arrivants, vu la très grande pénurie de logements qui ne date pas d'hier. « Nous les dirigeons vers le centre de la Russie, près de Smolensk par exemple », indique Sergueï Smidovitch, directeur général adjoint du département du travail à Moscou.

Ainsi fait-on d'une pierre deux coups : la Russie accueille « ses enfants » et repeuple en même temps des régions devenues au fil des temps complètement désertiques.

Isabelle Mandraud, *Le Monde*, 19 juin 1993.





Questions

- 1. Présentez brièvement les documents en dégagant les thèmes abordés.
- 2. Analysez, à partir du document 1, les grandes inégalités de la répartition de la population.
- 3. Montrez, à l'aide du document 2, la diversité ethnique de la population de la Russie et précisez les problèmes qu'elle entraîne. D'après le document 3, à quelles difficultés les « pieds rouges » sont-ils confrontés ?
- 4. Décrivez et expliquez, d'après les documents 4 et 5, l'évolution démographique de la population russe.
- 5. Montrez, en conclusion, que les documents sont révélateurs des problèmes qui se posent à la Russie.

La mise en valeur de l'espace russe.

6

L'affirmation de l'aire Pacifique

L'aire Pacifique a-t-elle une unité ?

Carte obligatoire. Le candidat représentera notamment les pôles économiques majeurs, les grands flux de marchandises et de capitaux, et fera ressortir les disparités de développement.

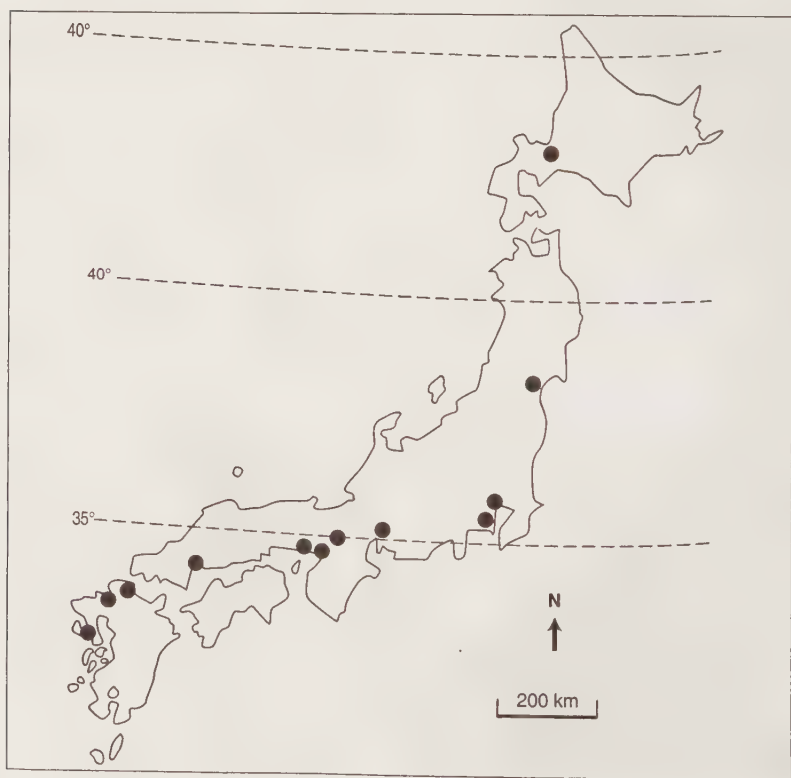


Le développement des nouveaux pays industriels d'Asie.

À partir de l'exemple de la Corée du Sud ou de Singapour, vous en étudierez les aspects, les facteurs et les limites.

Les fondements de la puissance japonaise.

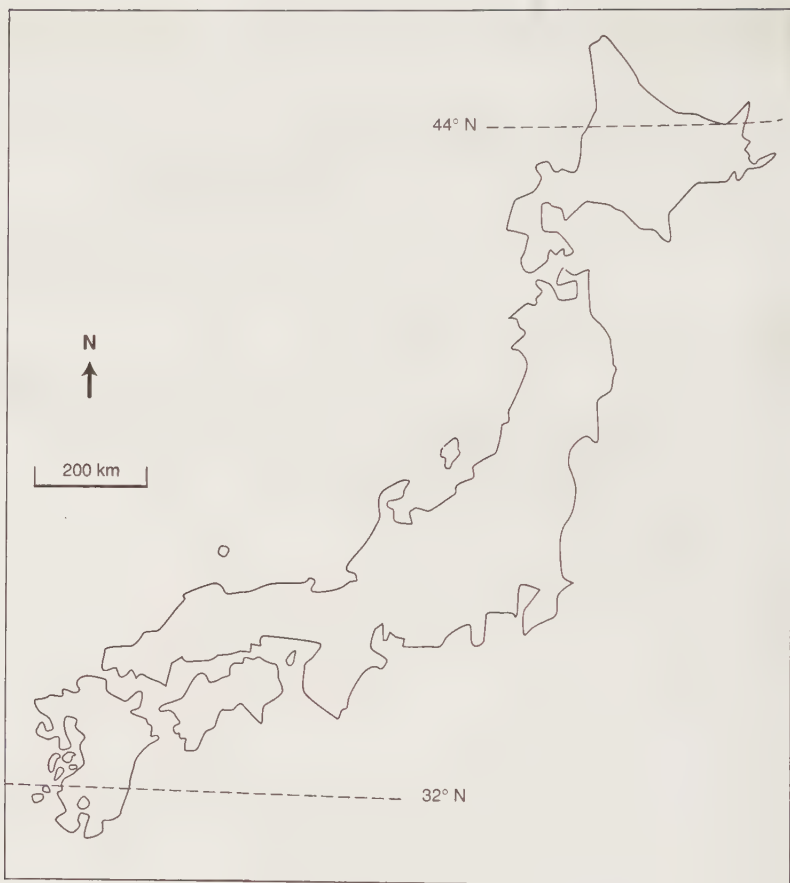
Croquis obligatoire.



**Aspects, moyens et limites
de la puissance japonaise dans le monde.**

La puissance industrielle mondiale du Japon :
aspects, fondements, localisations, limites.

Carte obligatoire, *notée 2,5 points sur 10.*



79

CENTRES ÉTRANGERS, GROUPE I

JUIN 1997 • DISSERTATION

► SUJETS 72, 87

La puissance économique japonaise et son rayonnement.

Fondements, points forts, limites.

Le Japon : une puissance économique dans l'aire Pacifique.

La carte, obligatoire (2,5 points), mettra en évidence, d'une part, la localisation des principaux pays ou groupes de pays concernés et d'autre part la nature, l'importance et la direction des relations internes à cet ensemble géographique.



7 Des pays en voie de développement

81

AMÉRIQUE DU NORD

JUIN 1997 • DISSERTATION

► SUJETS 46, 69

Voie et situation de développement du Brésil.

La carte, obligatoire (*notée 2,5 points sur 10*), montrera les contrastes de la mise en valeur du territoire brésilien.



Aspects et limites du développement du Brésil.

La carte, obligatoire, fera apparaître les disparités régionales de développement.



La méthode brésilienne constitue-t-elle un modèle de croissance pour le tiers monde ?

La carte est à rendre *obligatoirement* avec nécessité de montrer les disparités régionales.



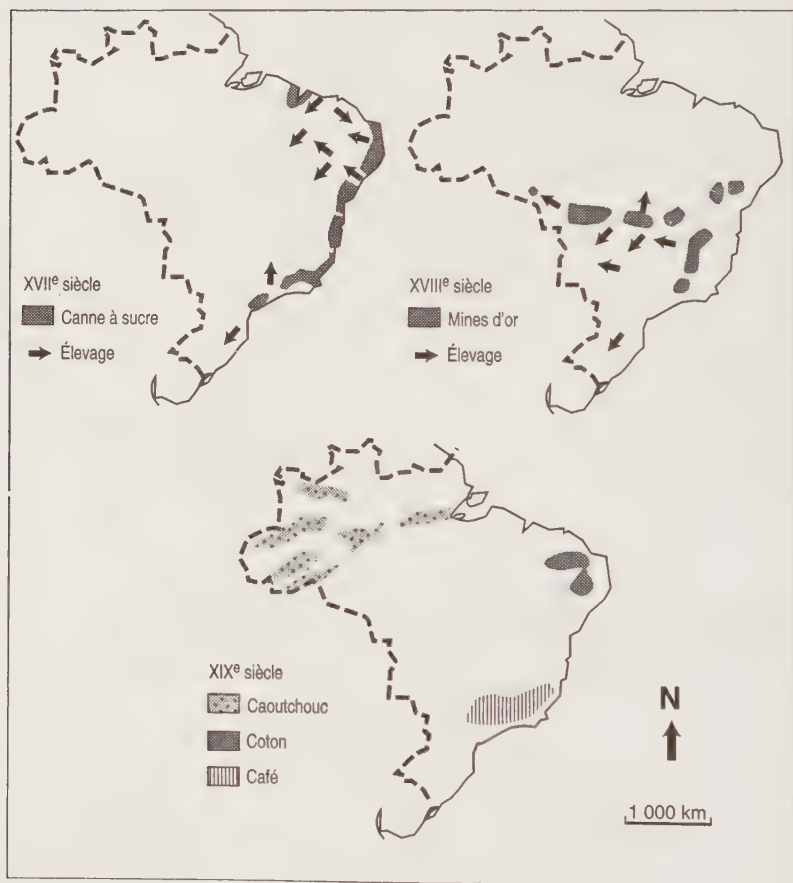
La voie brésilienne de développement : face aux défis, quels choix, réussites et échecs ?

Carte obligatoire des disparités régionales et de la dynamique actuelle.



Les voies de développement du Brésil.

Document 1 Les cycles économiques du Brésil



Source : Hervé Théry, *Le Brésil*, Masson.

	1965	1992
PNB/hab (en \$)	220	2 770
Part de l'industrie dans le PIB (%)	24	37
Dette extérieure (en milliards de \$)	5*	121

* en 1960

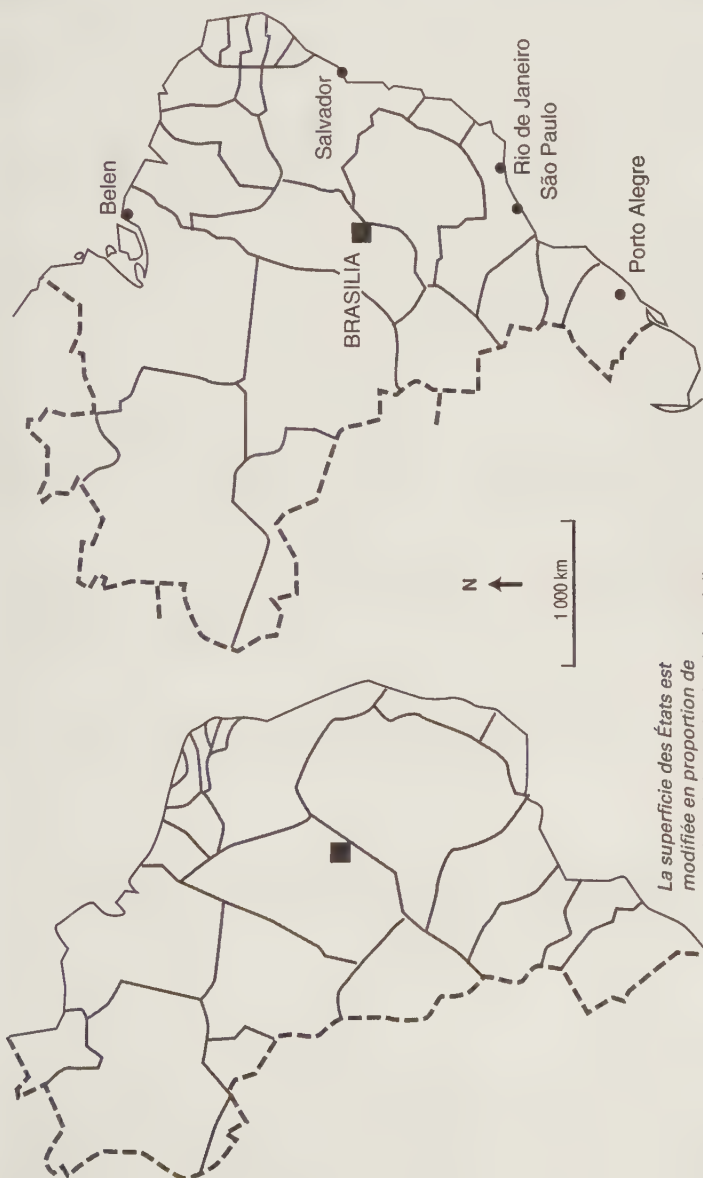
Production	Rang mondial en 1993
Acier	9
Aluminium	5
Automobile	11
Aéronautique	6
Oranges	1
Canne à sucre	1
Café	1
Cacao	2
Soja	2
Part des biens manufacturés dans les exportations	60 %
Part du Brésil dans les exportations mondiales des produits agricoles	5 à 6 %

	1981	1991
Part des revenus de la moitié la plus pauvre de la population (%)	15	10
Part des revenus du 1 % le plus riche	11,5	20

Source : IEM.

Au Brésil [...] on ne compte guère que 10 % d'excellentes terres, permettant la culture continue et intensive sans trop de frais et sans risques de dégradation. Or, l'essentiel de ces terres fertiles et limitées se trouve entre les mains des latifundiaires, lesquels en consacrent environ la moitié aux pacages extensifs [...]. Les paysans, eux, sont ainsi refoulés sur des lopins trop petits et des terres trop pauvres, où ils s'épuisent pour juste survivre. Quand ils ont des terres correctes, ils y produisent des aliments de base (riz, maïs, manioc, haricots noirs, patates douces), mais en quantités insuffisantes, faute d'espace ; tandis que les agriculteurs capitalistes, aidés par des prêts [...] produisent sur de vastes et fertiles terrains, des cultures d'exportation.

R. Dumont, *Un monde intolérable*,
Éditions du Seuil, octobre 1988.



« Le Brésil n'est pas un pays sous-développé, disait M. Fernando Henrique Cardoso durant sa campagne électorale de 1994, c'est un pays injuste. » Pour le rendre juste, son gouvernement n'a rien trouvé de mieux que d'éliminer les obstacles au bon fonctionnement du marché, et de s'attaquer aux injustices criantes par de simples mesures superficielles. Un mot magique résume son objectif : modernisation.

Selon Monsieur Cardoso, la modernisation du pays dépend de l'arrivée massive de capitaux étrangers. Au cours de cette année de gouvernement, le président a fait quinze voyages à l'extérieur dans le but de répéter un même message : le Brésil est un « port sûr », « le gouvernement est fermement décidé à adopter les recettes du FMI et de la Banque mondiale pour ajuster son économie aux normes de la mondialisation ». Ces paroles ont été suivies de faits : le gouvernement a obtenu du Congrès les réformes constitutionnelles qui suppriment les différences de traitement entre entreprises nationales et étrangères ; il a brisé les monopoles d'État dans les domaines du pétrole, des télécommunications, des mines et de la navigation de cabotage. Il a modifié, dans un sens restrictif, le système de sécurité sociale et le statut des fonctionnaires [...]. Le programme de réforme agraire vise à donner des terres à 280 000 familles en quatre ans. C'est très insuffisant, alors que la pauvreté rurale touche, selon le texte même du programme, 5 700 000 personnes [...]. Une situation extrêmement dangereuse car il y a eu, ces derniers mois, quelque 198 conflits agraires, et environ 20 000 familles continuent d'occuper les terres litigieuses. Le gouvernement se tait, et vient à peine de proposer au Congrès des projets de loi visant à rendre plus impartiale l'intervention des forces fédérales dans les conflits agraires.

Plino Arruda Sampaio, ancien député à l'Assemblée constituante, 1986-1990, membre de la direction du Parti des Travailleurs,
Le Monde diplomatique, déc. 1995.

Questions

- ▶ 1. En faisant une présentation très rapide des documents, dégager la problématique de ce dossier.
- ▶ 2. Les « cycles de l'économie » au Brésil ont représenté une certaine forme d'intégration de ce pays dans l'économie mondiale. Définissez-la

et indiquez quelles traces elle a laissées dans l'organisation de l'espace brésilien actuel.

► **3.** À travers les documents 2-3-4, appréciez le bilan des choix de développement successifs du Brésil.

► **4.** D'après le document 5, quelles sont les orientations privilégiées par les autorités actuelles du Brésil ? Correspondent-elles à un modèle de développement ?

► **5.** Les termes de « miracle brésilien » et de « mal-développement brésilien » ont tour à tour été utilisés. À la lumière de ces documents, que pensez-vous de l'emploi de termes aussi contradictoires ?

Montrez que la République populaire de Chine est à la fois une grande puissance et un pays en développement.

Le développement de la Chine

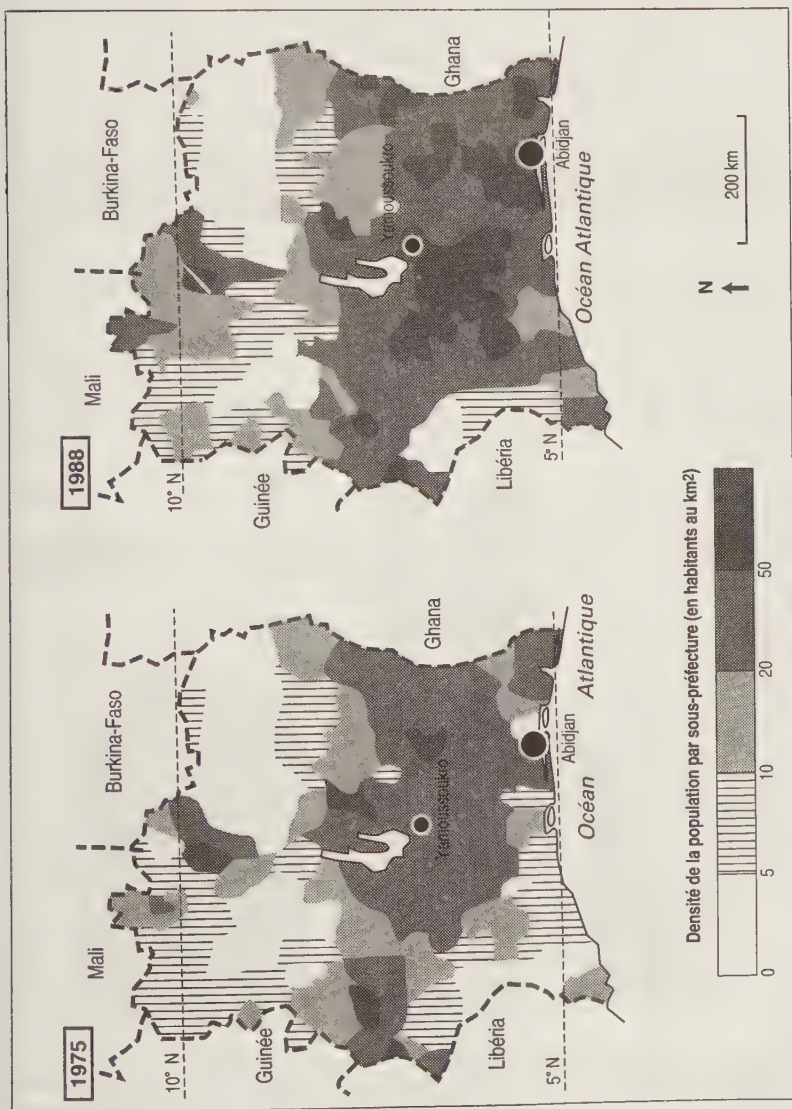
Stratégie, résultats, problèmes.

Le croquis, obligatoire, doit faire apparaître les contrastes régionaux de développement.



Document 1

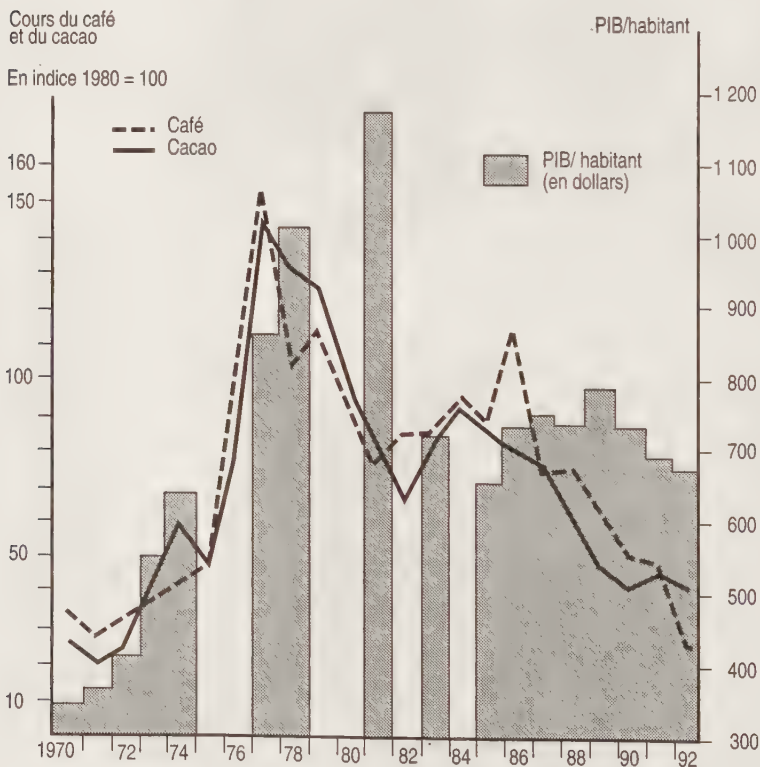
La population de la Côte-d'Ivoire



Document 2**Évolution de la population d'Abidjan
(en nombre d'habitants)**

1955	1976	1988	1993
125 000	950 000	1 900 000	2 200 000

D'après *Géographie universelle*, Belin-Reclus, 1994.

Document 3**Évolution des cours mondiaux du café et du cacao
et évolution du PIB* par habitant de la Côte-d'Ivoire**

* Données manquantes pour les années 1975, 1976, 1979, 1980, 1982 et 1984.

Source : *Atlaséco* 1994 et *Images économiques du monde*, de 1973 à 1995.

C'est précisément pour faire pièce à la métropole, pour en ralentir l'ascension démesurée, qu'il fut décidé, en 1983, de transférer les fonctions de capitale politique et administrative à Yamoussoukro. Village natal du Président, ce Brasilia d'Afrique noire est sans doute la seule ville du continent, avec Abuja (Nigéria), dont les équipements précèdent le peuplement escompté. En y transférant les administrations centrales, ce sont près de 400 000 habitants qui pourraient être accueillis dans les lotissements prévus à cet effet. Seules les grandes écoles, à l'architecture avant-gardiste, ont quitté les rivages de la lagune d'Abidjan ; les ministères et la quasi-totalité des sièges sociaux des entreprises publiques demeurent ancrés à Abidjan.

A. Dubresson, *Géographie universelle*, Belin-Reclus, 1994.

La Côte-d'Ivoire possède le secteur industriel le plus développé de la zone Franc¹. Il contribue, pour plus de 20 % au PIB. Les branches tournées vers l'exportation ont vu leur compétitivité s'améliorer fortement en 1994, suite à la dévaluation. Ainsi la production textile a doublé par rapport à 1993 ; les branches *corps gras alimentaires* et *industries mécaniques et électriques* ont progressé de plus de 30 %, la branche *produits chimiques* de 28 %, et les secteurs *matériaux de construction*, *transformation du bois*, *industries diverses...* ont augmenté de plus de 10 %. Le gouvernement souhaite modifier la structure des exportations au profit des produits industriels, et accroître le taux de transformation des produits agricoles et miniers, afin d'assurer la relance économique.

C. Lefort, *Images économiques du monde*, Sedes, 1995.

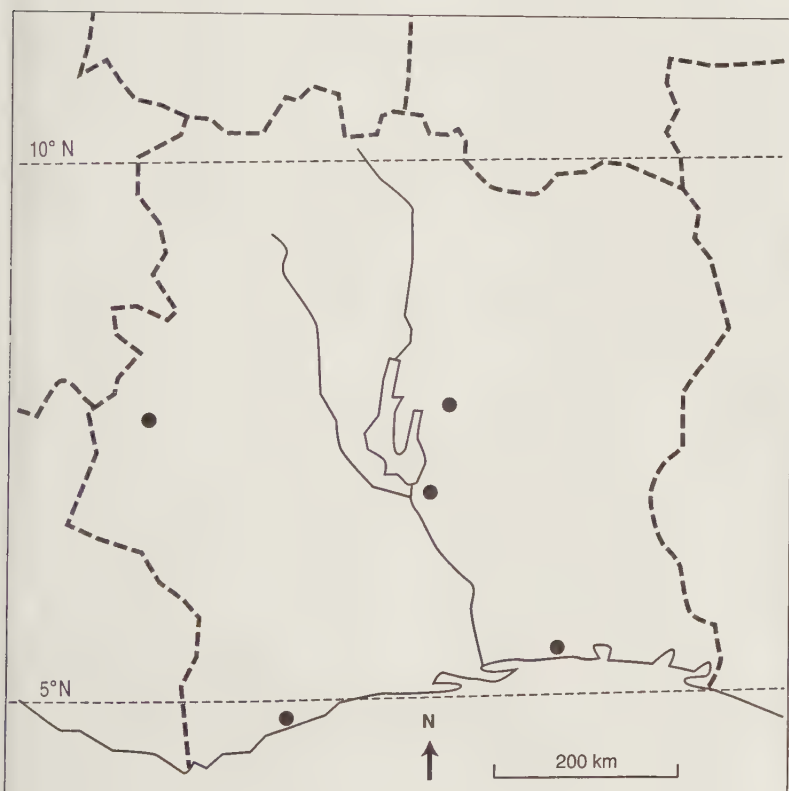
1. Groupe d'États dont les monnaies sont attachées au Franc et qui pratiquent entre eux une coopération monétaire.

Questions

- **1.** En introduction, présentez brièvement les documents et les thèmes qu'ils permettent d'aborder.
- **2.** À l'aide des documents 1 et 2, décrivez et expliquez l'évolution de la population de la Côte-d'Ivoire et de sa capitale Abidjan.
- **3.** À partir du document 3, décrivez l'évolution des cours du cacao et du café et montrez ses conséquences sur le PIB/habitant. Que met en évidence ce document quant à la voie ivoirienne de développement ?
- **4.** D'après les documents 4 et 5, quels moyens ont été mis en œuvre pour corriger les déséquilibres de l'occupation du territoire brésilien et des activités économiques ?
- **5.** Dressez, en conclusion, un bilan du développement en Côte-d'Ivoire.

Le développement de la Côte-d'Ivoire : réussites et limites.

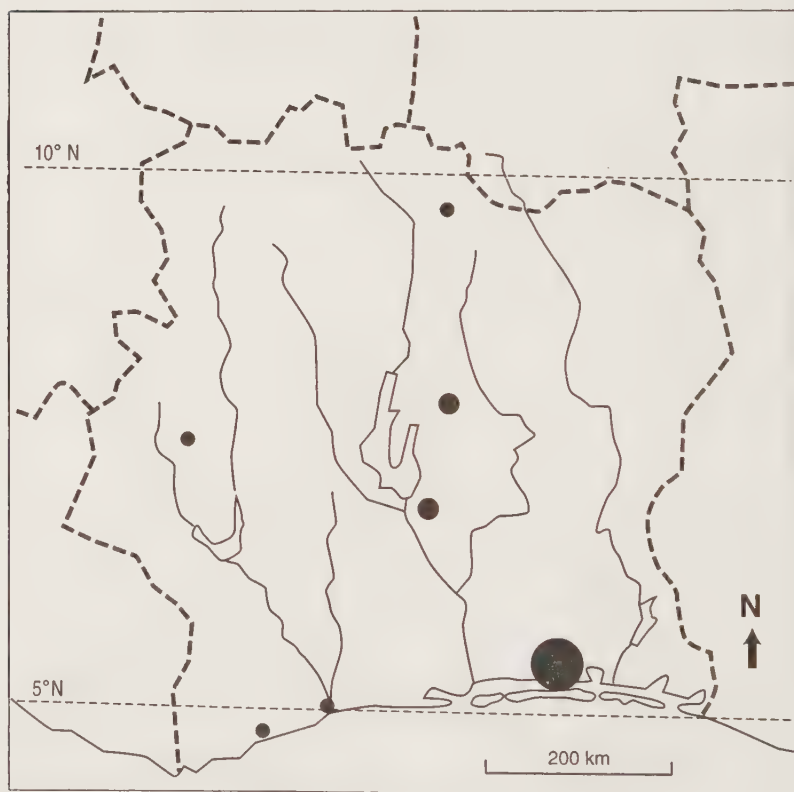
La carte, obligatoire, montrera les contrastes de la mise en valeur du territoire ivoirien.



La Côte-d'Ivoire :

réussites et limites d'une stratégie de développement.

La carte, obligatoire, fera apparaître les contrastes régionaux de l'espace ivoirien (*comptant pour 1/4 de la note*).



Dates importantes

1. LES RELATIONS INTERNATIONALES

1944	Accords de Bretton Woods Débarquement allié en Normandie	1973	Guerre du Kippour Premier choc pétrolier
1945	Conférence de Yalta et de Potsdam Création de L'ONU	1975	Accords d'Helsinki
1947	Doctrines Truman Plan Marshall Doctrines Jdanov Création du Kominform Création d'Israël	1979	Deuxième choc pétrolier Invasion soviétique en Afghanistan
1948	Blocus de Berlin	1980	Naissance de Solidarité en Pologne
1949	Création de l'OTAN et du CAEM (COMECON) Création de la RFA et de la RDA Création de la Chine populaire Première bombe atomique soviétique	1981	Coup d'État de Jaruzelski en Pologne
1951	Création de la CECA	1985	Gorbatchev au pouvoir en URSS ; mise en œuvre de la glasnost et de la perestroïka
1953	Mort de Staline	1986	Catastrophe de Tchernobyl Début de l'Uruguay Round
1954	Indépendance de l'Indochine Début de la guerre d'Algérie	1987	Crise boursière
1955	Conférence de Bandoung Signature du pacte de Varsovie	1989	Chute du mur de Berlin Chute des régimes communistes en Europe de l'Est Retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan
1956	Intervention russe en Hongrie Crise de Suez Indépendance du Maroc et de la Tunisie	1990	Réunification de l'Allemagne L'Irak envahit le Koweït Abolition de l'apartheid en Afrique du Sud
1957	Création de la CEE (Traité de Rome) Début de la guerre du Vietnam	1991	Dissolution du pacte de Varsovie Traité de Maastricht Disparition de l'URSS Éclatement de la Yougoslavie Guerre du Golfe
1960	Indépendance des colonies françaises d'Afrique noire	1992	Intervention de l'ONU en Bosnie
1961	Construction du mur de Berlin	1993	Reconnaissance réciproque d'Israël et de l'OLP
1962	Crise de Cuba Indépendance de l'Algérie	1995	La Russie envahit la Tchétchénie Accords de paix sur la Bosnie
1967	Guerre des Six Jours	1996	Boris Eltsine, premier président élu de la Russie Benyamin Netanyahou, premier ministre (élu) d'Israël (Likoud)
1968	Printemps de Prague		
1972	Accords SALT 1		

2. LA FRANCE : IV^e RÉPUBLIQUE

1945	Référendum et élection de l'Assemblée constituante	1956	Loi-cadre sur l'Afrique noire (Defferre) Indépendance du Maroc et de la Tunisie
1946	Départ du général de Gaulle Référendum sur la Constitution Deuxième Assemblée constituante Approbation de la Constitution de la IV ^e République Début de la guerre d'Indochine « L'Union française » remplace « L'Empire français »	1957	Bataille d'Alger La France adhère à la CEE (Europe des 6 : France, Italie, RFA, Luxembourg, Belgique, Pays-Bas)
1947	Rupture du tripartisme Révolte à Madagascar	1958	Chute de la IV ^e République Formation de la « Communauté française » De Gaulle, élu président de la République
1949	La France adhère à l'OTAN		
1951	La France adhère à la CECA		
1952	Gouvernement d'Antoine Pinay		
1954	Chute de Diên Biên Phủ Pierre Mendès France, président du Conseil Accords de Genève : fin de la guerre d'Indochine Début de la guerre d'Algérie La France rejette la CED		

3. LA FRANCE : V^e RÉPUBLIQUE

1959	Entrée en vigueur du Marché commun	1968	Crise de Mai 68 Bombe H française
1960	Indépendance des pays d'Afrique noire française et de Madagascar Première bombe atomique française	1969	Référendum sur la réforme du Sénat et des régions De Gaulle démissionne Georges Pompidou, président de la République Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre
1961	Référendum sur l'autodétermination en Algérie Putsch des généraux d'Alger	1971	Congrès socialiste d'Épinay, François Mitterrand élu premier secrétaire du Parti socialiste
1962	Pompidou, Premier ministre Incidents du métro « Charonne » Accords d'Évian : Indépendance de l'Algérie Révision constitutionnelle : élection au suffrage universel du président de la République	1973	Europe des 9 (+ Danemark, Grande-Bretagne, Irlande)
1965	Réélection de de Gaulle comme président de la République	1974	Valéry Giscard d'Estaing, président de la République Jacques Chirac, Premier ministre Droit de vote à 18 ans Début de la crise économique
1966	La France quitte l'OTAN		

1976	Raymond Barre, Premier ministre
1979	Système monétaire européen Parlement européen élu au suffrage universel
1981	François Mitterrand, président de la République Europe des 10 (+ Grèce)
1984	Laurent Fabius, Premier ministre
1986	Élections législatives ; début de la « cohabitation » Jacques Chirac, Premier ministre Europe des 12 (+ Espagne, Portugal) Acte Unique européen
1988	Réélection de François Mitterrand comme président de la République Michel Rocard, Premier Ministre

1991	Traité de Maastricht (Union économique et monétaire) Édith Cresson, Premier ministre
1992	Pierre Bérégovoy, Premier ministre
1993	Édouard Balladur, Premier ministre (2 ^e cohabitation)
1995	Jacques Chirac, président de la République Alain Juppé, Premier ministre Europe des 15 (+ Autriche, Finlande et Suède)
1996	Mort de François Mitterrand
1997	Élections législatives : retour de la gauche au pouvoir ; Lionel Jospin, Premier ministre (3 ^e cohabitation)

Chiffres-clés

(Source : Images économiques du monde 1996-1997)

1. Les contrastes de l'espace mondial

LES 10 PAYS LES PLUS PEUPLÉS DU MONDE (en millions) 1996

Chine	1 218
Inde	950
États-Unis	265
Indonésie	201
Brésil	160
Russie	148
Pakistan	133
Japon	126
Bangladesh	120
Nigéria	104

(Union européenne à 15 : 373)

LES PLUS GRANDES AGGLOMÉRATIONS (en millions d'habitants) 1995

Tokyo	26,8
New York	16,3
Sao Paulo	16,4
Mexico	15,6
Bombay	15
Shanghai	15
Los Angeles	12,4
Pékin	12,3
Calcutta	11,6
Séoul	11,6

Source : ONU

QUELQUES DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

	Moyenne mondiale	Les valeurs extrêmes
Densité (hab/km ²)	44	Macao : 20 969 Namibie : 1,9
Espérance de vie à la naissance (années)	66	Japon : 79 Afghanistan : 43
Taux d'accroissement naturel (‰ / an)	1,5	Oman : 4,9 Russie : - 0,6
Indice de fécondité (enfant/femme)	3	Yémen : 7,7 Italie : 1,2
Taux de natalité (‰)	24	Mali : 52 Italie : 9,2
Taux de mortalité infantile (‰)	62	Japon : 4,2 Guinée : 140

PNB PAR HABITANT
(en dollars) 1994

Les 5 premiers

Luxembourg	39 850
Suisse	37 180
Japon	34 630
Danemark	28 110
Norvège	26 480

Les 5 derniers

Sierra Leone	150
Malawi	140
Éthiopie	130
Tanzanie	90
Mozambique	80

INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN (IDH)
(rang et indice) 1993

Niveau élevé > 0,8

1. Canada	0,951
2. États-Unis	0,940
3. Japon	0,938
7. France	0,935
28. Corée du Sud	0,886
35. Portugal	0,878

Niveau moyen de 0,5 à 0,799

57. Russie	0,804
58. Brésil	0,796
63. Arabie saoudite	0,772
108. Chine	0,609

Niveau faible < 0,499

135. Inde	0,436
143. Bangladesh	0,365
147. Côte-d'Ivoire	0,357
174. Niger	0,204

2. Des espaces interdépendants

LES 5 PREMIÈRES FLOTTES MARCHANDES D'APRÈS LES PAVILLONS
(en % de la flotte mondiale) 1996

1. Panama	13,8 %
2. Libéria	13 %
3. Grèce	7,3 %
4. Chypre	5 %
5. Bahamas	4,7%

LES 5 PREMIÈRES FLOTTES MARCHANDES D'APRÈS LES PROPRIÉTAIRES
(en % de la flotte mondiale) 1996

1. Grèce	17,1 %
2. Japon	12,6 %
3. Norvège	6,9 %
4. États-Unis	6,9 %
5. Chine	4,9%

LES 5 PREMIERS PORTS MONDIAUX
Trafic en millions de tonnes (1994)

1. Rotterdam (Pays-Bas)	294
2. Singapour	290
3. Chiba (Japon)	183
4. Shanghai (Chine)	171
5. Kobé (Japon)	171

LES 5 PREMIERS AÉROPORTS MONDIAUX
Trafic en millions de passagers (1995)

1. Londres	81
2. New York	77
3. Chicago	77
4. Tokyo	70
5. Dallas	61

COMMERCE EXTÉRIEUR, LES 5 PREMIERS PAYS EN 1995

1. États-Unis	13,1 %
2. Allemagne	9,2 %
3. Japon	7,5 %
4. France	5,4 %
5. Royaume-Uni	4,9 %

LES 5 PREMIERS EXPORTATEURS MONDIAUX EN 1995

1. États-Unis	11,1 %
2. Allemagne	9,7 %
3. Japon	8,5 %
4. France	5,5 %
5. Royaume-Uni	4,6 %

LES PRINCIPAUX EXPORTATEURS ET IMPORTATEURS DE PÉTROLE EN 1995

(pétrole brut et produits raffinés, en millions de tonnes)

Total des échanges : 1 788 millions de tonnes, soit 55 % de la production mondiale

Exportateurs		Importateurs	
Arabie saoudite	311	États-Unis	437
Ex-URSS	141	Japon	276
Norvège	134	Allemagne	144
Iran	132	France	104
Venezuela	121	Italie	100
Royaume-Uni	102		

LES PRINCIPAUX EXPORTATEURS ET IMPORTATEURS DE BLÉ EN 1995-1996

Total des échanges : 95 millions de tonnes, soit 18 % de la production mondiale

Exportateurs (en millions de tonnes et % mondial)		Importateurs (en millions de tonnes)	
États-Unis	33 34 %	Chine	11
Canada	22 23 %	Égypte	6,2
Union européenne	18 19 %	Brésil	6
Australie	7,6 8 %	Japon	6
Argentine	7,5 8 %	Ex-URSS	5

LES MIGRATIONS INTERNATIONALES

110 millions de migrants
(estimation ONU)

Réfugiés : 27 millions en 1995

LE TOURISME INTERNATIONAL Arrivées par grandes zones géographiques (1991)

Europe	64 %
Amérique	20 %
Asie-Océanie	12 %
Afrique	3 %
Moyen-Orient	1 %

3. Quelques chiffres-clés des États au programme

	États-Unis	Japon	Russie	Chine	Brésil	Corée du Sud	Singapour	Côte- d'Ivoire	France
Superficie (en milliers de km ²)	9 363	373	17 075	9 597	8 512	98	0,6	322	551
Population (en millions d'habitants)	265	126	148	1 218	160	45	3	15	58
Densité (hab/km ²)	28	336	8,6	127	19	457	5 163	46	106
Taux de natalité (‰)	15	10	9,3	17	25	15	16	50	12,5
Taux de mortalité (‰)	9	7	14,7	7	8	6	5	15	9,1
Taux de mortalité infantile (‰)	8	4,2	18	44	58	11	4	88	6,1
Espérance de vie H/F (nombre d'années)	72/79	77/83	57/71	68/72	64/69	68/76	72/77	50/52	74/82
Moins de 15 ans (en %)	22	16	22	27	32	24	23	47	20
Plus de 65 ans (en %)	13	14	11	6	5	5	7	2	15
IDH (rang)	2 ^e	3 ^e	57 ^e	108 ^e	58 ^e	29 ^e	34 ^e	147 ^e	7 ^e
PNB par hab en \$	25 860	34 630	2 650	530	3 370	8 220	23 360	510	23 470
Population active									
Agriculture en %	3	7	20	73	28	17	1	65	6
Industrie en %	25	34	46	14	25	36	35	8	29
Services en %	72	59	34	13	47	47	64	27	65
Acier (en millions de tonnes)	94	101	51	94	25	37	0	0	18
Automobiles (en millions)	12,9	10,2	1,3	1,2	1,7	2,7	0	0	3,5

Source : *Images économiques du monde*, 1996-1997.

Lexique

A

AELE : Association Européenne de Libre-Échange formée en 1959 à l'initiative de la Grande-Bretagne pour faire contrepoids à la CEE.

Accroissement naturel : différence entre le nombre de naissances et celui des décès. Le taux d'accroissement naturel est la différence entre la taux de natalité et le taux de mortalité.

Agglomération : espace urbain constitué par la ville-centre et la banlieue.

Agriculture extensive : agriculture qui utilise beaucoup d'espace et n'a que de faibles rendements par unité de surface.

Agriculture intensive : agriculture qui produit des quantités importantes sur une surface réduite.

Agriculture vivrière : agriculture qui sert à nourrir la population d'un pays.

ALENA : Accord de Libre-Échange Nord-Américain, zone de libre-échange créée en 1992 par le États-Unis, le Canada et le Mexique.

ANZUS : pacte militaire signé en 1951 entre l'Australie (A), la Nouvelle-Zélande (NZ) et les États-Unis (US).

Apartheid : politique de ségrégation raciale appliquée en Afrique du Sud après 1948 et aujourd'hui abolie assurant à la population blanche minoritaire la totalité du pouvoir et regroupant les Noirs dans des quartiers urbains séparés (townships) ou dans des régions isolées.

Arme verte : ce terme désigne le pouvoir de pression détenu par les pays dotés d'une puissante agriculture, en particulier les États-Unis, sur les pays ayant besoin de produits alimentaires.

Arrière-pays (ou hinterland) : région continentale desservie par un port.

ASEAN : association des nations de l'Asie du Sud-Est, organisation créée en 1967 qui a pour but de faciliter la coopération économique entre les États membres. Elle regroupe l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, Brunei.

Assimilation : adoption par des immigrants de la langue, de la culture, du mode de vie du pays d'accueil.

Autocentré : se dit d'une voie de développement qui privilégie les ressources du pays et limite les apports de capitaux et la technologie étrangère.

Autodétermination : possibilité donnée à une population de choisir le statut sous lequel elle entend vivre.

B

Balance commerciale : solde de la valeur des importations et des exportations de marchandises.

Balance des paiements : solde de toutes les transactions monétaires d'un pays avec l'étranger : échanges de marchandises, de services et de capitaux.

Ballottage : dans un scrutin majoritaire, si aucun des candidats n'obtient, au premier tour, la majorité absolue (moitié des voix plus une), on dit qu'il y a ballottage et un deuxième tour est organisé. Il suffit alors, pour être élu, de la majorité relative (plus de voix que l'adversaire).

Banque mondiale : organisme créé en 1944 lors de la conférence de Bretton Woods pour aider la reconstruction des pays ruinés par la guerre, ensuite pour apporter une aide financière aux pays en voie de développement.

Belt : nom donné aux États-Unis à une zone déterminée par une culture (Dairy Belt) ou une caractéristique (sunbelt, industrial belt).

Biens de consommation : produits industriels finis, aptes à la consommation.

Biens d'équipement : machines et matériels destinés à la production d'autres biens.

Bourse de commerce : lieu où se négocient la vente et l'achat de marchandises et où sont fixés les cours.

Bourse de valeurs : lieu où s'effectuent les transactions de capitaux et la cotation des actions et des monnaies.

C

CAEM : ce Conseil d'Assistance Économique Mutuelle ou Comecon a été créé par l'URSS en 1949 et regroupait les pays socialistes. Il a disparu en 1991.

Cartel : entente réalisée entre des entreprises pour limiter la concurrence en harmonisant les prix, en se partageant le marché.

CBD : Central Business District, centre des affaires, quartier où se concentrent les sièges sociaux des banques et autres entreprises.

CECA : Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier créée en 1951 et première étape de la construction européenne.

CED : Communauté Européenne de Défense, projet lancé au début des années 1950 et qui n'a jamais vu le jour.

« **Centre** » : espace où se concentrent les moyens de décision (sièges sociaux d'entreprises, pouvoir politique...), d'où partent les impulsions vers le reste du Monde, vers la « périphérie ».

Centre-ville : cœur historique de la ville composé de quartiers abritant surtout des commerces et des bureaux.

Cercle de qualité : groupe de cadres et d'ouvriers qui cherchent ensemble les moyens d'augmenter la productivité et la qualité de la production.

Chaebol : conglomérat sud-coréen développé sur le modèle des zaibatsu autour d'activités industrielles et d'une société de commerce.

Chiites : musulmans se réclamant de la descendance d'Ali, gendre du prophète Mahomet. Leur pratique du culte est différente de celle des sunnites. Ils sont nombreux en Iran, Irak, Liban, Afghanistan.

Choc et contre-choc pétrolier : on parle de choc quand les prix du pétrole ont brutalement augmenté en 1973 et 1979 et de contre-choc quand ces mêmes prix ont baissé (1985), suite à des divisions de l'OPEP, à la concurrence de pays non-OPEP et à la baisse du dollar.

Club de Rome : groupe d'économistes internationaux qui, depuis le début des années 1960, prennent position sur les grands problèmes de notre temps : la croissance, le développement.

CNUCED : Conférence des Nations unies pour le Commerce et le Développement, créée en 1964 pour établir un dialogue économique entre les pays du Nord et du Sud. Elle a lieu, habituellement, tous les quatre ans.

Coexistence pacifique : à partir du moment où les États-Unis et l'URSS ont été dotés d'armes nucléaires à peu près égales (début des années 1950), les deux super Grands, pour éviter une guerre nucléaire, renoncent progressivement à la course aux armements pour adopter d'autres formes de compétition. Cette idée a été diffusée par Khrouchtchev au XX^e Congrès du PCUS en 1956.

Cohabitation : quand la majorité parlementaire (députés), avec laquelle le président de la République doit former le gouvernement, est de gauche ou de droite alors que le Président est de la tendance opposée. Cette situation s'est rencontrée sous la V^e République en 1986 (Mitterrand/Chirac), en 1993 (Mitterrand/Balladur) et en 1997 (Chirac/Jospin).

Complexe militaro-industriel : ensemble des secteurs industriels travaillant pour l'industrie de l'armement.

Condominium : autorité exercée en commun par deux ou plusieurs États

Confédération : association d'États qui restent souverains et se contentent d'harmoniser certains aspects de leur politique.

Confucianisme : la doctrine de Confucius élaborée en Chine au VI^e siècle justifie la hiérarchie comme nécessaire. Elle implique piété filiale, obéissance, acceptation de la hiérarchie dans la famille comme dans l'entreprise.

Conglomérat : firme regroupant des activités diversifiées.

Conteneur : grande caisse métallique d'une capacité de 30 à 60 m³ qui permet de grouper des marchandises.

Croissance démographique : croissance résultant de l'accroissement naturel et du solde migratoire.

Croissance économique : accroissement de la production globale d'une économie, le plus souvent mesurée par la croissance du PIB.

D

Décentralisation : quand l'État répartit une partie de son pouvoir aux collectivités territoriales (régions, communes...). En France, la loi Defferre de 1982.

Délocalisation : déplacement d'une unité de production vers un autre pays afin de profiter de meilleures conditions de production (main-d'œuvre bon marché, avantages fiscaux...).

Déréglementation : suppression d'une législation restreignant la concurrence.

Déstalinisation : campagne lancée par Khrouchtchev en 1956 au XX^e congrès du PCUS contre les crimes de Staline et le culte de la personnalité. Cette déstalinisation n'est pas synonyme de déstabilisation de l'URSS, mais d'un certain « dégel ».

Désindustrialisation : déclin de l'industrie qui se manifeste par des fermetures d'usines, la réduction de la production et des emplois.

Dévaluation : décision d'un État de diminuer la valeur de sa monnaie par rapport à l'or ou à d'autres monnaies.

Développement : expansion de l'ensemble de l'économie qui entraîne une amélioration du niveau de vie moyen et s'accompagne d'une transformation des structures de la société.

Division internationale du travail : organisation de l'économie mondiale qui repose sur le partage du travail entre les États et sur l'échange.

Dirigisme : intervention de l'État dans la vie économique.

E

Économie concertée : système économique dans lequel les ministères et les grandes entreprises entretiennent des contacts réguliers avant de prendre des décisions.

Économie extravertie : économie tournée vers l'extérieur avec priorité aux exportations et appel aux capitaux étrangers.

Embargo : décision d'arrêter les relations commerciales avec un pays ou un groupe de pays.

Émigration : action de quitter son pays pour s'installer dans un autre.

Énergie primaire : énergie issue directement de la nature (eau, charbon, pétrole, gaz naturel).

Endaka : (en japonais « yen fort ») forte hausse du yen.

Équilibre de la terreur : à partir de 1949, les deux Grands disposent de l'arme nucléaire, les conséquences d'une guerre atomique sont dès lors terrifiantes. De ce fait, l'affrontement ne sera plus frontal et militaire, mais idéologique et par pays interposé (guerre froide).

Espace : portion de la surface terrestre utilisée et aménagée par les sociétés.

Espérance de vie à la naissance : durée moyenne de vie prévisible.

État multinational : État au sein duquel se trouvent plusieurs nationalités.

État providence : intervention de l'État dans le domaine économique et social.

Eurocommunisme : tendance à davantage d'indépendance dans les partis communistes européens à l'égard de l'URSS.

Eurodollars : dollars détenus par des non-Américains et déposés dans des banques hors des États-Unis.

F

Fécondité (indice de) : nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer (15 à 49 ans).

Fédération : association étroite d'États qui abandonnent au pouvoir fédéral une partie de leur souveraineté.

Fellagha : maquisard nationaliste algérien durant la guerre d'Algérie.

Filiale : société dont 50 % des capitaux au moins sont détenus par une autre société.

Flux : courant de biens ou de personnes qui circulent dans un espace. Le flux a une origine, une destination, un trajet.

Flux tendus (ou juste à temps, ou zéro stock) : mode de production dans lequel l'entreprise ne constitue pas de stocks de pièces détachées, les fournisseurs lui livrent à des moments planifiés les pièces détachées dont elle a besoin.

FMI : Fonds Monétaire International, alimenté par les versements des États membres, il accorde des prêts à ces États en cas de déficit de leur balance des paiements.

Front pionnier : espace où le peuplement progresse par défrichement et mise en valeur.

G

GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*) : accord international sur la réduction des droits de douane. Devenu en 1995 l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce).

Gauchistes : membres de courants politique d'extrême-gauche appelant à des actions violentes contre les régimes bourgeois en place dans les démocraties occidentales. Ces mouvements sont apparus au cours des années 1960 dans les milieux étudiants et intellectuels.

Gentryfication : processus d'occupation d'un quartier réhabilité par une population riche.

Ghetto : quartier où est concentrée une minorité d'exclus (Noirs, Hispaniques aux États-Unis).

Glasnost : mot russe signifiant transparence et qui est un des deux axes de la politique de Mikhaïl Gorbatchev entre 1985 et 1991.

Goulag : terme signifiant camp de déportation en russe.

G7 : groupe des sept constitué des pays les plus riches du monde (États-Unis, Royaume-Uni, France, Japon, Allemagne, Canada et Italie). Le G7 devient le G8 en 1997 avec l'introduction de la Russie.

Groupe des 77 : au départ, 77 pays du Tiers Monde qui réclament un nouvel ordre économique international (NOEI) et qui sont aujourd'hui plus de 130.

Guérilla : ensemble d'opérations de harcèlement militaire menées par des mouvements de libération contre l'occupant étranger ou contre un régime considéré comme dictatorial ou non représentatif : les maquis durant la Deuxième Guerre mondiale, le FLN durant la guerre d'Algérie, le Sentier lumineux au Pérou...

Guerre froide : situation de tension entre les deux Grands. Refusant de recourir à l'affrontement direct, ils s'affrontent idéologiquement, économiquement et à l'occasion de crises locales (guerre de Corée par exemple).

H

Héliotropisme : attraction exercée sur les populations par les régions ensoleillées.

Hydrocarbures : pétrole et gaz naturel.

I

Immigration : action d'entrer dans un pays étranger pour s'y établir.

Impeachment : procédure employée aux États-Unis pour obtenir la révocation du Président par le Congrès.

Impérialisme : politique d'expansion tendant à imposer à certains peuples ou États l'hégémonie d'un peuple dominateur. L'impérialisme peut être économique, culturel ou colonial.

Indicateur de développement humain (IDH) établi depuis 1990 par l'ONU est une donnée synthétique du niveau de développement calculée à partir de l'espérance de vie, du taux d'alphabétisation des adultes, du nombre d'années de scolarité, du niveau d'instruction, du PIB.

Industrie légère : industrie transformant des produits de l'industrie lourde en produits finis directement consommables (électronique...).

Industrie lourde : industrie transformant les matières premières en produits utilisables par d'autres industries (métallurgie, chimie...).

Industrie de main-d'œuvre : industrie faisant appel à un grand nombre de salariés et dont la rémunération constitue l'essentiel du prix de revient (textile). En revanche, elles mobilisent peu de capitaux.

Inflation : hausse durable du niveau général des prix.

Intégration : entrée des immigrés dans la société d'un pays d'accueil tout en conservant leurs spécificités culturelles.

Intégrisme : défense d'une doctrine fondée sur le rejet du libéralisme, de l'intégration au monde moderne et sur le maintien rigide de la tradition.

Interaction : action réciproque entre deux ou plusieurs acteurs ou lieux.

Interdépendance : relation d'échange qui unit deux ou plusieurs acteurs économiques ou des États ou des espaces.

Interface : ligne de contact entre deux ensembles, deux espaces géographiques différenciés.

Intermodalité : pratique de transport dans laquelle on utilise successivement plusieurs modes de transports (rail, route, navire, voie fluviale...), les marchandises étant mises en conteneur.

Investissement direct : investissement d'une entreprise dans un autre pays.

IRA : Armée Républicaine Irlandaise luttant pour mettre fin à la domination anglaise sur l'Ulster.

J

Joint-venture (ou entreprise mixte) : entreprise résultant de l'association d'une entreprise nationale avec une entreprise étrangère.

K

Kennedy round : cycle de négociations commerciales pour abaisser les tarifs douaniers internationaux commencé sous Kennedy et achevé en 1967.

Keiretsu : héritiers des zaibatsu, les keiretsu sont formés par un réseau de sociétés indépendantes les unes des autres, organisées autour d'une banque et d'une sogo shosha et ayant entre elles des participations croisées.

Kominform : structure de rassemblement des partis communistes du monde autour de l'URSS créée en 1947 et dissoute en 1956.

Kurdes : peuple sans État et dont le territoire est partagé entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie.

L

Libéralisme économique : théorie préconisant la limitation des interventions de l'État dans la vie économique et sociale (contraire de l'État providence) afin de stimuler les entreprises : le thatchérisme, le reaganisme dans les années 1980.

Loi-cadre : loi qui fixe un cadre d'évolution durant une longue période et qui définit les tendances générales qu'entend suivre l'État sur le problème considéré.

M

Mal-développement : situation d'un pays du Tiers Monde où la croissance économique a bénéficié à une minorité de la population alors que le plus grand nombre demeure dans la misère.

Malnutrition : carence qualitative dans l'alimentation (insuffisance en protéines, vitamines...).

Maquiladora : zone franche implantée au Mexique le long de la frontière avec les États-Unis sur laquelle sont installées des industries de main-d'œuvre travaillant pour des entreprises américaines.

Malthusianisme : doctrine due à l'économiste anglais Malthus (1766-1834) qui condamne la croissance démographique et, par là même, celle de toutes les productions.

Marché : ensemble des offres et des demandes d'un bien dans un espace national ou mondial.

Marché à terme : marché où l'on pratique la vente de marchandises au cours du jour pour une livraison à 6, 12 ou 24 mois.

Matière première : produit brut utilisable par l'industrie (minerais).

Mégalopole : zone urbaine géante dépassant généralement 10 millions d'habitants, constituée de plusieurs agglomérations.

Mégapole : très grande ville de plusieurs millions d'habitants.

Melting-pot : « creuset » dans lequel devaient se fondre les immigrants aux États-Unis en oubliant leurs particularismes culturels. Aujourd'hui, on parle plutôt du « *salad bowl* », le saladier, pour exprimer la diversité de la société américaine composée d'éléments qui conservent leurs particularités culturelles.

Mercosur : union économique des pays du Sud de l'Amérique latine (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay).

Métropole : grande ville qui possède un pouvoir de commandement.

MITI : Ministère du Commerce Extérieur et de l'Industrie du Japon.

Mondialisation : processus d'extension et d'interdépendance à l'ensemble de la planète.

Mortalité infantile : mortalité des enfants âgés de moins d'un an.

Motion de censure : procédure parlementaire qui permet aux députés de proposer un texte demandant le départ du gouvernement, lequel devient effectif si la motion de censure est votée par la majorité absolue des députés.

Multinationale (ou transnationale) : entreprise installée dans plusieurs États.

N

Nationalisation : prise de possession par la collectivité nationale d'une entreprise privée.

Nationalisme : à la fin du XIX^e siècle, expression exacerbée de l'idée de nation, celle des traditions, de la terre et des morts. Ce nationalisme se situe politiquement à droite.

Nationalité : groupe d'hommes ayant une langue et une histoire communes.

Négritude : ensemble des valeurs communes aux peuples noirs.

Néo-colonialisme : après la décolonisation, remplacement du pouvoir colonial des anciennes métropoles par un pouvoir économique.

NOEI : Nouvel Ordre Économique International (voir Groupe des 77) préconisant des rapports économiques plus justes entre le Nord et le Sud.

Nœud de communication : point d'intersection des lignes d'un réseau de transports. Il assure l'interconnexion entre les différents réseaux. Il est matérialisé par une gare, un port, un aéroport...

Nomenklatura : nom de la nouvelle classe de privilégiés (les membres du parti communiste, par exemple) en URSS.

Non-alignement : politique internationale développée par les pays du Tiers Monde après le sommet de Bandoung pour refuser l'alignement sur l'un des deux Grands : la recherche d'une troisième voie.

NPI : Nouveau Pays Industriel, pays du Tiers Monde ayant développé une industrie compétitive et tournée vers l'exportation.

« **Nord** » : pays développés, situés en majeure partie au Nord de la planète.

O

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique ouverte aux pays occidentaux qui, en 1960, a pris la relève de l'OECE.

Oligopole : situation où un petit nombre est en mesure de vendre ou d'agir.

L'oligopole géographique mondial est formé par les grandes puissances dont les politiques financières, culturelles et les stratégies militaires exercent des effets sur le reste du monde.

OMC : Organisation Mondiale du Commerce (voir GATT).

ONG : Organisation Non Gouvernementale s'occupant de l'aide au Tiers Monde.

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole créée en 1960 à la conférence de Bagdad.

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, expression militaire du Pacte Atlantique de 1949.

P

Panarabisme : doctrine prônant l'union de tous les Arabes.

Parité d'une monnaie : taux de change officiel d'une monnaie par rapport à l'or ou à d'autres monnaies.

Pavillon de complaisance (ou de libre immatriculation) : pavillon d'un pays qui attire des armateurs étrangers par une fiscalité avantageuse et une législation sociale moins contraignante.

Peuplement : mise en place de la population sur un territoire et sa répartition spatiale. Son étude implique l'analyse de l'immigration, des migrations intérieures, des densités et de l'urbanisation.

Perestroïka : mot russe signifiant reconstruction et considéré, avec la glasnost, comme la politique économique de Mikhaïl Gorbatchev dans l'URSS entre 1985 et 1991.

Périphérie : espace sous la domination du « centre », dépendant de ses décisions et de ses capitaux. Elle est exploitée, fournit des ressources et de la main-d'œuvre au centre.

PIB : Produit Intérieur Brut ou somme de la valeur des biens et des services produits en une année dans un pays par les personnes et les entreprises installées dans le pays.

Planification : programmation par l'État, pour une période donnée, du développement économique du pays en fixant des objectifs à atteindre. La planification peut être impérative ou indicative.

Plate-forme multimodale : infrastructure équipée pour permettre le transit entre différents modes de transports.

PMA : Pays les Moins Avancés, classification de l'ONU qui regroupe les pays les plus pauvres et les moins développés du monde.

PNB : Produit National Brut ou somme de la valeur des biens et des services produits en une année par les personnes et entreprises d'une même nationalité.

Pondéreux : marchandises lourdes (charbon, hydrocarbures, minerais...).

Pouvoir exécutif : pouvoir de faire appliquer la loi.

Pouvoir législatif : pouvoir de faire la loi.

Privatisation : retour d'une entreprise publique au secteur privé.

Productivité : rapport entre la production obtenue et le temps de travail mis à l'obtenir.

Protectionnisme : politique économique qui consiste à protéger le marché national et limitant les importations.

Q

Quotas : quantité exprimée en % ou en valeur absolue destinée à limiter une production ou un groupe humain.

R

Realpolitik : expression due à Bismarck (Allemand du XIX^e siècle) et reprise par Kissinger et les États-Unis dans les années 1970 pour dire que l'intérêt doit primer les considérations sentimentales ou idéologiques.

Récession : arrêt de la croissance économique.

Redéploiement : politique qui vise à orienter les investissements et les créations nouvelles d'entreprises vers des activités industrielles et de technologie plus avancée.

Référendum : question posée par un gouvernement aux citoyens et à laquelle ils doivent répondre par oui ou par non (différent de plébiscite).

Réforme agraire : politique de redistribution des terres en faveur des petits propriétaires.

Régime parlementaire : régime politique dans lequel le gouvernement est issu de la majorité présente au Parlement et qui est responsable devant elle.

Régime présidentiel : régime politique dans lequel le pouvoir dépend d'un président de la République élu au suffrage universel qui nomme et révoque le gouvernement sans que le Parlement intervienne.

Représentation proportionnelle : système électoral selon lequel les sièges à pourvoir sont répartis en proportion du nombre de voix obtenu par chaque parti lors d'élection au scrutin de liste et qui permet aux petites formations politiques d'être représentées. Elle ne dégage pas de majorité et oblige à réaliser des alliances.

Réseau : ensemble des voies de communication qui permettent la circulation des flux.

S

Service de la dette : remboursement annuel des emprunts contractés par un État.

Scrutin majoritaire : mode de scrutin avec lequel les électeurs et électrices votent, parmi les nombreux candidats qui se présentent, pour un seul candidat (scrutin uninominal) élu à la majorité absolue (1^{er} tour) ou relative (2^e tour). Ce mode de scrutin permet de dégager une majorité mais écarte, le plus souvent, les représentants des petites formations.

Sionisme : mouvement apparu à la fin du XIX^e siècle dont l'objectif était la création, en Palestine, d'un État juif, ce qui est réalisé en 1948.

Sogo-shosha : « société de commerce » pivot d'un keiretsu. Elle combine des fonctions de commerce, de financement, d'information, de distribution et de transport entre les entreprises du keiretsu avec les PME sous-traitantes.

Sous-traitance : production d'un bien par une entreprise pour le compte d'une autre plus importante.

Stratégie de développement : ensemble des mesures prises par un État pour assurer la croissance économique et le développement.

Substitution aux importations : politique qui a pour but de développer l'industrie nationale pour limiter les importations des produits manufacturés.

« **Sud** » : pays en développement situés au Sud des pays développés.

Supranationalité : caractère d'une institution qui dépasse le cadre des nations et à laquelle celles-ci délèguent une partie de leur souveraineté (la CECA par exemple).

Surpeuplement : situation d'un territoire caractérisé par l'insuffisance des subsistances.

Système : ensemble constitué d'éléments en interaction.

T

Taux d'urbanisation : proportion de la population urbaine dans la population totale.

Terme de l'échange : rapport entre la valeur des importations et celle des exportations. Ce rapport exprime le pouvoir d'achat d'un pays.

Territoire : espace approprié et organisé par une société.

TJB (tonneau de jauge brute) : unité de mesure de la capacité de transport d'un navire (1 tjb = 2,8 m³).

Totalitarisme : système politique asservissant à l'État, par la suppression des libertés et l'encadrement policier et idéologique, toutes les forces de la nation et des individus.

TPL (tonne de port en lourd) : unité de mesure du poids de marchandises qu'un navire peut transporter.

Transition démographique : processus par lequel une population passe d'un régime démographique caractérisé par une mortalité et une natalité élevées à un nouveau régime caractérisé par une mortalité et une natalité faible. La période transitoire entre ces deux régimes se caractérise par un accroissement naturel élevé car la baisse de la mortalité précède la baisse de la natalité.

Transnational : terme qui définit les entreprises, les institutions dont les activités dépassent les limites nationales (c'est-à-dire les frontières), tendant à une vision et un espace d'action planétaires.

Trente Glorieuses : nom donné par l'économiste français Jean Fourastié à la période de croissance économique sans précédent entre 1945 et 1974.

Triade : foyer central de l'espace mondial constitué de 3 centres, les États-Unis, le Japon et l'Union européenne, reliés entre eux par des flux intenses, se partageant les marchés et impulsant une dynamique à l'ensemble du système monde.

U

Urbanisation : processus de concentration de la population dans les agglomérations ou zones urbaines.

V

Ville-centre : ville située au centre d'une agglomération, espace urbain le plus ancien, correspondant administrativement à une municipalité (ex. New York City). Les banlieues s'étendent sur d'autres communes.

X

Xénophobie : haine des étrangers.

Z

Zaibatsu : nom donné aux grandes entreprises japonaise nées à la fin du XIX^e siècle et démantelées en 1947 par les Américains (Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo).

Zaikai : « monde des affaires », désigne l'ensemble des grandes entreprises japonaises.

Zone économique spéciale (ZES) : parties du territoire chinois dans lesquelles les entreprises étrangères bénéficient d'un régime fiscal privilégié.

Zone franche : partie du territoire bénéficiant d'avantages fiscaux et douaniers privilégiés dans le but d'attirer les investissements étrangers.

Impression réalisée sur CAMERON par
BRODARD ET TAUPIN - La Flèche
Dépôt légal n° 10333 - août 1997
N° d'impression : 6423S-5

— BAC 98 —

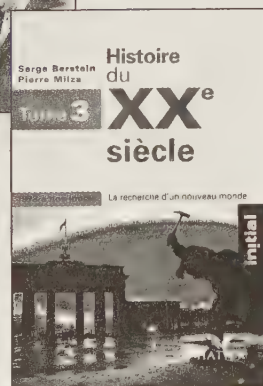
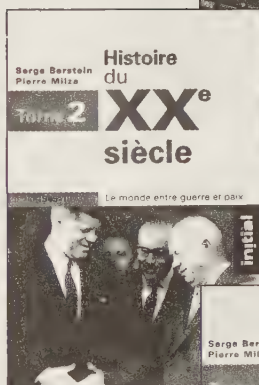
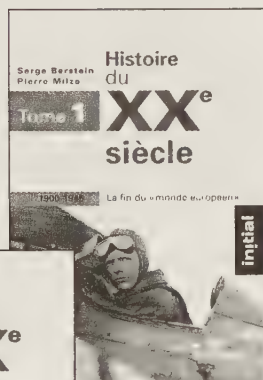
Initial

L'essentiel en poche

Histoire du XX^e siècle (3 volumes)

Toute l'histoire du XX^e siècle traitée
en 3 volumes :

- tome 1, la fin du "monde européen" (1900 - 1945)
- tome 2, le monde entre guerre et paix (1945 - 1973)
- tome 3, la croissance et la crise (de 1973 à nos jours)



HATIER

98

Jamais le BAC ne s'est si bien préparé

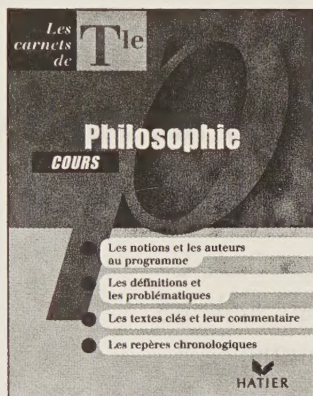
— BAC 98 —

Collection Carnet

*Maîtriser l'essentiel,
des ouvrages utiles toute l'année*

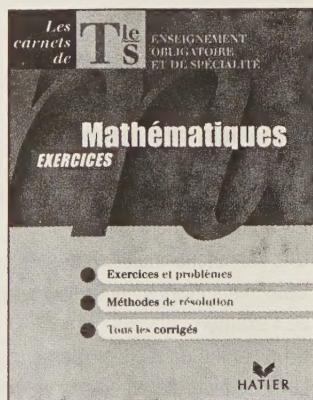
En 1^{re} et T^{le} :

- Philo T^{le} Cours
- Anglais T^{le} Cours, 1^{re}/T^{le} Exercices
- Allemand T^{le} Cours, 1^{re}/T^{le} Exercices
- Espagnol T^{le} Cours, 1^{re}/T^{le} Exercices
- Italien T^{le} Cours, 1^{re}/T^{le} Exercices
- Histoire T^{le} Cours, T^{le} Exercices
- Géographie T^{le} Cours, T^{le} Exercices
- Sciences économiques et sociales 1^{re} Cours, T^{le} Cours
- Maths 1^{re} S Cours et 1^{re} S Exercices
- Maths T^{le} S Exercices
- Physique-Chimie 1^{re} S et T^{le}, Cours et Exercices
- Sciences et Vie et de la Terre T^{le} Cours, T^{le} Exercices



Carnet Cours

La synthèse des connaissances



Carnet Exercices

Des exercices pour s'entraîner



HATIER

98

Jamais le BAC ne s'est si bien préparé

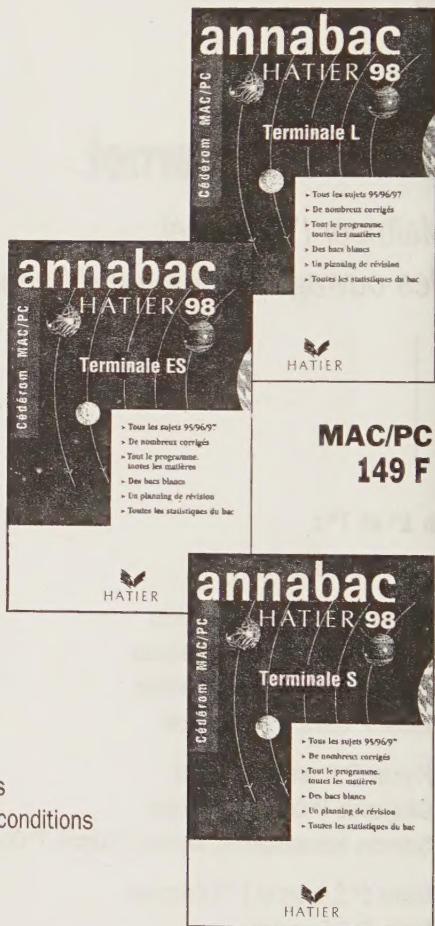
— BAC 98 —

Enfin les Annabac sur cédérom !

Terminale L
Terminale ES
Terminale S

Tout le programme, toutes les matières

- L'intégralité des sujets du Bac 95, 96 et 97
- De nombreux corrigés
- Une recherche multi-critères et par mots clés
- Des "bacs blancs" pour se mettre dans les conditions de l'examen
- Un planning de révision personnalisé
- La possibilité de créer ses propres fiches
- Toutes les statistiques sur le Bac
- Un univers graphique attrayant : l'espace
- Impression possible pour tous les écrans



HATIER **98**

Jamais le BAC ne s'est si bien préparé

annabac HATIER : la référence

- De très nombreux sujets pour couvrir l'ensemble du programme
- Des conseils de méthode et les critères d'évaluation d'une bonne copie
- Le programme et les instructions officielles pour le bac

collection annabac

sujets

- 1 Français toutes séries
- 2 Français BTS
- 3 Philosophie toutes séries
- 4 Anglais LV1 et LV2
- 5 Histoire-Géographie L, ES, S
- 6 Sciences économiques et sociales ES
- 7 Mathématiques ES
- 8 Mathématiques et enseignement scientifique L
- 9 Mathématiques S
- 10 Sciences de la Vie et de la Terre S
- 11 Physique-Chimie S

corrigés

- 12 Mathématiques ES
- 13 Mathématiques et enseignement scientifique L
- 14 Mathématiques S ens. obl.
- 15 Mathématiques S ens. spé.
- 16 Physique S
- 17 Chimie S
- 18 S.V.T. S
- 19 Français L, ES, S
- 20 Français BTS
- 21 Français séries techno.
- 22 Philosophie L, ES, S
- 23 Histoire-Géographie L, ES, S
- 24 S.E.S. ES
- 25 Anglais LV1 et LV2
- 26 Philosophie séries techno.

cédéroms

Terminale L
Terminale ES
Terminale S

48 5943 5



9 782218 720031

39F



KS-202-474